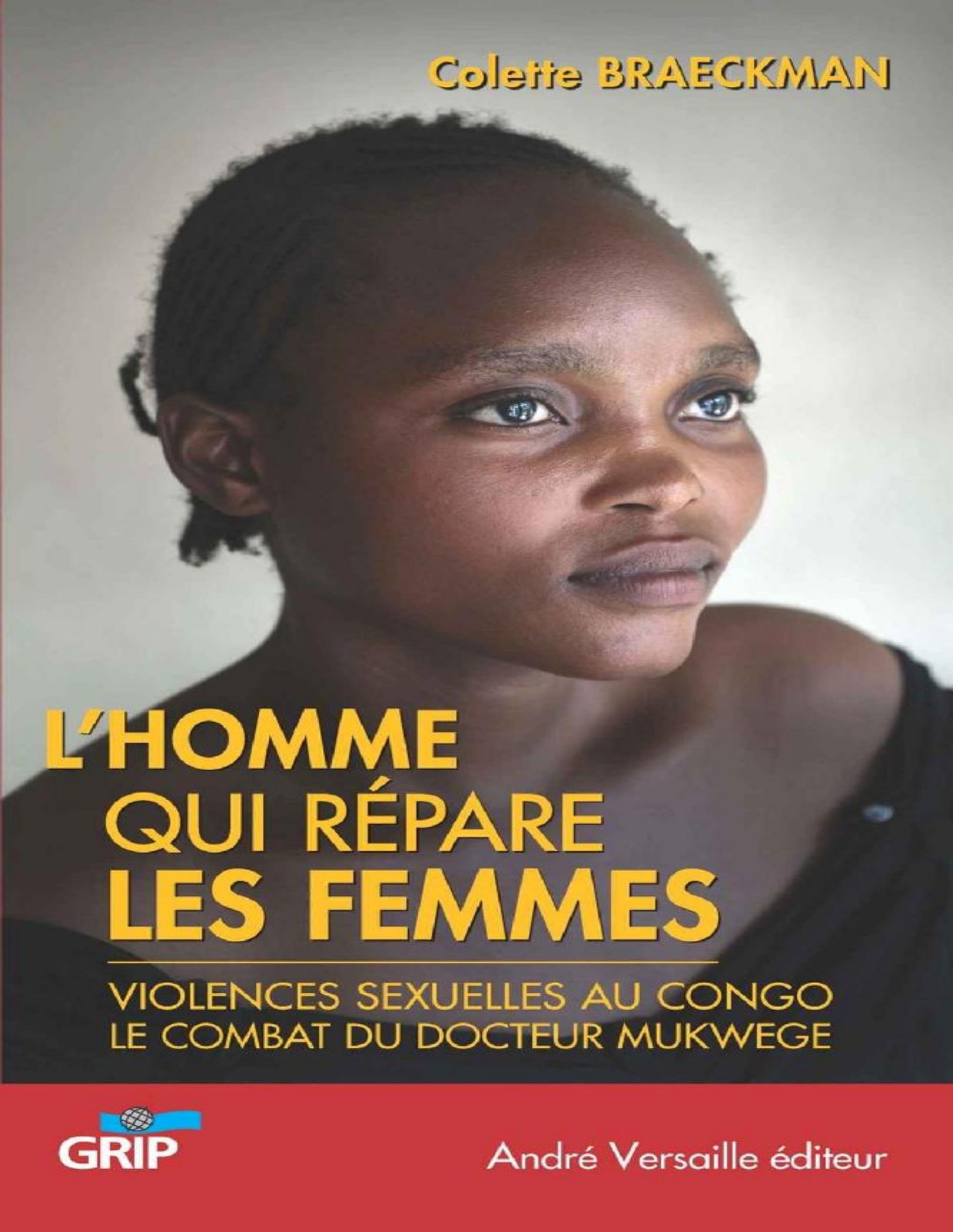


Colette BRAECKMAN

A close-up portrait of a young girl with dark skin and her hair styled in small braids. She is looking slightly to the right with a neutral expression. The background is a plain, light-colored wall.

L'HOMME QUI RÉPARE LES FEMMES

VIOLENCES SEXUELLES AU CONGO
LE COMBAT DU DOCTEUR MUKWEGE


GRIP

André Versaille éditeur

Colette BRAECKMAN

L'HOMME

QUI REPARE

LES FEMMES

VIOLENCES SEXUELLES AU CONGO

LE COMBAT DU DOCTEUR MUKWEGE

GRIP – André Versaille éditeur

L'INTERNATIONAL EN JEU

Collection dirigée par le GRIP

Les activités du GRIP sont soutenues par le ministère de la Région
de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS), le ministère de la Région wallonne,
le ministère de la Communauté française,



le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg,
le ministère des Affaires étrangères de Belgique et le Fonds Maribel Social.

Les lecteurs sont invités à prolonger la lecture
de cet ouvrage par la consultation de notre site

www.andreversailleediteur.com

De nombreuses autres informations relatives au sujet traité

sont présentées sur la page dédiée au livre.

Celle-ci sera régulièrement actualisée

et étoffée de nouveaux documents.

Pour découvrir le GRIP, Groupe de recherche
et d'information sur la paix et la sécurité, voir

www.grip.org



467, chaussée de Louvain

B-1030 Bruxelles

Tél. : (32.2) 241 84 20

Fax : (32.2) 245 19 33

© André Versaille éditeur – GRIP, 2012

ISBN 978-2-87495-194-7

D/2012/11.448/25

[En suivant ce lien, vous aurez accès à des bonus sur le livre \(vidéos, extraits de presse, interviews, articles, etc.\).](#)

L'Homme qui répare les femmes, selon le mot de Colette Braeckman qui vient de consacrer à Denis Mukwege une biographie, ne [...] laissera jamais tomber [les victimes des viols]. “Si vous saviez leur force, leur incroyable dignité !” Il reviendra au Sud-Kivu, continuera de former des équipes, de prêcher la non-violence et d'opérer dix-huit heures par jour. “Mais, franchement, répète-t-il, je ne comprends pas l'indifférence de la communauté internationale à l'égard des Congolaises... et des femmes de façon générale. Non, décidément, je ne comprends pas.”
(Annick Cojean, *Le Monde*)

Le titre peut surprendre. Et pourtant c'est bien de réparation au sens propre comme au figuré – qu'il s'agit pour ces Congolaises (RD Congo) violées et mutilées, passées entre les mains expertes du docteur Mukwege. Cru, parfois difficilement soutenable, le récit retrace le parcours de ce fils de pasteur devenu gynécologue.
(Fanny Rey, *Jeune Afrique*)

La journaliste belge Colette Braeckman a relaté l'admirable combat d'un gynécologue de Bukavu, le Dr Mukwege, ayant soigné 30000 femmes.
(Jean-François Dupaquier, *Libération*)

Le livre que consacre Colette Braeckman à Denis Mukwege [...] est un remarquable témoignage. Et un vibrant hommage aussi à celui qui répare les ravages causés par le viol, “cette arme de guerre qui mine toute une société”. Il faut d'ailleurs avoir parfois le cœur bien accroché en lisant les terribles sévices que subissent certaines femmes au Congo. [...] Un livre puissant, qui permet de mieux comprendre les ressorts de cette tragédie qui se joue au Congo, à proximité de la frontière rwandaise.
(L'Écho)

La journaliste Colette Braeckman raconte l'histoire de L'Homme qui répare les femmes, le Dr Denis Mukwege, ce gynécologue congolais qui opère les femmes du Kivu abîmées par la guerre. "Elles ont été violées collectivement, mais aussi mutilées avec différents outils. Les maris, voisins, enfants étant obligés d'assister. Des clitoris ont été coupés, des seins sectionnés... La seule motivation : faire souffrir, humilier. Après l'acte, des soldats ont déchargé leur arme dans le vagin de la victime", raconte le médecin, qui vient lui-même d'échapper à un assassinat.

(La Libre Belgique)

En consacrant un ouvrage au combat du Dr Mukwege, la journaliste Colette Braeckman parcourt et éclaire une page de l'histoire contemporaine du Congo. En donnant la parole à un médecin, elle livre un témoignage privilégié sur l'une des guerres les plus terrifiantes d'aujourd'hui, sans toutefois que le récit soit jamais étouffant, car le combat de Denis Mukwege et sa vision sont empreints d'une grande humanité.

(J.-F. P., Imagine)

L'Homme qui répare les femmes, c'est le titre de l'ouvrage que notre consœur Colette Braeckman consacre au combat du Dr Mukwege [...] plusieurs fois pressenti pour le prix Nobel de la Paix. [...] Dans l'attente de pouvoir repartir au Congo "réparer" de nouvelles femmes violées dans l'indifférence générale de la civilisation, le Dr Mukwege ne cache plus sa lassitude et son incompréhension. À force de parler dans le vide [...] il en vient à se demander si les hommes du monde entier n'ont pas formé entre eux une véritable conjuration du silence.

(F. Loire, Paris Match)

De nombreux journalistes expérimentés et influents ont exprimé leur admiration au Dr Mukwege. [...] Mais aucun n'a eu l'intelligence et la profondeur historique de Colette Braeckman. Son livre L'Homme qui répare les femmes ne constitue pas, comme certains l'ont écrit un peu vite, une biographie. Il s'agit d'une fresque de l'abomination.

(Ch. Rigaud, blog Afrikarabia, Courrier international)

Un livre édifiant.
(Essentielle)

L'Homme qui répare les femmes, reprend la quintessence d'entretiens menés avec ce médecin [Denis Mukwege] de première ligne, dans la veine d'une tradition chère à un Albert Londres.
(Wolvendael)

Un récit captivant sur un homme d'exception qui œuvre dans "ce Kivu paradisiaque devenu un enfer".
(E. Mertens, Solidaire)

Le livre de Colette Braeckman n'est pas seulement le récit d'un combattant hors du commun. [...] Si le fil conducteur est effectivement l'histoire de Mukwege, la journaliste en profite intelligemment pour dresser le portrait d'un Congo complexe. [...] Grâce à la plume de la journaliste et à l'engagement de la maison d'édition André Versaille et du Grip, la voix de Mukwege nous parvient, enragée, touchée, touchante et nécessaire. Il fallait un homme extraordinaire pour conter l'histoire d'un pays qui ne le serait pas moins sans ces sordides cicatrices du passé. Il méritait bien un livre, ce livre.
(Culture et Compagnie)

Ce livre doit sa force aux regards croisés de deux témoins de premier plan : Colette Braeckman [...], qui nous invite à démêler les mobiles des seigneurs de la guerre, fait écho à la souffrance des femmes, leur rend hommage. [...] Denis Mukwege, au premier plan, vit ces horreurs de l'intérieur. [...] Ses réflexions complètent à merveille le récit hallucinant de l'auteur. Le résultat : un ouvrage original et puissant...
(Le Croco)

Il mérite d'être connu. Dans une région où le chaos et la terreur sont quasi permanentes, le Dr Mukwege résiste à la barbarie, au péril de sa propre vie. Un livre, aujourd'hui, raconte son histoire. [...] Proche de lui, la journaliste Colette Braeckman a raconté l'histoire de ce "Juste" dans un

livre. “Cet homme est entièrement dévoué à la cause de ces femmes”, explique-t-elle.

(L. Balbont, Pèlerin)

Le gynécologue congolais Denis Mukwege, réputé pour son aide aux femmes violées et qui a trouvé refuge en Belgique après une tentative d’assassinat fin octobre à Bukavu, dénonce les viols massifs, utilisés comme armes de guerre, et fait part de sa révolte face à cette situation persistante dans un livre présenté ce jeudi par son auteur, la journaliste Colette Braeckman. [...] Le livre est le fruit de nombreuses heures d’entretien entre le médecin, lauréat de nombreux prix internationaux pour son action en faveur des femmes victimes de violences sexuelles, dont le prix international Roi Baudouin pour le Développement 2010-2011, et la journaliste, spécialiste de l’Afrique centrale au Soir.

(Belga)

Jeudi soir, alors que le Dr Mukwege venait de rentrer à Bukavu, quatre hommes en civil, lourdement armés, le guettaient dans sa maison. Peu avant 18h, ils avaient forcé la porte, menacé les deux filles du médecin et leur ami, les obligeant à se coucher sur le sol en attendant le retour de leur père. Trente minutes plus tard, alors que la voiture approchait, les deux hommes se mirent en position de tir. C’est alors que la sentinelle se précipita vers le véhicule, hurlant au docteur qu’il était menacé. Le malheureux gardien fut abattu sur le champ. [...] Les tueurs s’approchèrent alors du Dr Mukwege, l’arrachèrent de sa voiture en prenant les clés du véhicule. Le médecin se jeta au sol, tentant d’échapper aux tirs. C’est de justesse qu’il eut la vie sauve. En effet, les cris de la sentinelle, le bruit du coup de feu avaient alerté le quartier et les voisins se précipitèrent sur les lieux. Les deux assaillants prirent alors la fuite. [...]

Les circonstances de l’agression, manquée de justesse, contre le Dr Mukwege rappellent la manière dont d’autres personnalités de premier plan furent assassinées à Bukavu. [...]

Le médecin-chef de l'hôpital de Panzi était devenu de plus en plus précis dans sa dénonciation de la stratégie de la terreur, expliquant comment le viol est utilisé comme arme de guerre [...]. Denis Mukwege estimait qu'il ne suffisait pas, inlassablement, de porter secours aux femmes détruites par les violences sexuelles, de les guérir de la fistule et de traiter leurs atroces blessures : il avait décidé d'utiliser sa notoriété, les nombreux prix internationaux qui avaient couronné son action, pour prendre à témoin l'opinion internationale. [...]

Le Dr Mukwege a failli être victime du fait d'avoir eu raison car il répercutait le cri de désespoir des victimes et non les impératifs de la raison d'État.

(Le Soir, Blog "Le carnet de Colette Braeckman")

LA PRESENTATION DE L'EDITEUR

Non, la haine et la violence ne sont pas inscrites dans les gènes des peuples des Grands Lacs! Mais que penser de ces images en provenance de l'Est du Congo, de cette guerre qui a pris un nouveau visage, celui de la barbarie, de la cruauté gratuite? Avec les femmes comme principales victimes: violées, mutilées, terrorisées...

Depuis quinze ans, Denis Mukwege, médecin-chef à l'hôpital de Panzi (Sud-Kivu), fait face à une urgence qui dure: vagins détruits et âmes mortes. Le gynécologue coud et répare. à mains nues, il se bat contre le viol, cette arme de guerre qui mine toute une société. Son combat lui vaut une large reconnaissance internationale, dont le prix des droits de l'homme en France et le prix Roi Baudouin pour le développement 2011.

Plongeant le lecteur dans ce Kivu paradisiaque devenu un enfer, ce livre doit sa force aux regards croisés de deux témoins de premier plan: **Colette Braeckman**, une journaliste passionnée par le Congo, qui revient d'abord sur les séquences du désastre. Un rappel historique indispensable. Elle nous invite ensuite à démêler les mobiles des seigneurs de la guerre, fait écho à la souffrance des femmes, leur rend hommage... Sa plume «trahit» sa colère, son écoeurement, sa compassion. Parfois désenchantée et révoltée, mais jamais fataliste. **Denis Mukwege** vit ces horreurs de l'intérieur. Avec lui, c'est bien sûr le médecin qui parle, mais très vite l'homme, le citoyen s'exprime. Ses réflexions complètent à merveille le récit hallucinant de l'auteur. Le résultat: un ouvrage original et puissant...

Colette Braeckman, journaliste, chargée de l'actualité africaine au journal *Le Soir* (Bruxelles), est l'auteur de nombreux ouvrages dont *Vers la deuxième indépendance du Congo* (Le Cri).

L'AUTEUR ET LE TEMOIN

Colette BRAECKMAN, journaliste au quotidien *Le Soir* (Bruxelles), s'est spécialisée depuis plus de trente ans dans l'information sur l'Afrique, plus particulièrement l'Afrique centrale, et collabore à de nombreuses revues et magazines (*Le Monde diplomatique...*). Auteur de nombreux ouvrages dont *Le dinosaure : le Zaïre de Mobutu* (Fayard, 1992), *Rwanda, histoire d'un génocide* (Fayard, 1994), *Terreur africaine. Burundi, Rwanda, Zaïre : les racines de la violence* (Fayard, 1996), *L'enjeu congolais : l'Afrique centrale après Mobutu* (Fayard, 1999), *Lumumba, un crime d'État* (Aden, 2002), *Les nouveaux prédateurs* (Fayard, 2003), *Vers la deuxième indépendance du Congo* (Le Cri, 2009), *Congo 1960. Échec d'une décolonisation* (introduction, GRIP-André Versaille Éditeur, 2010).

Denis MUKWEGE, diplômé en 1983 à la faculté de médecine de Bujumbura, exercera d'abord à l'hôpital de Lemera (Sud-Kivu). Après une spécialisation en gynécologie en France, il réintègrera cet hôpital en 1989. Lors de la première guerre du Congo en 1996, l'hôpital sera détruit et il se réfugiera à Nairobi. De retour dans son pays en 1999, il participera à la création d'une maternité à l'hôpital de Panzi (Bukavu). Alors que les viols et les mutilations sont devenus monnaie courante, il se spécialise dans une prise en charge holistique des victimes de la violence sexuelle. Dès 2008, son action sera couronnée de nombreux prix (Olof Palme, prix des droits de l'homme des Nations unies et de la France...), grâce auxquels il fait connaître au monde la barbarie sexuelle dans l'Est du Congo. En 2011, il se voit décerner en Belgique le prix Jean-Rey, le prix Roi Baudouin pour le développement 2010-2011 et le prix de paix de la ville d'Ypres.

TABLE DES MATIERES

[Avant-propos](#)

[Introduction – Témoigner pour éviter de hurler](#)

[Les grands repères](#)

[1. Comment on devient muganga aux côtés d'un pasteur](#)

[2. D'Angers à l'enfer de Goma](#)

[3. Un naïf dans la guerre](#)

[4. D'une rébellion à l'autre](#)

[5. L'importation de la violence et de la guerre](#)

[6. Le règne de la terreur](#)

[7. Les femmes de Panzi](#)

[8. Changer la douleur en pouvoir](#)

[9. Le temps des doutes et des soupçons](#)

[Vivre ensemble, c'est possible](#)

[Acronymes](#)

AVANT-PROPOS

Le propre de la guerre, c'est qu'elle est sale. Celle qui ronge l'Est du Congo est particulièrement odieuse. Si la guerre couvait depuis longtemps, c'est le génocide au Rwanda en 1994 qui va précipiter cette région dans la tourmente. L'ombre de cette tragédie sans précédent y plane toujours mais les causes des conflits d'aujourd'hui sont nombreuses : multiplication des groupes armés, pillage des ressources minières, faiblesse de l'État, impunité, précarité...

Vers la fin des années 1990, la guerre prend un nouveau visage, celui de la barbarie pure, de la cruauté gratuite. Premières visées et principales victimes : les femmes. Elles sont mutilées, des clitoris sont coupés, des seins sectionnés. Les viols auxquels les maris, les voisins, les enfants sont souvent obligés d'assister, se déroulent sans autre motivation que faire souffrir, humilier, terroriser... Au Congo, le corps de la femme est devenu le champ de bataille d'une guerre de « basse intensité » !

Depuis quinze ans, Denis Mukwege, médecin-chef à l'hôpital de Panzi (Sud-Kivu), fait face à une urgence qui dure : les femmes, toujours aussi nombreuses, viennent à lui, brisées, écartelées par tant de sauvagerie. Vagins détruits et âmes mortes. Le gynécologue coud et répare. Il écoute aussi, prie quand il le peut, se révolte souvent. Quand il en a l'occasion, il témoigne de la souffrance de ces femmes du Kivu. À mains nues, il se bat contre le viol, cette arme de guerre qui mine toute une société.

La rencontre de deux indignés

Ce livre coup de poing doit sa force aux regards croisés de deux témoins de premier plan : **Colette Braeckman**, grande spécialiste du Congo dont elle sillonne les routes – mais aussi les sentiers tortueux et boueux – depuis plus de trente ans. Passionnée par ce pays et scandalisée par le sort réservé aux plus démunis, elle revient sur les séquences du désastre, nous fait revivre les heures les plus noires de ces vingt dernières années. Un petit « cours d'Histoire » indispensable pour qui veut comprendre le « pourquoi » de cette violence sans précédent. Elle nous invite ensuite à démêler les mobiles

des « seigneurs de la guerre » sans foi ni loi, fait écho à la souffrance des femmes, se met à leur écoute, rend hommage à celles qui se remettent debout... Sa plume « trahit » sa colère, son écoeurement, sa compassion. Parfois désenchantée, elle refuse toutefois de tomber dans le fatalisme. L'optimisme volontariste affiché par **Denis Mukwege** aurait-il déteint sur elle ? Avec ce livre « engagé », Colette Braeckman souhaite dénoncer mais aussi amplifier plus encore le témoignage de ce chirurgien, celui qui répare les femmes et qui, sans cesse, se voit obligé de recommencer son ouvrage...

Homme de terrain, présent aux premières loges dès avant 1994, cet observateur hors pair a frôlé la mort plus d'une fois. Il vit toutes ces horreurs de l'intérieur. Avec lui, c'est bien sûr le médecin qui parle, mais très vite l'homme, le citoyen s'exprime. Ses propos sont forts, souvent dérangeants.

Avec son regard clairvoyant et ses réflexions personnelles, Denis Mukwege complète à merveille le récit hallucinant de l'auteur. Le résultat : un ouvrage original et extrêmement puissant. Qui ne peut laisser indifférent...

Marc Schmitz (GRIP)

Introduction

TEMOIGNER POUR EVITER DE HURLER

Ce matin-là, le médecin-chef de Panzi a refusé de parler. Terré tout au fond de l'hôpital, il a préféré ouvrir son ordinateur, rechercher des images qui ont éclaboussé de rouge son bureau bien rangé. Il a failli crier en suppliant : « *Accrochez-vous, c'est insoutenable !* » Insoutenable, cela signifie quoi ? Quelque chose que l'on ne peut regarder sans frémir, sans se révolter, sans vouloir prendre les armes pour que « cela » cesse ? Quelque chose qui, au tréfonds de nous, récuse un fonds commun d'humanité avec ceux qui ont fait « cela » ?

« Cela », ce sont les images d'un sexe d'enfant. Une gamine de trois ans, jambes ouvertes. Et au fond, un sexe tailladé. Du sang, de la peau coupée, des petites cuisses qui s'écartent et ne se refermeront sans doute plus jamais. La douleur crève l'écran, le hurlement que l'on devine déchire les oreilles.

Durant des heures, Denis Mukwege a tenté de recoudre la petite fille, de reconstituer son vagin détruit, bloquant toutes les issues de son cerveau, de sa conscience, pour que sa main demeure sûre et son geste efficace. Il ne sait pas si l'enfant vivra. Il sait seulement qu'il se souviendra d'elle, car lorsqu'elle lui fut apportée, livrée dans un linge sale, il eut le réflexe de prendre quelques clichés de l'enfant martyr.

Le forfait avait été commis le 13 mai 2012 à Kamalanga, un village situé à trois kilomètres de Bunyakiri, cette localité du Sud-Kivu qui abrite une importante base de Casques bleus. Au milieu de la nuit, des rebelles rwandais, appartenant aux FDLR¹ ont attaqué, munis de machettes et de couteaux. Alors que les plus rapides des villageois fuyaient vers la forêt, les assaillants se sont acharnés sur les enfants, sur les femmes. La plupart d'entre elles, avant de trouver la mort, avaient été violées. Avant de quitter les lieux, les massacreurs, laissant derrière eux trente-deux cadavres et plus

de deux cents blessés graves, avaient pris le temps de brûler les huttes et de voler tout ce qu'ils pouvaient.

Le lendemain, confrontés à la colère de la population et à quelques coups de feu tirés dans leur direction, qui firent onze blessés, les Casques bleus expliquèrent qu'ils n'avaient pas eu le temps d'intervenir. Les assaillants, sans être inquiétés, avaient opéré de 3 à 7 heures du matin. Massacré les hommes, violé et tué les femmes, éventré les enfants. Cette petite-ci, trois ans, avait été déchirée par des viols successifs. Des sexes barbares s'étaient enfoncés en elle, avaient fouaillé les chairs. Parfois, disait Mukwege, c'est au couteau qu'ils achèvent le travail. Ici, des sexes d'hommes en folie avaient suffi à détruire une enfant.

Ce jour-là, le médecin était fatigué, il ne voulait pas parler. Il se contentait de soupirer : « *C'est un coup très bien étudié, un message de terreur adressé à la population.* » Immobilé devant son écran, il fixait les images insupportables, concentré sur le souvenir de la petite qu'il avait tenté d'arracher à l'enfer. Il avait l'intention d'emmener avec lui ces images emprisonnées dans son ordinateur, en Europe d'abord, puis aux États-Unis. Au département d'État, au Conseil de sécurité. Partout où on lui demanderait de témoigner. Il voulait dire aux puissants de ce monde : « *Voilà ce que l'on inflige aux femmes de mon pays. Sommes-nous donc des sous-hommes pour que l'on nous impose un tel supplice, pendant si longtemps ?* » Il voulait interpeller les chefs des armées : « *Où étiez-vous pendant que l'on torturait cette gamine de chez moi ? Que faisaient les Casques bleus, mandatés pour protéger les civils ?* »

Mukwege, en ce jour de mai 2012, refusait de parler, car il pensait que les images diraient tout, mieux que les discours. Il se trompait. Les images allaient être volées quelques jours plus tard : invité en Suède, il eut l'imprudence de poser son ordinateur au-dessus de son siège, dans le train à grande vitesse qui l'emmenait de Stockholm à Göteborg. Peut-être était-il épié, suivi, peut-être fut-il victime d'une petite violence ordinaire ? À peine était-il assis, qu'il s'endormit comme une masse, en pleine journée, comme s'il avait été drogué, et ces quelques instants d'assoupissement profond

furent suffisants pour que disparaisse le sac de voyage contenant l'ordinateur, les discours, les images, les documents de voyage. Volés, emportés, détruits sans doute.

Le médecin de Panzi renonça à la moitié de son périple européen et regagna Bukavu en se disant que, de toutes manières, il y avait tellement longtemps qu'il interpellait le monde, en vain, qu'il valait peut-être mieux se taire...

Mais comment empêcher un médecin, qui est aussi pasteur, de témoigner, de croire que, malgré tout, la parole elle aussi peut guérir, conjurer le malheur ?

Avant la dernière rencontre de mai, avant le vol de ses documents en juin, le docteur Mukwege nous avait accordé des heures d'entretien².

Durant des jours, à l'issue de sa longue journée de travail à l'hôpital Panzi, sur les hauteurs de Bukavu, il avait accepté de dérouler le fil de sa vie, retrouvé les origines de son engagement, les sources de vingt années de combat. Les yeux fixés sur les eaux grises du lac Kivu, réfléchissant à haute voix, le gynécologue s'était aussi remémoré les deux décennies qui avaient marqué son pays au fer rouge et plus particulièrement le Nord et le Sud-Kivu, cette région de l'Est martyrisée par des guerres aux ressorts inconnus.

Au cours de ces longues conversations, qui se transformaient quelquefois en soliloque, en méditation sur le sens à donner à tant d'évènements tragiques, le docteur congolais, le *muganga*, est allé bien au-delà de son expérience de gynécologue, d'obstétricien. L'homme qui avait déjà réparé des milliers de femmes victimes de violences sexuelles, qui avait porté à travers le monde le témoignage de leur souffrance, avait aussi tenu à livrer sa propre analyse de la situation, à remonter jusqu'à ses origines l'enchaînement du malheur.

Mukwege, livrant ainsi une vie marquée par l'Histoire, savait qu'il dérangerait. Que ses vues de citoyen engagé ne feraient pas l'unanimité, lui

feraient peut-être courir de nouveaux dangers.

Mais le médecin de Panzi a pris ce risque car lui, qui avait déjà sauvé des milliers de femmes, savait que la parole aussi peut soulager. Que la vérité doit être dite. Afin qu'ici aussi, dans ce Kivu paradisiaque transformé en enfer, nul ne puisse dire qu'il ne savait pas.

- [1.](#) Forces démocratiques pour la libération du Rwanda.
- [2.](#) C'est Louis Michel qui avait eu l'idée de ce livre, dans le cadre de la Fondation Forrest favorable au projet. L'ancien ministre des Affaires étrangères avait convaincu le docteur Mukwege d'aller jusqu'au bout de ses souvenirs et de ses réflexions.

LES GRANDS REPERES

1994 6 avril : l'assassinat du président Habyarimana marque le début du génocide.

Du 22 juin au 21 août : opération française *Turquoise*.

À partir du 13 juillet : exode massif vers le Kivu.

17 juillet : le FPR proclame la fin de la guerre.

20 juillet : premières victimes de l'épidémie de choléra dans les camps de réfugiés de Goma.

1996 Octobre : début de la rébellion des Banyamulenge. Acte fondateur de l'AFDL à Lamera ; à sa tête Laurent-Désiré Kabila. La conquête du Zaïre est enclenchée.

Novembre-décembre : démantèlement des camps de réfugiés rwandais à l'Est du Zaïre ; beaucoup retournent au Rwanda mais plus d'un demi-million de personnes fuient en direction de la forêt tropicale. Catastrophe humanitaire.

1997 Février : quelque 80 000 réfugiés au camp de Tingi-Tingi ; ils seront pour la plupart « rayés de la carte » en avril.

17 mai : Mobutu est chassé du pouvoir.

1998 Juillet : Kabila rompt avec ses anciens alliés rwandais.

2 août : la deuxième guerre du Congo commence. Le Rwanda et l'Ouganda soutiennent la nouvelle rébellion (RCD et MLC). Le conflit s'internationalise ; sept pays étrangers entrent en lice. Dès ce moment, l'Est du Congo vit la réalité d'une occupation étrangère.

Un pillage systématique finance les opérations militaires des forces « rebelles ». Les alliés de Kinshasa obtiennent aussi des compensations économiques.

1999 La partition du pays est effective ; l'Est est contrôlé par des groupes armés.

10 juillet : accords (de cessez-le-feu) de Lusaka. Mais combats et massacres se poursuivent.

30 novembre : le Conseil de sécurité crée la Mission des Nations unies au Congo (MONUC) ; résolution 1279.

2001 16 janvier : assassinat de Laurent-Désiré Kabila.

Son fils Joseph, nommé chef d'État, relance le processus de paix.

Mars : la MONUC déploie son premier contingent dans l'Est du pays.

2002 Mars-avril : dialogue inter-congolais et accord de Sun City. Le RCD-Goma ne signe pas.

Retrait (officiel) des troupes étrangères. Mais dans l'Est, les combats impliquant une myriade de groupes armés rivaux redoublent d'intensité.

2003 Gouvernement de transition, d'union nationale, dit « un plus quatre » ; Kabila partage le pouvoir avec quatre vice-présidents (deux issus des anciennes rébellions).

2004 Mai-juin : dans la région de Bukavu, affrontements entre armée régulière et groupes rebelles. Nouvelles tensions entre Kinshasa et Kigali.

2006 Mai-juin : opération conjointe MONUC-armée régulière contre les rebelles en Ituri.

Juillet et octobre : élections présidentielles et législatives ; Joseph Kabila est élu président.

2008 Deuxième semestre : rébellion du CNDP de Laurent Nkunda qui arrive aux portes de Goma.

2009 Mars : spectaculaire réconciliation entre Kabila et Kagame. Mise à l'écart de Laurent Nkunda, remplacé par Bosco Ntaganda. Opération conjointe rwando-congolaise contre les FDLR au Kivu.

2010 Bukavu accueille la Marche mondiale des femmes (novembre).

2011 28 novembre : élections présidentielles et législatives ; victoire de Kabila, mais scrutin marqué par le désordre des opérations électorales et violemment contesté par l'opposition.

1. COMMENT ON DEVIENT MUGANGA¹ aux côtés d'un pasteur

Les souvenirs des vieux coloniaux sont idylliques. Avec nostalgie, ils se rappellent les vertes collines du Sud-Kivu qui descendaient jusqu'au lac, les plantations de café, de thé, de quinquina, les vastes demeures réchauffées par des cheminées à feu ouvert. Pour les femmes congolaises, en revanche, ce paradis d'avant l'indépendance, d'avant les guerres et les invasions, ce paradis-là n'a jamais existé. « *Les populations du Kivu sont un peuple fier, dit le mwami² de Kabare, leur femme, c'est leur propriété. Si on la détruit, c'est le fondement de leur dignité que l'on brise.* » Voici bien longtemps, un paysan assurait bien plus prosaïquement : « *Nos femmes, ce sont nos tracteurs.* »

Aujourd'hui comme hier, ces femmes, petites et minces, gravissent les collines en portant jusque deux fois leur poids. Leurs yeux sont étirés par une sangle qui soutient une hotte reposant entre leurs épaules. Lorsqu'elles entament une pente, les femmes marchent penchées et leurs corps forment un angle aigu avec le sentier. Depuis des décennies, un mot hante les collines : le *bwaki*, c'est-à-dire la malnutrition, la faim. Le *bwaki* fait gonfler le ventre des enfants et emporte les plus faibles ; il mine les femmes. Vers le milieu des années 1980, une religieuse se trouvant au Congo depuis des décennies avait pris la peine de mesurer le poids et la taille de ses patientes et constatait que, par rapport aux années 1960, les femmes avaient rétréci. Plus petites, plus minces, plus fragiles. Immuable par contre était la taille des fardeaux que, dès huit ans, les filles devaient apprendre à porter. C'est pour cela qu'à Bukavu, la capitale de la province du Sud-Kivu, le père de Denis Mukwege était si souvent appelé à l'aide, d'une famille à l'autre. Son fils se souvient : « *Chaque fois qu'il y avait un malade dans une famille protestante, mon père était sollicité. Il allait voir le patient, priait, le conduisait à l'hôpital s'il le fallait... Et je l'accompagnais.* »

Les colons étaient bien les seuls à considérer le Sud-Kivu comme une terre de lait et de miel. Les Congolais, eux, se serrent depuis des décennies sur des parcelles exigües, car la colonisation a confisqué les terres les plus fertiles. Des plantations se sont étendues le long du lac, des élevages ont été créés sur les collines défrichées. La création du parc de Kahuzi Biega, l'équivalent du parc des Virunga au Nord-Kivu, a écarté des indigènes de cette forêt, où naguère, ils allaient chasser et chercher des plantes médicinales.

Bien avant l'indépendance, des missionnaires protestants venus de Tanzanie, l'ancien Tanganyika, sont peu à peu entrés en concurrence avec la toute puissante Église catholique. Ils ont pénétré au Sud-Kivu via le lac Tanganyika et se sont déployés sur les hauts plateaux qui surplombent la ville d'Uvira. Là, ils ont peu à peu converti les Bafuliru, les Bavira et d'autres peuplades, dont les éleveurs ou pasteurs banyarwanda, devenus vers 1976 des Banyamulenge, l'un des groupes qui fut à la fois le plus oublié et le plus célèbre du Congo³.

Ces pasteurs d'origine rwandaise ont migré vers les vastes pâturages de montagne surmontant Uvira vers le 19e siècle. Ils y ont vécu en quasi autarcie, loin des guerres, ignorés du pouvoir politique, parfois rejoints par des Tutsi fuyant le Rwanda à la veille de l'indépendance. C'est à Kaziba, au pied des montagnes de Mitumba, un massif partant de Kalemie jusqu'à Itombwe, que le père de Denis Mukwege, initialement agriculteur, rencontrait les missionnaires protestants. Ces pentecôtistes de nationalité norvégienne se préparaient à partir au Rwanda puis à Costermansville, aujourd'hui Bukavu, pour travailler avec les Suédois.

« *L'un d'entre eux, rappelle Denis Mukwege, s'appelait Oscar Langstrom. Mon père et lui faisaient le va-et-vient vers Bukavu, se mettant au service de l'aumônerie protestante...* » Car le père Mukwege, élevé à l'école biblique d'Uvira, a abandonné l'agriculture pour devenir pasteur avant de décider, en 1946, d'aller s'installer avec sa famille dans la capitale du Kivu. Dans ce fief catholique, où les colons étaient souvent issus de grandes familles belges, où les Africains ne connaissaient que

l'enseignement catholique, les nouveaux arrivants ne sont pas réellement les bienvenus. Mukwege s'en souvient : « *C'est très timidement que mes parents ouvrent une petite église à Kadutu, un quartier populaire.* » Nommé aumônier du camp Saïo, un camp militaire, le père de Mukwege se trouvera, bien malgré lui, aux premières loges pour observer les rébellions qui déchirent le Kivu dans les années 1960 et constater la répression brutale mise en oeuvre par les troupes de Mobutu.

Né à Bukavu en 1955, Denis Mukwege est le troisième d'une fratrie de quatre soeurs et cinq frères. Ses premiers souvenirs remontent à 1960, l'année de l'indépendance. La joie et l'espoir de ces temps-là, il ne les a pas connus. Par contre, en dépit de son jeune âge, il se rappelle les coups de feu, la violence diffuse qui régnait dans la ville. « *Bukavu tremblait, on nous disait que les parachutistes de Mobutu allaient intervenir. Un homme défrayait la chronique, Anicet Kashamura, qui crachait des discours incendiaires à la radio.* »

Partisan de Patrice Lumumba, Anicet Kashamura avait été ministre de l'Information dans le premier gouvernement d'après l'indépendance. Lorsque le colonel Mobutu, à l'automne 1960, « met la classe politique en congé », en principe pour un temps limité, Kashamura, un homme longiligne et passionné, se replie sur le Kivu et tente de galvaniser la population contre le régime de Mobutu, ce « collègue des Commissaires » qui a bel et bien confisqué le pouvoir issu des élections. La répression fait rage, la suspicion est partout et Mukwege y est sensible : « *Un dimanche, alors que nous assistions au culte, les soldats ont fait sortir de force le père Olof, qui disait l'office... La peur que j'éprouvais à cette époque, je la ressens encore...* »

En 1965, après avoir maté les rébellions, Mobutu abat ses cartes et congédie pour longtemps les civils qu'il avait rappelés au pouvoir. Le Congo s'engage dans trois décennies de dictature, mais les Congolais ne le savent pas encore. Ils croient que le jeune colonel, non content d'avoir rétabli le calme, va enfin faire profiter son peuple des bénéfices de l'indépendance. Les premières années ne sont d'ailleurs pas si mauvaises

car les infrastructures laissées par les Belges sont encore intactes et priorité est donnée à l'éducation, à la formation des élites. Le jeune Mukwege est inscrit à l'Athénée royal, aujourd'hui Athénée d'Ibanda. « *Les familles devaient payer l'internat, mais malgré le sacrifice que cela représentait, tous les enfants ont pu étudier. Ce n'est pas comme aujourd'hui, où, trop souvent, les parents, faute de moyens, doivent choisir lequel de leurs enfants pourra être envoyé aux études...* » L'idée d'inscrire ses enfants dans une école catholique n'a jamais effleuré le pasteur : « *Pour y être admis, il fallait être baptisé, et posséder de bonnes notions de religion catholique...* »

C'est en 1955 sous l'impulsion du ministre libéral, Albert Buisseret, que le monopole de l'enseignement catholique a été brisé au Congo. Des écoles protestantes apparaissent alors, un enseignement laïc voit le jour. En Belgique, la presse dénonce l'exportation de la guerre scolaire, mais pour les Congolais, l'apparition d'une autre filière d'enseignement apparaît comme un début d'émancipation. L'unique école protestante de la ville est paralysée par des grèves sans fin et le père Mukwege recherche une meilleure solution pour élever ses enfants. Ces derniers reçoivent cependant une bonne éducation, à l'aune de l'époque.

L'accalmie que tous espèrent après la prise de pouvoir de Mobutu sera cependant de courte durée. En 1967, un ancien colon, Jean Schramme, prend la tête d'une révolte contre Kinshasa. Le Kivu se soulève, l'armée débarque, Bukavu tremble une nouvelle fois. La famille Mukwege décide en hâte de regagner Kaziba, de fuir le nouveau règne des mercenaires et des soudards. Cette fois, le jeune Denis a réalisé ce qu'était la guerre, et, arrivé dans le village natal de ses parents, la petite école primaire lui apparaît comme un havre de paix. Il décide d'y rester et lorsque la famille regagne Bukavu, il renonce à la suivre, préférant terminer au village le cycle de l'enseignement primaire.

La naissance d'une vocation

« Je compatissais devant les gens qui souffraient mais je savais que je voulais faire autre chose... Toute ma vie s'est construite sur cette idée, devenir muganga... »

Au moment d'entamer le secondaire, Denis doit pourtant rentrer à Bukavu. Il s'inscrit à l'Institut protestant pédagogique de Bwindi, à proximité du centre-ville, et se passionne pour la biochimie. Depuis longtemps, le jeune garçon a décidé de poursuivre des études scientifiques et il sait pourquoi : « *Très jeune déjà, j'aimais accompagner mon père dans ses tournées. J'avais huit ans lorsque ce dernier fut appelé au chevet d'un enfant malade. Alors que celui-ci allait très mal, je vis mon père s'incliner, prier longuement, puis saluer la famille et s'en aller. Stupéfait, révolté, je l'interpellai : "Vous ne lui faites pas d'injection, vous ne lui administrez aucun médicament alors qu'à la maison, lorsque moi, je suis malade, vous me donnez des cachets. Vos prières, cela sert à quoi ?" Mon père me regarda longuement, et expliqua "je suis pasteur, je ne peux que prier. C'est tout ce que je peux faire pour ce garçon."* »

« *Ma décision était prise, se souvient Denis Mukwege, j'expliquai à mon père que lui, il allait continuer à prier, mais que moi, j'allais devenir médecin, et que j'administrerais des injections aux malades... Par la suite, j'ai continué à accompagner mon père dans ses tournées. Moi aussi, je compatissais devant les gens qui souffraient mais je savais que je voulais faire autre chose... Toute ma vie s'est construite sur cette idée, devenir muganga... »* Pour un enfant de famille modeste, devenir infirmier représente déjà un bel accomplissement, mais dès sa deuxième année d'enseignement secondaire, le jeune Denis sait qu'il ira plus loin : « *Au lieu de m'inscrire à l'école d'infirmiers, j'ai voulu faire des études secondaires plus poussées, car elles seules allaient me donner la possibilité de poursuivre des études de médecine.* »

Réaliser cette vocation n'a cependant rien d'évident : « *Dès le secondaire terminé, c'est en vain que je tentai de recevoir une bourse de l'Église du Christ au Congo, qui m'aurait permis de faire mes études en Europe. Je suis ensuite allé à Kinshasa, dans la capitale, pour y entreprendre des études de médecine, mais la tentative s'est soldée par un échec. Je me suis retrouvé inscrit en polytechnique pendant trois ans, mais mon intention de faire la médecine était demeurée entière. Et comme mes parents craignaient*

de me voir séjourner trop longuement dans la capitale Kinshasa, je me suis finalement dirigé vers le Burundi, où j'ai été accepté à la faculté de médecine. »

Au Burundi, le jeune Congolais de Kaziba découvre un autre monde. Un pays où les Hutu et les Tutsi, ayant intégré les divisions ethniques exacerbées par la colonisation, rivalisent de méfiance et de haine et se livrent à d'immenses massacres.

Alors que dans le Zaïre de Mobutu, les jeunes réfugiés tutsi d'origine rwandaise avaient pu bénéficier de bourses d'études à l'instar des jeunes nationaux, au Burundi, les Tutsi, se sentant les héritiers d'un pouvoir monarchique (qui allait être aboli en 1965) et instruits par l'exclusion de leurs cousins rwandais, veulent à tout prix freiner ou empêcher l'ascension sociale des Hutu. Comme au Rwanda, ils sont minoritaires et entendent prévenir la marginalisation, sinon l'élimination, de leur ethnie en empêchant, selon leurs dires de l'époque, « les Hutu de s'élever... ».

En 1972, le pays est endeuillé par ce qui sera appelé plus tard un « massacre sélectif » : prenant prétexte d'attaques menées par des bandes armées venues de Tanzanie, où se trouvent de nombreux camps de réfugiés hutu, le régime militaire, dirigé à l'époque par le colonel Micombero, entreprend de décapiter la jeune élite hutu. Des étudiants sont arrachés de leurs bancs à l'université, des élèves du secondaire sont emmenés en camion et exécutés. Les tueries feront plus de 200 000 morts, toute une génération de Hutu burundais est éliminée. « *Nous avons gagné une génération, ils vont se tenir tranquilles durant vingt-cinq ans* », diront les plus cyniques.

Sobrement, Mukwege constate : « *Lorsque je suis arrivé à l'université, en 1977, le nombre d'intellectuels hutu avait été sensiblement réduit. J'ai découvert un milieu où il n'était pas permis de parler librement. Pour un Congolais, habitué au mélange de tous les groupes ethniques, vivre au Burundi était une expérience très particulière, je ne comprenais pas ce qui se passait. Moi, j'avais des amis des deux côtés. Très vite, j'avais saisi une*

chose : il fallait rester calme, ne pas parler, ne pas poser de questions. Il régnait alors au Burundi une atmosphère qui rappelle peut-être celle du Rwanda d'aujourd'hui, où il faut se contenter d'observer et se garder de dire quoi que ce soit... »

Discipliné, taiseux par obligation, doué aussi, le jeune Congolais travaille d'arrache-pied. Son objectif ? Mener à bien une thèse de pédiatrie qui a pour sujet « la transmission de l'hépatite virale de la mère à l'enfant ». Sa motivation ? Demeurer fidèle aux émotions éprouvées alors qu'il accompagnait son père, se donner les moyens de sauver réellement les enfants. Entretemps, il rencontre Madeleine Mapendo Kaboyi, avec qui il se marie le 1er août 1980 et sa jeune épouse se dit prête à le suivre partout. Mukwege brûle les étapes : « *Alors que je ne devais présenter ma thèse qu'en décembre 1983, en juin j'étais déjà fin prêt. J'ai alors décidé de travailler durant quelques mois au Congo, à l'hôpital de Lemera au Sud-Kivu.* »

Cet hôpital est alors un établissement géré par les protestants. Il est installé au pied des hauts plateaux où vivent les éleveurs banyamulenge. Ses consultations accueillent des pasteurs tutsi mais aussi des cultivateurs venus de la plaine de la Ruzizi et des habitants du moyen plateau, ces villages de montagne où l'on cultive de la même manière qu'au Rwanda, sur d'étroits lopins de terre taillés dans les flancs des collines.

À l'époque, l'expérience de vie de Mukwege se résume à son village natal de Kaziba, à l'environnement familial à Bukavu et aux bancs de l'université. Même si les moyens matériels de la famille étaient modestes, il garde le souvenir d'une enfance heureuse et protégée. Lorsque le jeune médecin se retrouve en poste à Lemera, un hôpital de brousse, il subit son premier choc : « *Chargé d'assurer la permanence des consultations, je découvre une réalité horrible, que je n'avais jamais imaginée auparavant. À plusieurs reprises, les femmes que l'on m'amène en urgence sont inanimées, couvertes de sang. Bien souvent, portées à dos d'homme sur des brancards, les malheureuses ont rendu l'âme durant le trajet. Et, lorsqu'elles respirent encore, toute intervention s'avère inutile... Lorsque*

j'étudiais à Bujumbura, j'étais loin de m'imaginer les conditions dans lesquelles vivaient les femmes de la campagne : mariées trop jeunes, astreintes à des tâches manuelles harassantes, avec des grossesses à répétition, sur des corps déjà épuisés... À cette époque, mes aînés m'expliquaient que les femmes, atteintes de bwaki, avaient le bassin très étroit, ce qui les empêchait d'accoucher normalement. Lorsqu'enfin elles se décidaient à gagner l'hôpital, elles devaient marcher des heures ou être portées sur des brancards. Mais à l'arrivée, la rupture utérine avait déjà eu lieu, elles avaient saigné à blanc. Je ne pouvais plus rien faire. »

Le jeune médecin se pose des questions, il s'interroge à propos de son avenir : poursuivre la pédiatrie, ou s'attaquer à une autre urgence, la condition de la femme ?

Il s'en ouvre à son patron, le professeur Kabasengele, un Congolais qui enseigne au Burundi. Ce dernier tente de le dissuader d'abandonner la pédiatrie pour l'obstétrique, « *ce n'est pas facile*, lui dit-il, *ni comme études, ni comme pratique* ». Mukwege s'obstine, discute ; le sort des femmes qui passent entre ses mains le hante. Durant une année, il reste à Lemera, se demandant comment trouver les moyens de poursuivre ses études dans le domaine choisi. Chaque jour, les cas rencontrés confortent sa décision : il se vouera à la santé des femmes, essaiera d'améliorer leurs grossesses, leurs accouchements.

Cap sur la France

Le Zaïre est alors sinon le bon élève, du moins l'un des premiers cobayes des politiques d'ajustement structurel...

En 1984 enfin, le jeune médecin reçoit une bourse d'études et il peut songer à s'envoler pour Angers en France. Sa femme, les premiers de ses enfants ne sont pas du voyage mais après une année, Mukwege s'est débrouillé : « *J'ai pu rencontrer à Angers de grands professeurs de médecine ; j'ai réussi un concours probatoire qui m'a donné le droit de pratiquer des remplacements comme interne.* » En moins d'un an, le jeune médecin peut pourvoir à ses besoins et est capable d'inviter sa famille à le rejoindre.

Poursuivre en France sa spécialisation est un éblouissement : « *Les conditions sont tellement meilleures qu'au Burundi ou qu'à Lemera ! Les études me permettent de rencontrer de brillants professeurs qui m'encouragent et me conseillent, je me fais des amis. Bref, je m'intègre...* » Accueilli, accepté, vanté pour ses capacités, Mukwege sait que les Français lui font confiance. Son patron est tout disposé à lui trouver un emploi permanent, l'avenir européen s'annonce prometteur. Parfois, la tentation de rester définitivement en France l'effleure, il se dit qu'il pourra toujours, comme tant d'autres, aider les siens en envoyant de l'argent au pays. Mais ces pensées sont toujours fugaces : « *Même si, au cours de mes années de spécialisation, les opportunités s'étaient multipliées, je n'étais pas dupe : je savais parfaitement qu'en France, les gynécologues ne manquaient pas, et c'est au Congo que je pouvais être réellement utile. J'étais obsédé par le souvenir des femmes de mon pays et je me disais "comment pourrais-je rester ici, avoir la conscience tranquille en sachant que là-bas, les gens manquent de tout, qu'ils ne peuvent compter sur aucun soutien ?"* » »

Mukwege ne s'est pas interrogé très longtemps à propos de son avenir : « *Dès que j'ai eu terminé, j'ai fait mes valises. Mon épouse, elle, s'était habituée à la France, à la douceur de vivre. La perspective de quitter l'Europe l'inquiétait, lui faisait mal.* » Le jeune couple convient cependant du fait que, pour rentrer au pays, les circonstances ne sont pas les meilleures.

En 1988 en effet, le Zaïre⁴ de Mobutu amorce son déclin : dès 1985, les institutions financières internationales ont tenté d'imposer la rigueur au régime du Maréchal. Le Premier ministre Kengo wa Dondo a sabré dans les dépenses de l'État, congédié 40 000 enseignants, aboli la gratuité de l'enseignement, imposé la politique de recouvrement des soins de santé. Qui s'en souvient encore ? Le Zaïre est alors sinon le bon élève, du moins l'un des premiers cobayes des politiques d'ajustement structurel : il s'agit de « dégraisser » un État vorace, qui prend mais ne donne rien. Il importe avant tout de rétablir l'équilibre monétaire...

Au lendemain de l'indépendance, s'appuyant sur une économie toujours en ordre de marche, sur des caisses encore pleines, le jeune État avait tenté de rattraper le retard en matière de santé et d'éducation. Mais le régime mobutiste avait oublié de réinvestir les bénéfiques, négligé d'entretenir l'appareil productif et la dette s'était creusée. C'est à Kinshasa que les experts des institutions financières internationales avaient fait leurs premières armes, essayant de contrôler les dépenses somptuaires du dictateur, de réduire le train de vie de l'État.

Frappée de plein fouet par les mesures d'austérité, la population se révolte : les enseignants multiplient les grèves et les écoles ferment. Dans les centres de santé, les patients renâclent à devoir payer le matériel médical, les médicaments, le fil et les aiguilles des chirurgiens, à rétribuer eux-mêmes le personnel soignant. Dans les villes, l'opposition se structure, défie le régime. L'UDPS⁵, le parti d'Étienne Tshisekedi, lutte pour imposer sa reconnaissance comme formation d'opposition en face du parti unique, le MPR⁶. La situation est instable, les forces armées ne défendent plus rien et les militaires non payés ponctionnent les populations en multipliant les barrages routiers. De Bukavu, des messages arrivent à Angers, où le jeune médecin se prépare à rentrer : « *Ne reviens pas, tu es fou, ici il n'y a plus rien, même les écoles sont fermées...* » L'un de ses professeurs tente de raisonner Mukwege : « *Vous avez raison de vouloir regagner votre pays, c'est là-bas que l'on a besoin de vous. Mais avez-vous songé à l'avenir de vos enfants ?* » Le couple hésite, tergiverse. Le médecin propose une solution de compromis : rentrer seul, dans un premier temps et laisser à son épouse six mois pour se décider. Le patron français, lui, promet de laisser la porte ouverte : le poste demeurera vacant durant un certain temps, au cas où son assistant déciderait de revenir en France.

Mais la détermination de Madeleine balaie ces spéculations : elle n'entend pas laisser son mari partir seul. Puisqu'il faut rentrer, ils rentreront, tous ensemble, les parents et les trois enfants, dont le dernier est né en France. Une précaution toutefois : la famille prend, pour tout le monde, des billets aller-retour. On ne sait jamais...

1. Médecin, en swahili.
2. Mwami est le titre royal en kinyarwanda. Portaient ce titre les rois du Rwanda, du Burundi mais aussi les chefs traditionnels des petits royaumes du Nord et du Sud-Kivu.
3. Ce nom de Banyamulenge est issu du village de Mulenge, dans la collectivité des Bafuliru. C'est par-là que les premiers Banyarwanda (natifs du Rwanda, alors royaume précolonial) ont fait leur première escale, avant de poursuivre leur recherche de terres propices à l'élevage jusque sur les contreforts puis le sommet du haut plateau de Minembwe, comprenant une partie des actuels territoires administratifs d'Uvira, Fizi et Mwenga. Le village de Mulenge se situe à 20 km de l'hôpital de Lemera, où Denis Mukwege a fait ses premières prestations en tant que médecin.
4. Le nom de « République du Zaïre » remonte à 1971, date à laquelle Mobutu annonce le « retour à l'authenticité », une série de mesures visant à se détacher de l'Occident et sa domination. C'est après la chute de Mobutu, en 1997, que le pays redevient le Congo, plus précisément « République démocratique du Congo ».
5. Union pour la démocratie et le progrès social.
6. Mouvement populaire de la révolution.

2. D'ANGERS A L'ENFER DE GOMA

« À leur arrivée, il était en général trop tard : sous-alimentées, ces femmes étaient souvent trop petites et insuffisamment développées. »

La piste qui mène de Bukavu à Lemera, 110 kilomètres plus au sud, Denis Mukwege pourrait la parcourir les yeux fermés. Durant dix ans, il a fait la navette. Deux fois par mois, cahotant entre les trous, il a fait les quatre à cinq heures de voyage qui séparaient l'hôpital de sa famille restée à Bukavu. « *J'avais mauvaise conscience d'avoir pris la décision de ne pas rester en France, d'avoir obligé mes enfants à quitter leurs amis là-bas et surtout de les avoir contraints à abandonner un enseignement de qualité. Au Sud-Kivu, je n'avais pas d'autre choix qu'inscrire mes enfants à l'école belge. Autant qu'à Kinshasa, cette école était hors de prix : 800 euros par trimestre et par enfant. Il me fallait donc vivre à l'économie. C'est pourquoi mon épouse Madeleine et les enfants ont été accueillis à Bukavu, chez mes beaux-parents. Moi, durant la semaine, je travaillais à Lemera et ne rejoignais la famille qu'un week-end sur deux, ainsi que durant les vacances scolaires, à Pâques et à Noël. Dès mon arrivée, j'ai pris en charge la formation des accoucheuses. Il s'agissait de leur apprendre le b.a.-ba de l'obstétrique. J'ai rapidement pu constater qu'elles étaient très réceptives et travaillaient très bien. Après un an, j'ai décidé d'aller plus loin, d'ouvrir une école. »*

En France, le médecin africain s'était fait des amis. Non seulement il aurait pu regagner Angers sans problème et y trouver du travail, mais, puisqu'il avait choisi de rester dans son pays, c'est Angers qui allait venir à lui : « *Les médecins, les infirmières avec lesquels j'avais travaillé ont décidé de m'aider. Ils m'ont soutenu pour me permettre de créer l'Institut technico-médical de Lemera. »* Fondé en 1930 par des missionnaires pentecôtistes suédois, l'hôpital de Lemera, avec ses 230 lits, ses médecins étrangers et son équipement médical de qualité, était le plus important de la province. La création de l'école d'infirmiers va lui donner une nouvelle dimension.

« L'argent que m'envoient les amis français me permet d'acheter du ciment et des tôles, explique Mukwege, nous avons même produit les briques sur place et lorsque les infirmiers et infirmières ont commencé à être formés, nous avons pu étendre plus loin nos projets. » Lemera, au pied des hauts plateaux, accueille toujours des femmes qui ont dû parcourir d'immenses distances, à pied ou portées sur des brancards de fortune. « À leur arrivée, il était en général trop tard : sous-alimentées, ces femmes étaient souvent trop petites (pas plus d'un mètre quarante...), et insuffisamment développées. Elles avaient besoin d'une césarienne, mais l'intervention était fréquemment trop tardive... Comment aurais-je pu m'habituer à un tel désastre ? J'étais révolté... »

La seule solution consistait donc à décentraliser les soins de santé. « À travers toute la région, nous avons créé une dizaine de centres de santé, où des infirmiers et des sages-femmes pouvaient accueillir les femmes enceintes, poser les premiers diagnostics et, le cas échéant, envoyer vers l'hôpital les cas les plus urgents. »

Désireux de rencontrer ses patientes et de mieux connaître leur environnement, le médecin parcourt à pied les hauts et moyens plateaux, une région splendide et isolée, l'une des moins connues du pays. « Sur des kilomètres, je marchais sans rencontrer personne, sans que rien ne m'arrête. Il n'y avait que les oiseaux, les eaux fraîches des nombreux cours d'eau ; les paysages étaient magnifiques... »

Vus de la plaine, ces plateaux barrent l'horizon de leur masse opaque et semblent inaccessibles. Les Banyamulenge en ont fait leur forteresse. Alors que la migration de ces pasteurs a commencé voici plusieurs siècles, les groupes les plus importants auraient franchi la rivière Ruzizi, au 19e siècle, lors du règne du mwami Rwabugiri ; les autres ont suivi lors des troubles et des persécutions qui, de 1959 jusque 1962, ont marqué l'indépendance du Rwanda.

Fuyant les huttes incendiées, les troupeaux massacrés, trois cent mille Tutsi se réfugièrent dans les pays voisins. Se rappelant l'existence de leurs

compatriotes installés dans les montagnes du Congo, des groupes de fuyards rejoignirent leurs « cousins » pour un exil qu'ils pensaient provisoire. En effet, certains de ces jeunes réfugiés tutsi chassés du Rwanda entretenaient le projet de rentrer dans leur pays et d'y reconquérir le pouvoir. En attendant, ils avaient même rejoint les partisans de Patrice Lumumba et combattaient dans le maquis que Laurent-Désiré Kabila avait ouvert sur la rive congolaise du lac Tanganyika, au lendemain de la prise du pouvoir par le président Mobutu en 1965. Che Guevara, qui séjourna quelque temps dans l'Est du Congo dans l'espoir d'appuyer les combattants de Kabila dans leur lutte contre un régime soutenu par l'Occident, évoque ces Tutsi d'origine rwandaise dans ses carnets de voyage. Il rappelle leur courage physique mais aussi leur désorganisation, leur ignorance du maniement des armes à feu et leurs attaques désordonnées.

Si les Tutsi du Nord-Kivu et leurs cousins, les Hema de l'Ituri, un autre groupe qualifié de « nilotique », furent par la suite favorisés par Barthélémy Bisengimana, le directeur de cabinet du président Mobutu qui leur concéda d'immenses propriétés abandonnées par les colons belges ou « zaïrianisées », les Tutsi banyamulenge, eux, vécurent longtemps à l'abri de la politique. Tout au plus, à l'instar des autres réfugiés venus du Rwanda après chaque vague de persécutions, se virent-ils accorder en 1972, la nationalité zaïroise, une décision qui fut toujours contestée par les populations locales qui persistaient à considérer ces « Banyarwanda » comme des étrangers. Malgré l'isolement de ces pasteurs, convertis en masse à la religion protestante, la politique finit par les rattraper et les précipiter dans le malheur.

Au début des années 1990, lorsque Mukwege parcourt ces vastes étendues, il est frappé par le calme des habitants, leur relative prospérité : *« Ils vivaient en symbiose avec leurs vaches et m'accueillaient avec sympathie. Ils faisaient du feu pour moi, m'offraient du lait, me proposaient des pommes de terre. Jamais je n'ai vu un Munyamulenge ¹ mendier. Ils n'étaient pas vraiment riches, mais se suffisaient à eux-mêmes. Lorsqu'ils avaient besoin d'argent, pour un deuil, un mariage, un traitement médical,*

ils avaient toujours la possibilité de vendre une vache ou un taureau. Leur autonomie financière était assurée... Lorsqu'ils se présentaient à l'hôpital, ils étaient les seuls à s'acquitter de leur facture, sans problème... Les femmes n'étaient jamais atteintes de maladie sexuellement transmissible, cela n'existait pas chez eux. »

Mukwege appréciait ces longues marches solitaires : *« J'étais loin de ma famille mais parfois, je gravissais les montagnes pour regarder l'horizon, cela me faisait du bien. »* Son travail à l'hôpital avait un sens : *« Les choses avançaient, je formais des gens, tous mes collaborateurs étaient désireux d'améliorer la situation. Dans cette vie-là, il y avait des raisons d'espérer... »*

Bruits de bottes

L'hôpital de Lemera [...] enregistra les secousses sismiques du génocide qui allait entraîner toute la région dans la guerre.

Cet équilibre sera à peine ébranlé en 1994, lorsque les réfugiés hutu commencèrent à affluer au Nord et au Sud-Kivu, et c'est en 1996 qu'il basculera définitivement. Les hauts plateaux, inaccessibles à l'armée de Mobutu, deviendront une base d'où les troupes de Kagame, se souvenant de l'existence de ces cousins oubliés, prépareront l'assaut contre les camps de réfugiés hutu installés sur la frontière. Même si l'hôpital de Lemera, situé sur les hauteurs, ne se trouvait pas en première ligne, il enregistra les secousses sismiques du génocide qui allait entraîner toute la région dans la guerre.

« En 1993 déjà, se souvient Mukwege, nous avons suivi l'assassinat de Melchior Ndadaye, le premier Président hutu élu au Burundi. De loin, nous avons été informés des massacres, de la terrible répression menée par l'armée. Nous avons constaté que des camps de réfugiés burundais s'étaient établis dans la plaine de la Ruzizi. Dans tout le Sud-Kivu, la tension commençait à monter... » Au Burundi, l'assassinat de Melchior Ndadaye allait non seulement provoquer l'explosion des haines ethniques, mais, se répercutant dans le pays voisin, ce crime allait rendre impraticable

l'accord de paix que les belligérants rwandais venaient de signer, en août 1993, à Arusha en Tanzanie.

C'est en 1990 que la guerre avait éclaté au Rwanda : depuis la frontière ougandaise, de jeunes hommes, descendants de réfugiés arrivés là au début des années 1960, avaient entamé les hostilités sous la bannière du Front patriotique rwandais (FPR), un mouvement politico-militaire qui luttait pour obtenir le retour dans leur pays de ces Tutsi du Rwanda qui étaient devenus les plus anciens réfugiés d'Afrique. Sous la pression de la communauté internationale, le FPR d'un côté, le gouvernement rwandais et les principaux partis d'opposition de l'autre, avaient fini par signer un accord de paix. Celui-ci prévoyait le retour au pays des exilés tutsi et l'entrée au Parlement puis au gouvernement de représentants de l'opposition et du FPR lui-même. L'accord planifiait aussi la fusion de deux armées bien différentes : les forces gouvernementales, encadrées par les Français et formées de manière très classique, et les « rebelles » du FPR, des hommes plus jeunes, ayant déjà combattu en Ouganda, rompus aux techniques de la guérilla et surtout, bien plus motivés que les officiers et les soldats hutu. Leur intégration dans la future armée nationale signifiait aussi la mise à l'écart des coopérants militaires français. De plus, certains trafics allaient devenir impossibles : à l'époque, l'existence de plantations de cannabis dans la forêt de Nyungwe était un secret de Polichinelle tandis que les livraisons d'armes françaises au Rwanda étaient tellement importantes que les observateurs militaires occidentaux se demandaient si une partie de cet armement n'était pas, au départ du Rwanda, renvoyée vers des pays alors sous embargo, comme l'Irak ou l'Afrique du Sud.

Sur le plan politique, l'armée française considérait comme une défaite son départ du Rwanda et son remplacement par une force des Nations unies, la MINUAR², au sein de laquelle le contingent belge jouait un rôle prépondérant. Présenté comme une victoire de la diplomatie, l'accord de paix d'Arusha était fragile. Il avait été conclu à l'arraché, sous la pression militaire des rebelles, sous la pression économique des bailleurs de fonds du Rwanda qui menaçaient de suspendre leur aide au développement.

Quant aux Belges, ils avaient également exercé une pression sentimentale. Début août 1993, alors que le roi Baudouin venait de mourir, le président Habyarimana, qui se considérait comme un ami personnel du souverain belge, s'était vu proposer un étrange marché : soit il signait les accords et se retrouverait au premier rang des amis venus enterrer le Roi, soit il subissait le sort de son voisin le président Mobutu, qui était tenu à l'écart et en concevait un profond dépit. Habyarimana et les siens acceptèrent donc, la mort dans l'âme, de signer les accords d'Arusha et de ne pas rompre avec la communauté internationale. Mais ils se promirent aussi de se saisir de la première occasion pour contourner les engagements pris sous la contrainte. « *Il ne s'agit que de chiffons de papier* », devait assurer le président rwandais... En octobre, l'assassinat de Melchior Ndadaye par des officiers tutsi devait confirmer sa méfiance.

La montée de l'extrémisme

« Soldats, véhicules militaires, personnalités officielles, bétail, villageois, intellectuels et paysans, c'était tout un pays qui migrait, qui débarquait chez nous avec armes et bagages. »

Dès la mort du président burundais, la presse extrémiste se déchaîna au Rwanda, la radio des Mille Collines se mit à déverser des messages de haine, les livraisons d'armes se multiplièrent. Quant aux réfugiés hutu burundais, qui s'étaient installés dans des camps au sud du Rwanda et sur la frontière congolaise, ils aiguïsèrent une détestation des Tutsi que leurs voisins rwandais ne demandaient qu'à partager...

Depuis les hauteurs de Lemera, Mukwege et les siens ne percevaient que de très loin la montée de l'extrémisme, la radicalisation de l'opinion dans les deux pays voisins. Ils ne tardèrent cependant pas à découvrir que le génocide au Rwanda, d'avril à juillet 1994, allait avoir des conséquences dans toute la région. Le médecin se souvient avec acuité de ces va-et-vient de réfugiés : « *En 1994, comme j'étais le responsable médical de notre communauté, je me suis tout naturellement occupé du camp de réfugiés tutsi qui s'était établi à Nyangezi, un village situé à 22 km de Bukavu. Nous*

avons accueilli à bras ouverts les Tutsi qui avaient réussi à franchir la frontière. »

Quelques semaines plus tard, la situation bascula complètement : *« Au lendemain de la victoire du Front patriotique rwandais, le 4 juillet, les Tutsi qui s'étaient installés à Nyangezi repassèrent de l'autre côté. Ils regagnaient un Rwanda dévasté par la guerre et les massacres, un Rwanda d'où les Hutu vaincus fuyaient en masse et où revenaient tous les Tutsi de la diaspora. »* À l'époque, les Congolais avaient, autant qu'ils le pouvaient, accueilli les Tutsi pourchassés. Dénonçant le génocide des Tutsi et suivant, presque en direct, les massacres qui se déroulaient à Cyangugu, en face de Bukavu, ils avaient tenté, en vain, d'alerter l'opinion internationale, mais ils comprenaient d'autant moins la folie meurtrière qui s'était emparée de leurs voisins que le président rwandais était demeuré un grand ami de Mobutu. Ils savaient aussi que les Occidentaux, si critiques à l'encontre du Président, avaient longtemps cité Habyarimana en exemple, appréciant la priorité qu'il donnait au développement de son pays et citant volontiers le Rwanda comme une « petite Suisse africaine », sans tenir compte des divisions qui minaient le pays...

Comme tous ses compatriotes, Mukwege, abasourdi, a vu un pays tout entier traverser la frontière durant l'été 1994 : *« Les Hutu arrivaient depuis Kamanyola, les postes frontières de Ruzizi I, de Ruzizi II. Soldats, véhicules militaires, personnalités officielles, bétail, villageois, intellectuels et paysans, c'était tout un pays qui migrait, qui débarquait chez nous avec armes et bagages. Ce qui me stupéfiait, c'est que les militaires ne traversaient pas en cachette, ne donnaient pas l'impression de fuir. Au contraire, ils débarquaient en bon ordre, encadrés par leurs officiers, et ils avaient gardé leurs armes et leurs uniformes... »* Ce que Mukwege ignorait à l'époque, c'est que ce départ en bon ordre d'une armée en parfait état de marche était le résultat de l'opération française *Turquoise* : dès fin juin 1994, en effet, se prévalant d'une résolution de l'ONU, les Français, sous prétexte de défendre les civils, s'étaient déployés, protégeant ainsi les

autorités rwandaises qui, après la mort du Président, avaient formé un « gouvernement intérimaire ».

L'horreur absolue

Les unités d'élite de l'armée française, qui croyaient qu'elles allaient se battre pour reconquérir Kigali, doivent se contenter de ramasser et brûler les cadavres.

Après le 6 avril, lorsqu'avait été abattu l'avion du président Habyarimana, les militaires avaient passé plus de temps et d'énergie à participer aux tueries et aux pillages qu'à combattre les troupes du FPR, moins nombreuses mais beaucoup plus disciplinées. Leurs alliés perdant du terrain, les Français s'étaient portés à leur secours et avaient ouvert une « zone de sécurité » dite « zone *Turquoise* », dans le sud-ouest du pays, où le « gouvernement intérimaire » rwandais, qui commandait les massacres, avait pu se réfugier jusqu'au départ des troupes françaises. Pour les Tutsi, la « zone *Turquoise* » allait demeurer une zone d'insécurité jusque fin août 1994 et les massacres s'y poursuivirent sans que l'armée française intervienne.

Il fallut attendre l'expiration du mandat confié aux Français par les Nations unies pour que les Hutu, qui étaient demeurés sous leur protection, se décident à leur tour à franchir la frontière congolaise, rejoignant leurs compatriotes qui avaient déjà gagné Goma début juillet. Au moment de l'exode spectaculaire des Hutu, Mukwege estime qu'il doit quitter momentanément son hôpital et se mettre à la disposition des autorités médicales pour faire face à l'urgence. *« J'avais fait mouvement vers Bukavu, car le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), qui avait la responsabilité des camps, avait pris contact avec la communauté protestante. En ma qualité de médecin responsable, je m'étais mis en rapport avec les Suédois et les Norvégiens, afin qu'ils nous donnent les moyens de faire face aux urgences. De Bukavu, où j'enchaînais les réunions, on m'appela soudain à Goma, début juillet. Il fallait évaluer les besoins et on avait besoin d'un médecin polyvalent. »*

Lorsque le Congolais formé en France, qui n'a jamais connu que la douceur d'Angers et le calme des hauts plateaux, se retrouve à Goma, surpeuplée, surchauffée, il plonge dans l'enfer. *« C'était l'horreur absolue. Je n'ai jamais rien vu de pareil, nulle part. Sur la route, on voyait des gens marcher, puis vaciller, puis s'écrouler. Morts. Tout ce monde s'agitait, courait dans tous les sens, comme des fourmis. Et puis le mouvement s'arrêtait, personne ne faisait attention à ceux qui tombaient sur la route. En conduisant, il fallait veiller à ne pas rouler sur des cadavres... »*

En réalité, dès la prise de pouvoir du FPR à Kigali, le 4 juillet 1994, les Hutu, en masse, traversent la frontière congolaise. À Goma, ils s'entassent sur la pierre, sur la lave des volcans. Dans cette ville qui s'étale au pied du volcan Nyiragongo, l'herbe est rare, l'eau potable manque. Les locaux utilisent l'eau du lac Kivu mais lorsque, fin août, des centaines de milliers de nouveaux venus viennent s'agglutiner sur les rives, les conditions d'hygiène basculent en quelques heures. Endémique dans la région, le choléra soudain explose ; l'épidémie fauchera plus de 30 000 réfugiés et un nombre indéterminé de Congolais qu'aucune agence humanitaire ne s'avisera de décompter. Les corps sont roulés au bord des routes, brûlés afin d'éviter la décomposition.

Après quelques jours, les unités d'élite de l'armée française, qui croyaient qu'elles allaient se battre pour reconquérir Kigali, doivent se contenter de ramasser et brûler les cadavres. Parmi les commandos soudain transformés en croque-morts, la révolte gronde et certains militaires, en état de choc, devront être évacués...

Mukwege ne sait même pas si c'est le choléra qui a frappé, ou une sorte de malédiction divine. Tout ce dont il se souvient, c'est qu'arrivé à Katala, au-dessus de Bukavu sur la route de Goma, il a failli écraser des cadavres ; il a vu des femmes allongées sur le sol, des bébés qui tétaient encore le sein inerte de leur mère. Son compagnon de route, un médecin suédois, ne se remettra jamais de cette traversée de l'enfer : *« Après son retour en Suède, il a plongé dans une dépression profonde, il a même abandonné tout contact avec le Congo. »*

Les deux hommes mesurent rapidement leur impuissance et après quelques jours, Mukwege décide de rentrer à Bukavu. *« Même les photos que nous avons prises, je les ai détruites. Je ne voulais pas les utiliser pour mon rapport. Il fallait que ces images me sortent de la tête... »* Les deux médecins ont compris qu'à Goma, *« il s'agissait d'un problème de santé publique. Les gens mouraient d'épuisement et de soif, ils buvaient l'eau contaminée du lac. Plus que la nourriture et les médicaments, qui étaient fournis par les humanitaires, la première urgence, sinon la seule, c'était l'eau potable. Nous avons tenté de rassembler des jerricanes, mais le problème était d'une telle ampleur que nous nous sentions inutiles... À Bukavu aussi, les réfugiés se pressaient mais la crise était moins aigüe, on pouvait essayer d'aider les déplacés qui se trouvaient sur la route. Depuis l'hôpital norvégien de Kaziba, nous avons ramené des stocks de médicaments et tenté de mettre sur pied des équipes mobiles, afin qu'elles sillonnent la ville pour repérer les malades. »*

À Bukavu peu à peu, le médecin-directeur de Lemera retrouve ses marques : *« Dans le cadre du plan humanitaire que j'avais élaboré, j'ai demandé à la Norvège de m'envoyer un hôpital mobile. Il n'a fallu que quelques jours pour qu'un hôpital de 100 lits arrive de Stockholm, avec appareil radio, bloc opératoire, salle d'accouchement et laboratoire. Nous avons monté cet hôpital en pleine ville, pour relayer les hôpitaux congolais qui étaient débordés. Du personnel est venu de Kaziba pour nous prêter main forte. Après quelques mois, les structures sanitaires ont commencé à s'organiser : grâce à notre matériel, nous avons installé un hôpital de référence à Nyangezi, à l'intention de tous les réfugiés du Sud-Kivu. »*

D'étranges camps de réfugiés

« Les structures d'autorité, qui avaient fonctionné durant le génocide, s'étaient perpétuées dans les camps. Durant deux ans, la situation a continué à pourrir. J'y vois l'une des causes du malheur des Congolais... »

Durant deux ans, de septembre 1994 jusqu'octobre 1996, un million et demi de réfugiés rwandais prennent ainsi racine au Nord et au Sud-Kivu, installés dans d'immenses camps qui s'égrènent tout le long de la frontière. Ces

camps sont placés sous la responsabilité du HCR et d'innombrables ONG s'y déploient. Elles distribuent de la nourriture, prodiguent des soins de santé, mais la plupart des humanitaires refusent de déceler les germes d'un nouveau conflit. En effet, alors que le droit international stipule que les camps de réfugiés doivent être installés à plus de 50 km du pays d'origine, que les auteurs de crimes de sang ne peuvent prétendre au statut de réfugié et que les hommes en armes doivent être non seulement désarmés mais séparés des civils non combattants, aucune de ces dispositions n'est respectée.

Mukwege observe cette masse humaine avec stupeur : *« Ces Hutu, quoique réfugiés, avaient gardé toute leur organisation. C'était clair : leur structure sociale, leurs communes, leurs quartiers étaient intacts. Ils étaient accompagnés des autorités auxquelles ils demeuraient soumis. Chaque camp était conçu comme un pays en miniature, avec des quartiers qui portaient des noms de villes et de communes du Rwanda. Si l'on voulait intervenir dans le camp, il fallait absolument passer par des responsables, des hommes qui n'avaient pas été désignés par le HCR mais qui étaient venus du Rwanda et encadraient les civils. De toute évidence, ces gens étaient soumis à un pouvoir qui échappait à tout contrôle. Constatant une organisation aussi poussée, j'ai commencé à m'inquiéter. Les soldats de l'ancienne armée gouvernementale rwandaise ne prenaient même pas la peine de cacher leurs armes, d'ôter leurs uniformes ; je ne trouvais pas cela normal... »*

À l'époque cependant, rares sont les ONG qui se posent des questions sur cette situation étrange ; seules Médecins sans frontières et International Rescue Committee décideront de quitter les camps, estimant que *« les extrémistes y ont pris le pouvoir »*.

Le constat de Mukwege est lucide, mais, à l'époque, inutile : *« On sentait que, parallèlement à l'autorité du HCR, les camps étaient régis par une organisation parallèle. Même affaiblie, cette organisation a perduré par la suite ; ceux qui sont devenus les rebelles des FDLR ont continué à garder leur autorité sur les civils. Cette emprise s'exerçait sous le regard et sous la*

responsabilité du HCR, mais ce dernier ne tenta jamais la moindre pression. Nul ne déclara “si vous ne mettez pas fin aux activités militaires dans les camps, la communauté internationale cessera de vous nourrir, les approvisionnements prendront fin”. Personne n’a voulu tenir compte du fait que les structures d’autorité, qui avaient fonctionné durant le génocide, s’étaient perpétuées dans les camps. Ceux qui avaient commis le génocide au Rwanda n’ont jamais été désarmés, ils utilisaient même leurs véhicules, ouvertement. Durant deux ans, la situation a continué à pourrir. J’y vois l’une des causes du malheur des Congolais... »

À leur manière, les réfugiés hutu commencent cependant à s’intégrer dans le milieu. « Ils vivaient entre eux, dans les camps, sous le contrôle de leurs autorités, mais peu à peu ils ont commencé à travailler pour les locaux. Les Hutu étaient très “physiques”, très manuels, et ils ont proposé leurs services aux villageois. Ils cultivaient du riz, des haricots, en échange d’un régime de bananes, d’un peu d’argent. Avec le temps, cette main-d’œuvre hutu a commencé à être utilisée aussi dans la construction, dans une agriculture plus intensive. Très costauds, ces gens représentaient une force de travail moins chère et très performante. Quand ils cultivaient, ils étaient comme des bulldozers. Autour de Nyangezi, leur prospérité était manifeste. Ils avaient même organisé de petits commerces, car même s’ils étaient payés en nature ou en espèces par les villageois, ils continuaient à bénéficier de l’aide alimentaire distribuée dans les camps. Bien souvent, ils vendaient sur les marchés les rations qu’ils avaient reçues. Au lendemain des distributions, les Congolais leur rachetaient la farine de maïs, l’huile et d’autres produits. »

Mukwege est formel : « Dans un premier temps, les Congolais avaient accueilli ces gens sans hostilité. Ils les faisaient travailler, ne les attaquaient pas. Je n’ai jamais eu connaissance de tueries, de massacres. » En outre, durant ces deux années de cohabitation, les femmes ne subissent aucune violence particulière : « À l’époque, je soignais les femmes des réfugiés. Les accouchements étaient nombreux, la natalité très forte. C’est normal, ces réfugiés étaient bien nourris, ils n’avaient pas grand-chose à

faire. La reproduction fonctionnait très bien. Il est dommage que tous les registres des camps aient été détruits, car ils auraient permis de constater une véritable explosion démographique. Je traitais des affections gynécologiques, on venait me consulter depuis les camps et depuis les villages voisins. À cette époque, ni parmi les Congolaises ni parmi les Rwandaises, je n'ai relevé de lésion génitale due au viol... »

Même si le commerce prend de l'ampleur, et que les camps se transforment en véritables petites cités, bien organisées, la situation devient de plus en plus inquiétante : non seulement les autorités – qui avaient encadré les civils dans les massacres puis dans l'exode, qui s'est déroulé en bon ordre – ont consolidé leur pouvoir, mais les structures militaires se sont elles aussi renforcées. Les éléments armés, militaires ou miliciens, recrutent les jeunes gens, organisent les entraînements militaires, frappent les civils d'un impôt de guerre de 10 à 15 %, dont il est obligatoire de s'acquitter.

Le « baby boom » n'est pas uniquement le fruit du désœuvrement : les femmes doivent enfanter, afin de préparer la revanche des berceaux, de permettre au pouvoir hutu de rétablir « la loi du nombre ».

Quant au retour au Rwanda, il est quasiment impossible : les réfugiés qui seraient tentés de quitter les camps sont considérés comme des traîtres à la cause. Les jeunes sont impliqués dans les actions militaires qui se préparent, dans le but de revenir en force au Rwanda et d'« achever le travail ». Dans les villages rwandais proches de la frontière, les incursions sont fréquentes. Des témoins gênants sont assassinés et les survivants du génocide vivent dans la terreur. Les Tutsi congolais eux-mêmes commencent à être inquiétés : depuis les camps de réfugiés, des expéditions sont menées en direction des vastes élevages du Masisi dans le Nord-Kivu et des hauts plateaux où paissent les vaches des Banyamulenge. Dans les camps de réfugiés s'ouvrent de véritables boucheries, où la viande volée est, évidemment, vendue moins cher que sur les marchés locaux. Il se trouvera même des ONG bien intentionnées qui fourniront à leurs administrés du matériel de découpe plus hygiénique et plus performant.

Au Nord-Kivu, les vertes collines du Masisi où vivent les Tutsi banyarwanda ont été ruinées par ces incursions venues des camps : c'est en vain que la COGENOKI (Confédération des éleveurs du Nord-Kivu) a demandé que les organisations internationales, qui à l'époque encadraient les réfugiés, dédommagent ses membres pour les 30 000 têtes de bétail enlevées et abattues. Quant aux Banyamulenge, eux aussi en proie à une insécurité croissante, ils se mettent à préparer, à leur manière, une riposte qui va bouleverser la région...

- [1. Singulier de Banyamulenge.](#)
- [2. Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda.](#)

3. UN NAIF DANS LA GUERRE

Médecin-chef à l'hôpital de Lemera, Denis Mukwege n'a rien vu venir. De 1994, lorsque les réfugiés hutu avaient commencé à affluer dans la plaine, jusqu'en septembre 1996, il s'était contenté de soigner ses « clients » habituels, les agriculteurs bafuliru de la plaine de la Ruzizi, les Banyamulenge des hauts plateaux et les Babembe du littoral du lac Tanganyika, les réfugiés hutu, rwandais et burundais.

Durant l'été 1996 cependant, on lui signale des mouvements inhabituels : des hommes, lourdement armés, montent depuis la plaine de la Ruzizi en direction des montagnes. L'armée zaïroise s'inquiète, se pose des questions. Les autorités militaires demandent au médecin de surveiller l'accès à son hôpital, d'y placer des barrières. Le refus est catégorique : *« S'il faut placer des barrières, ce sera pour tout le monde. Je ne veux pas de régime d'exception, pas d'exclusion. On laisse entrer tout le monde. Ou personne. »*

Bien plus tard, Mukwege reconnaît sa relative naïveté : *« Je tenais là un raisonnement qui se justifiait en temps de paix, je ne tenais pas compte du contexte... Je savais cependant que le Rwanda, avec de plus en plus d'insistance, demandait que les camps de réfugiés soient éloignés de la frontière, déplacés loin à l'intérieur du pays, afin de ne plus menacer sa sécurité. Et je savais que les hommes armés avaient pris le contrôle des camps. »*

En réalité, si le personnel de Lemera, médecin-chef en tête, avait remarqué que la nuit, des hommes se dirigeaient vers les hauts plateaux, il n'aurait pas pu savoir que se préparait, dans le plus grand secret, une opération militaire conçue à Kigali et qui allait bouleverser pour longtemps toute la région.

Malaise chez les Banyamulenge

L'école du crime. Voilà un mot que Denis Mukwege refuse de prononcer mais il ne le récuse pas. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Au fil des mois, le malaise s'était aggravé au sein de la communauté des Banyamulenge : souvent confrontés à la méfiance, à la jalousie des populations des plaines, ils considéraient les camps de réfugiés hutu comme des bastions de la haine ethnique. Leur installation avait aiguisé les tensions dans la région : les voleurs de bétail quittaient les camps pour s'attaquer aux troupeaux des moyens plateaux. Quant à la population locale, elle était gagnée par la propagande ethnique et mettait régulièrement en cause la nationalité congolaise des Banyamulenge.

Bergers, habitués à voyager seuls sur de longues distances, les Banyamulenge sont des hommes capables de se défendre. La guerre ne leur fait pas peur, elle appartient à la tradition de leur peuple : au 19^e siècle déjà, les familles qui avaient émigré au Sud-Kivu avaient gardé pour tradition d'envoyer leurs fils parfaire leur éducation à la cour du mwami rwandais, éducation dont la formation militaire était l'un des éléments. Mais dans les années 1990, c'est de bien autre chose qu'il s'agit, d'un réflexe existentiel : à l'instar des Tutsi du Nord-Kivu, certains Banyamulenge ont combattu dans les rangs du Front patriotique rwandais et gardé des liens avec le nouveau régime en place à Kigali. D'autres constatent que l'implantation des camps de réfugiés hutu a accru la xénophobie et ils s'organisent pour pouvoir se défendre.

En outre, presque tous les hommes en âge de combattre se retrouvent associés aux préparatifs militaires en cours à Kigali. À plusieurs reprises en effet, Paul Kagame, alors ministre de la Défense, a déclaré que si la communauté internationale ne faisait rien pour régler le problème que posaient les camps de réfugiés, le Rwanda serait obligé de prendre les choses en main.

Kagame n'est pas homme à proférer des menaces en l'air : dès 1995, il s'emploie à préparer une petite armée qui sera chargée de démanteler les camps de réfugiés. Il peut compter sur des combattants aguerris, qui connaissent bien le terrain : les Tutsi « congolais » du Nord-Kivu – qui forment un mouvement appelé l'ADP (Alliance démocratique des peuples) sous la direction d'un architecte, Déogratias Bugera –, les Tutsi

banyamulenge du Sud-Kivu, dont certains ont déjà participé à la libération du Rwanda tandis que d'autres ont créé des groupes d'autodéfense. Leurs porte-parole sont des intellectuels : Bizima Karaha, un étudiant en médecine, Azarias Ruberwa et Moïse Nyarugabo, deux avocats qui exercent à Lubumbashi et seront placés à la tête du mouvement.

Les Tutsi du Nord et Sud-Kivu sont rejoints par un vétéran de la lutte armée, André Kisasse Ngandu, et par Anselme Masasu, un Congolais d'une vingtaine d'années, de mère tutsi et qui a été sergent dans l'Armée patriotique rwandaise.

Quant à Laurent-Désiré Kabila, les Rwandais vont le chercher en Tanzanie. Ils persuadent ce combattant des années 1960 de devenir le porte-parole du mouvement et l'emmènent à Kigali, où il fera connaissance avec les autres protagonistes. Les jeunes recrues d'origine congolaise, plusieurs milliers au total, sont formées au Rwanda, à Gabiro et dans le camp Gako, ainsi qu'en Ouganda. Une formation particulière, à laquelle des conseillers américains prêtent leur concours : ceux que l'on appellera bientôt les « soldats sans frontières » sont constitués de petits groupes de fantassins, formés sur le modèle des mouvements de guérilla (Kagame a participé à la lutte de libération du Mozambique aux côtés du FRELIMO¹ et en Ouganda il a combattu au sein de la NRA²). En outre, ces combattants, qui pratiquent l'infiltration en milieu ennemi, le camouflage, la dissimulation, sont très mobiles et dotés d'appareils de communication sophistiqués, qui leur permettront de se jouer de l'armée de Mobutu, mal payée et de moins en moins motivée... Seize ans plus tard, les sources de financement de cette coalition militaire demeurent un mystère : une ONG internationale est soupçonnée d'avoir payé les premières soldes militaires et assuré les relevés de terrain. Des multinationales ont sans doute participé à l'effort et certains services de renseignements occidentaux, fortement représentés à Kigali, n'étaient sans doute pas très éloignés du scénario...

L'école du crime. Voilà un mot que Denis Mukwege refuse de prononcer mais il ne le récuse pas. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Au cœur de cette « armée sans frontière » qui se met en place, il y a une majorité de jeunes

recrues, mais aussi des combattants endurcis, des hommes auxquels le crime ne fait pas peur. Ces soldats-là ont le visage lisse, le regard impénétrable. Certains d'entre eux ont déjà traversé la vie et la mort : ils ont participé à la guerre déclenchée en 1990 au Rwanda, ils ont conquis le pouvoir au milieu du génocide, ils ont parfois été empêchés de porter secours à leurs proches car ils devaient obéir à leurs chefs et que ces derniers privilégiaient la stratégie militaire.

Au fil de leur avancée à travers ce pays transformé en charnier, où il leur arrivait de découvrir les corps sans vie de leurs parents, de leurs cousins, des soldats se sont souvent livrés à des actes de vengeance contre les Hutu qu'ils rencontraient, ce qui leur a parfois valu d'être fusillés sur le champ. Masquant leur désespoir, ces hommes recrutés de violence ont contribué à la mise en place du nouveau régime à Kigali... Ce sont ces combattants-là, rompus à toutes les situations extrêmes, qui, durant l'été 1996, vont s'établir à proximité des villages des pasteurs banyamulenge. Multipliant les caches d'armes dans les montagnes, ils préparent soigneusement l'offensive qui se déclenchera en octobre.

Lemera, lieu stratégique

Les services de Mobutu s'inquiètent de ces mouvements militaires sur la frontière et une unité du SARM, le Service d'action et de renseignement militaires, est envoyée sur les hauts plateaux. Elle sera décimée, un colonel sera tué. À ce moment, le vice-gouverneur du Sud-Kivu Lwabandji s'inquiète lui aussi. Il décide de placer les Banyamulenge sous haute surveillance et propose un couloir humanitaire pour que tous les Banyamulenge qui le souhaitent et sont étrangers au complot puissent se mettre à l'abri des éventuelles représailles de Kinshasa. Mais cette opération chirurgicale promise ne verra jamais le jour. Ce sont plutôt les unités du SARM – des soldats d'élite choyés par le président Mobutu – qui payeront une lourde facture en termes de vies humaines, lorsque, s'engageant dans les hauts plateaux d'Uvira, ils y rencontreront une armée rwandaise déjà bien installée et préparant l'assaut contre les camps de réfugiés hutu...

Avant même le début de la guerre, des civils fuient en direction du Rwanda et l'armée de Mobutu se livre à des tueries. Les pamphlets haineux se multiplient, assurant que, même s'ils vivent dans la région depuis plus d'un siècle, les Banyamulenge ne seront jamais de véritables Congolais. La discrimination, la répression dont les Tutsi sont victimes à ce moment, seront évoquées pour justifier la « révolution » des Banyamulenge, qui seront mis aux avant-postes des opérations militaires.

Début octobre 1996, l'hôpital de Lemera devient un lieu stratégique : sans discrimination, il accueille des soldats zaïrois blessés, des réfugiés hutu, des Bafuliru, des malades banyamulenge et cela, alors qu'une centaine de militaires gouvernementaux campent aux alentours. Au lendemain de l'expédition du SARM, Mukwege estime qu'à Lemera, sa sécurité n'est plus assurée : *« Les soldats sont très excités, ils multiplient les menaces car ils estiment que, ayant refusé de placer des barrières devant l'hôpital, je suis complice des Banyamulenge et, nécessairement, au courant de ce qui se prépare. En réalité, jusque fin septembre 1996, je crois encore que les Banyamulenge sont des gens pacifiques et je suis à mille lieues d'imaginer ce qui se trame... »*

La naïveté du médecin-chef est cependant battue en brèche : *« Un jour, bien avant que n'arrivent les militaires du SARM, alors que je me trouvais dans le bloc opératoire, quelqu'un m'apporta une poignée de balles qu'il venait de ramasser. Il m'expliqua que la nuit précédente, plus de mille personnes étaient passées à côté de l'hôpital, se dirigeant vers la montagne dans le plus grand silence. Mon témoin assurait que lorsque ces gens s'étaient reposés pour manger, il avait aperçu des boîtes de conserves sud-africaines et des caisses de munitions toutes neuves... J'ai eu du mal à le croire ! J'avais plutôt le sentiment qu'on avait trouvé un prétexte pour attaquer les Banyamulenge. Mes interlocuteurs ont alors amené ces balles à Uvira pour les montrer au commandant militaire. Lorsqu'en réponse, les soldats ont décidé de poser les barrières devant l'hôpital, c'est là que je me suis fâché. J'ai dit que je devais soigner tout le monde et qu'il m'était impossible de poser des barrières pour empêcher certaines personnes*

d'avoir accès aux soins. À cette époque, tous les militaires, ainsi que leurs femmes et enfants, qui se trouvaient dans le camp de Luberizi, avaient coutume de se faire soigner à Lemera. Ils se sont alors inclinés, acceptant de ne pas barrer l'accès à l'hôpital. Mais plus tard, cela m'a coûté cher... »

En réalité, dès le lendemain de la défaite des militaires du SARM, Mukwege se sent de plus en plus menacé. Les soldats de Mobutu pensent que, s'il a refusé de barricader l'entrée de l'établissement, c'est qu'il est au courant de ce qui se prépare. Le hasard veut qu'un technicien suédois, David Eriksson alors employé à l'hôpital, doive être évacué dans les premiers jours d'octobre : il fait une phlébite et doit impérativement se rendre à Bukavu. Mukwege insiste : *« Je n'avais aucune intention de partir. Même lorsque les soldats ont été tués, qu'ils sont descendus en débandade et que nous avons commencé à redouter la vengeance, nous nous étions juré une chose : même si la guerre éclate, nous n'abandonnerons pas nos malades. Tout le personnel était d'accord : "Quoi qu'il advienne, nous resterons..." »*

Dès années plus tard, Mukwege est encore partagé : d'une part, il sait que sa décision de conduire le technicien suédois à Bukavu lui a valu d'avoir eu la vie sauve, mais de l'autre, il n'oubliera jamais le sort qui fut réservé à ses patients, à ses collaborateurs...

La fuite sous les balles

« Il n'y a jamais eu d'enquête, ce massacre n'a ému personne. Il s'agissait cependant du premier des "hauts faits" de l'AFDL, c'était le début de la barbarie... »

Alors que l'état de David Eriksson empire, la décision de l'évacuer au plus tôt est enfin prise, les véhicules sont préparés. En plus du médecin-chef, trois expatriés décident de se diriger vers Bukavu. Mukwege a l'intention de revenir le lendemain, mais il emmène tout de même son passeport et n'oublie pas sa Bible. Au départ de Lemera, la route longe ce que l'on appelle les escarpements. La rivière Ruzizi qui coule en contre-bas a creusé une faille dans les rochers et on jouit là d'un point de vue spectaculaire sur le Rwanda qui s'étend au-delà de la rivière argentée, et sur le Burundi, qui

s'étire jusque Bujumbura dans la douceur de la plaine verdoyante. En d'autres temps, un tel paysage pourrait enchainer les touristes. Mais lorsque Mukwege et ses compagnons s'engagent sur les aplats rocheux, ce sont soudain des balles qui crépitent, tirées depuis la frontière rwandaise. Tous les véhicules qui s'engagent sont pris pour cible. Un militaire congolais embusqué essaie de se protéger des rafales et finit par renoncer à se porter au secours d'un camion qui a versé sur le côté, la cabine fracassée par les tirs. Un véhicule rouge s'engage malgré tout dans la pente et, pris sous le feu, il ne tarde pas à verser dans le ravin et à disparaître aux regards.

Mukwege discute avec son collègue scandinave : « *Faut-il rebrousser chemin, ou foncer à travers tout ?* » La décision ne tarde pas et le militaire les pousse : « *Avancez, ne vous arrêtez pas, même si on vous tire dessus. C'est quitte ou double...* » De toute manière, le repli est impossible : « *Du côté de l'hôpital, les passagers distinguent des colonnes de militaires venus du Rwanda qui avancent et prennent position. Mon collègue chirurgien perd tout espoir de s'en sortir, et il assure que "puisque de toute façon c'en est fini pour nous, nous n'avons pas d'autre choix que d'avancer".* »

La voiture se remet en mouvement, progresse, et fait face à de nouvelles salves. Les tirs, sans hésiter, visent le véhicule blanc marqué d'une croix, des rafales cinglent la voiture de l'hôpital. La carrosserie est touchée, un premier coup déporte le véhicule en direction de la montagne, un second le pousse vers la route, le conducteur continue à enfoncer l'accélérateur. Après dix minutes, les tirs diminuent, la voiture ralentit et Mukwege constate que si une infirmière est évanouie, tous les passagers sont sains et saufs.

Dans les heures qui suivent, le véhicule, par miracle, atteint Bukavu, où les passagers apprennent que toutes les voitures qui sont passées par les escarpements de Ngomo ont été prises sous le feu et que la plupart d'entre elles ont été détruites. Le retour à Lemera s'avère impossible. Il faudra quelques jours pour que Mukwege, resté malgré lui à Bukavu, prenne la mesure de l'horreur qui s'est déchaînée : « *Les assaillants ont considéré que son hôpital accueillait des combattants hutu, des militaires congolais, qu'il représentait une cible ennemie. Et ils l'ont traité comme telle :*

barricadées dans leur chambre, les infirmières en uniforme blanc ont été abattues à bout portant. Les malades, parmi lesquels de nombreux soldats blessés, ont été achevés dans leur lit, à la baïonnette. Les stocks de médicaments, les pansements, les seringues, ont été pillés et emportés. Les agresseurs ont tiré sur tout ce qui bougeait et le commandant du SARM qui logeait à Kidoti, une paroisse catholique à 3 km de l'hôpital de Lemera avec une escorte de quelques soldats, a été abattu sur place. Plusieurs soldats ont été abattus à la paroisse voisine, ainsi que deux religieux en soutane. »

« C'était un carnage, poursuit Mukwege, rien n'a été épargné : ni les trente-deux malades, ni le personnel de l'hôpital. Les opérés ont été achevés dans leur lit, le matériel a été détruit. J'ai perdu les médecins, les infirmiers... Quelques militaires qui avaient réussi à se cacher parmi la population déclareront par la suite que la force des assaillants était telle que nul, au sein de l'armée zaïroise, ne pouvait envisager d'y faire face. » Le médecin-chef est amer : « Il n'y a jamais eu d'enquête, ce massacre n'a ému personne. Il s'agissait cependant du premier des "hauts faits" de l'AFDL³, c'était le début de la barbarie. Mais cette barbarie semblait autorisée par la communauté internationale. Par la suite, j'ai rencontré Ibrahim Fall, l'envoyé spécial des Nations unies. Je lui ai décrit le sort de mon hôpital détruit. Il ne pouvait rien faire. C'est à cette époque que l'on aurait dû se poser des questions. Mais personne n'a voulu réagir. »

Par la suite, au départ de Lemera, les assaillants entreprendront la conquête de tout le Sud-Kivu et la bourgade deviendra célèbre, non pas tant pour les massacres et la destruction de l'hôpital que pour avoir été le siège supposé de la fondation de l'AFDL. C'est là que se serait opérée la jonction entre les divers mouvements réunis par Kigali, désireux de donner une « fausse couverture » congolaise à cette entreprise conçue au Rwanda. Au Nord-Kivu, c'est l'ADP⁴ composée de Tutsi locaux ou venus du Rwanda qui couvre l'opération. Au Sud-Kivu, à côté des combattants banyamulenge se retrouve le « Mouvement révolutionnaire pour la libération du Zaïre », un groupe éphémère, créé pour la circonstance et dont le commandement a

été confié à un jeune militaire, Masasu Nindaga, dont le père est un Mushi de Bukavu et la mère une Tutsi venue du Rwanda. Très populaire, doté d'un charisme certain, c'est Masasu qui se charge de recruter des garçons à travers tout le Sud-Kivu, les fameux *kadogos*, les enfants soldats qui marcheront jusque Kinshasa. Par la suite, accusé de trahison par les alliés rwandais, il sera exécuté au Katanga.

D'autres combattants d'origine congolaise ont rejoint le mouvement : ils viennent d'Ouganda, où ils ont constitué le CNRD⁵, une force militaire dont les quelque 600 hommes ont été entraînés en Ouganda du côté des monts Ruwenzori. Leur chef est André Kissime Ngandu, neveu du général Olenga, l'un des dirigeants lumumbistes des années 1960. Kissime, depuis son exil ougandais, a été mis en contact avec celui qui deviendra le porte-parole de cette coalition hétéroclite, Laurent-Désiré Kabila. Ce dernier, après l'échec et le démantèlement de son maquis vers le milieu des années 1980, s'était réfugié en Tanzanie. Pour survivre, il se livrait au commerce, de l'or en particulier. Kabila connaissait le président tanzanien Julius Nyerere et, alors que Kigali cherchait un « prête-nom » congolais pour la force qui était en train de se constituer, c'est le « Mwalimu » tanzanien qui suggéra le nom du vieux révolutionnaire. C'est ainsi que durant l'été 1996, Kabila résida durant plusieurs semaines à Kigali, où il fut consacré « porte-parole » du mouvement.

Avant de prendre ses quartiers à Bukavu dès la chute de la ville aux mains des rebelles, Kabila, venu d'Uvira, serait passé par Lemera. La rumeur assure que c'est là qu'il aurait souscrit à des accords prévoyant de céder le Kivu aux Rwandais pour prix de leur engagement militaire visant, *in fine*, à chasser le président Mobutu. Mais par la suite, après avoir rompu avec ses alliés de circonstance, Kabila, nationaliste, se défendit toujours d'avoir, à Lemera ou ailleurs, pris de tels engagements et mis en gage l'intégrité territoriale de son pays...

Si accord il y eut jamais, il fut conclu bien avant le début des opérations, lorsque dans la maison de Kyovu qui avait été mise à sa disposition par les Rwandais, Kabila fut désigné porte-parole d'un mouvement qui s'engageait

à la fois à démanteler les camps de réfugiés, priorité des Rwandais et à détrôner Mobutu, objectif que le vieux chef avait poursuivi sa vie durant.

Quitter Bukavu

Denis Mukwege, lui, a retrouvé son épouse et sa famille à Bukavu. Mais il est trop connu, on croit qu'il en sait trop et sa sécurité n'est pas assurée. Il décide donc d'écouter son épouse : *« Ma femme me conseille de me sauver, en priorité, et je décide de quitter la ville en compagnie d'une de mes soeurs, alors enceinte et travaillant pour le HCR. Lorsque nous arrivons à Kavumu, à une vingtaine de kilomètres de la capitale du Sud-Kivu, nous découvrons une agitation extraordinaire : tous les appareils civils sont pris d'assaut par les militaires surexcités, qui ne pensent qu'à quitter les lieux pour se rendre à Kinshasa. Moi, je suis toujours caché dans le coffre d'une voiture, car j'ai voulu partir discrètement, redoutant que les militaires zairois me soupçonnent de connivence avec les rebelles. »*

« C'est alors, poursuit le docteur, que dans la foule je reconnais un soldat qui était caserné à Luberizi et que j'ai soigné à l'époque. Je lui demande de prendre ma voiture et de regagner Bukavu pour y chercher mon épouse et mes enfants. Il a accepté et pris le volant.

Dans cette atmosphère de panique, j'étais totalement inconscient. Je ne mesurais même pas le danger que je faisais courir à ma femme et mes enfants, en demandant à un militaire en uniforme de les transporter. Mais il est vrai que je n'avais pas le choix. Les morts jonchaient la route de l'aéroport, les envahisseurs, après la chute de Bukavu, tiraient sur tout ce qui bougeait... Des nouvelles m'arrivent de Panzi, où j'avais une antenne médicale : là aussi, les rebelles montés de Lemera s'étaient emparés des lieux.

À mesure que les heures passent, notre groupe devient de plus en plus nombreux : ma femme et mes trois enfants ont fini par arriver, des collègues se sont joints à nous, ma soeur enceinte est pressée de quitter les lieux. En tout, nous formons un groupe d'une soixantaine de personnes et je me décide à faire appel à un ami, membre de la plate-forme humanitaire. Le

miracle a lieu : un appareil de la MAF (Mission Fellowship Association), une ONG protestante spécialisée dans le transport humanitaire dans l'Est du Congo, en route pour Mwanza en Tanzanie, est détourné pour venir nous chercher. En tout, trois avions sont mobilisés et nous embarquent, ainsi que les femmes et les enfants. Ce sauvetage in extremis nous amène non pas à Kinshasa mais à Bunia, le chef-lieu de l'Ituri. Alors que je me retrouve à l'hôpital protestant de Nyankunde, l'équivalent de Lemera – qui par la suite sera détruit –, j'apprends que Bukavu est tombée aux mains des rebelles... »

Lorsque, dans les premiers jours d'octobre 1996, nous retrouvons Kabila à Bukavu, où il campe dans la résidence du gouverneur en compagnie de Kissime Ngandu devenu son adjoint, le vieux maquisard est formel : « *Cette fois-ci, c'est la bonne, nous allons gagner Kinshasa et renverser Mobutu...* » (Tenu à l'arrière du front, il semble tout ignorer des massacres commis par ses alliés.)

Kissime Ngandu, lui, semble préoccupé. Il se rend compte que son autorité n'est que de façade. Nationaliste, il refuse que l'initiative soit laissée aux Rwandais et à leurs alliés ougandais. En janvier suivant, il tombera dans une embuscade tendue par le commandant rwandais Jack Nziza.

- [1.](#) Front de libération du Mozambique.
- [2.](#) National Resistance Army.
- [3.](#) Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo.
- [4.](#) Alliance démocratique des peuples.
- [5.](#) Conseil national pour la résistance et la démocratie.

4. D'UNE REBELLION A L'AUTRE

En octobre 1996, la panique s'empare de Bukavu. Toute la ville est informée du massacre commis à Lemera. Des inconnus se sont infiltrés dans la ville, ils provoquent les militaires de Mobutu qui prennent la fuite sans combattre, mais non sans piller ce qu'ils peuvent. Des dizaines de milliers de réfugiés hutu qui se trouvaient près d'Uvira remontent dans le plus grand désordre, ils errent dans la ville et s'ils trouvent abri dans les camps établis à proximité de la capitale du Sud-Kivu, ce répit ne dure guère.

Car là aussi, l'encerclement est inéluctable. Des hommes armés attaquent les camps de réfugiés. Toute la ville sursaute au bruit des bombes, des grenades ; des colonnes de fumée montent vers le ciel. Les camps de réfugiés, qui étaient devenus de véritables cités en marge de Bukavu, disparaissent dans les flammes, le fracas des fusillades est assourdissant. Vers la frontière, on voit des femmes, entourées d'enfants, qui traversent, pieds nus, le pont sur la Ruzizi. Chargées de sacs, de ballots, elles regardent autour d'elles, affolées, comme si elles débarquaient en enfer.

La situation est différente au Nord-Kivu : là, les assaillants ont encerclé les camps en laissant une issue du côté de la frontière. Des centaines de milliers de civils s'engouffrent dans la brèche, craignant le pire. Mais rien ne se passe. Des militaires indiquent aux civils qu'ils ne peuvent s'attarder à Gisenyi, la première ville du côté rwandais, que la marche doit se poursuivre, en direction des collines dont ces réfugiés sont issus. À chaque relais, de l'eau potable est fournie aux marcheurs. Les hommes sont relativement rares, ou très âgés. Sans poser de questions, les familles continuent alors à progresser vers l'intérieur du Rwanda, vers les collines où elles retrouvent la maison abandonnée en hâte deux ans plus tôt.

En quelques jours, plus d'un million de réfugiés franchissent ainsi la frontière en sens inverse, fuyant la flamme des incendies et le tonnerre des bombardements qui réduisent les camps en poussière. En face de Goma, dans la ville frontalière de Gisenyi, des membres du gouvernement

rwandais se sont déplacés pour accueillir les transfuges qui reviennent du Nord-Kivu et leur souhaiter la bienvenue.

Mais tous les réfugiés ne partent pas dans la même direction : les miliciens, qui tenaient les civils sous leur autorité ; les politiques, qui avaient reproduit dans les camps la même structure de pouvoir qu'au Rwanda, n'entendent pas rentrer au pays. Ils craignent moins d'y affronter le regard des survivants que les repréailles du nouveau régime. Ces appréhensions, très compréhensibles, sont encore justifiées par les rapports alarmistes de plusieurs ONG. Certaines d'entre elles assurent que les réfugiés trouveront la mort sitôt qu'ils auront franchi la frontière. Au-delà de ce légitime souci de sécurité, certains humanitaires craignent aussi de voir disparaître les camps et de perdre ainsi ce qu'ils appellent parfois leurs « parts de marché » et leurs « clients »...

La longue marche vers Kisangani

On devinera que les États-Unis, qui savaient depuis deux ans que Mobutu était atteint d'un cancer, avaient programmé la fin du vieux dictateur... À Bukavu, la situation est différente : franchir la frontière, c'est se jeter droit sur les assaillants. Toute la population, civils congolais et réfugiés hutu confondus, choisit de fuir en direction de la forêt. Plus d'un demi-million de personnes entreprennent de traverser le parc de Kahuzi Biega, sanctuaire des gorilles de montagne et des éléphants.

Les Congolais terrorisés, qui marchent en désordre, ne se mêlent pas au flot des réfugiés hutu. Car ces derniers sont alignés en colonnes et essaient de maintenir dans leurs rangs une certaine discipline. Sous la protection, ou la surveillance, de ceux qui furent les « bergers » du génocide, ils ont entrepris de traverser la forêt tropicale, dans l'espoir de gagner Kisangani, à 700 kilomètres de là. Leur seul objectif, c'est de fuir droit devant, le plus loin possible, les soldats qui traquent et qui tuent ceux qu'ils trouvent sur leur chemin.

Mukwege se souvient parfaitement de cette marée humaine : « *Tout Bukavu avait fait mouvement. Mon beau-père avait fait de même. Il s'était*

mis en route, à pied, vers Kisangani. En chemin, il est tombé malade et a été obligé de rebrousser chemin. Il ne s'en est jamais remis. Les gens de Lemera avaient précédé tout le monde. Terrorisés par ce qu'ils avaient vu, ils étaient arrivés les premiers dans la province Orientale. Moi, de Bunia, d'où je suivais les évènements par radio, j'ai été appelé à Nairobi. Les églises protestantes voulaient comprendre, prendre la mesure de la situation humanitaire. Mon message, délivré au siège des Nations unies était simple : Bukavu était en train de se vider. Les citadins, sans provisions, sans équipements, traversaient le parc de Kahuzi Biega, havre des animaux sauvages. Si rien n'était fait, la catastrophe allait devenir inévitable. D'urgence, décision est prise d'évaluer la situation sur le terrain, et un avion de la MAF, avec un pilote expérimenté, est mis à ma disposition. »

À basse altitude, le petit appareil survole la réserve naturelle. Vue du ciel, la piste est noire de monde, les colonnes de civils crapahutent entre les arbres, comme des fourmis. « Alors que nous essayons, par phonie, d'entrer en contact avec certains de nos centres, seul Lubutu répond. Une voix nous conseille de ne pas atterrir, car les soldats de Mobutu, en débandade sur la route, fuient eux aussi en direction de Kisangani et semblent devenus fous. Au-dessus de Walikale, le voyage a failli se terminer, car alors que l'appareil décrit un arc de cercle, il est pris pour cible par des soldats qui croient que l'appareil fait du repérage pour le compte des envahisseurs. Au moment où ses compagnons ouvrent le feu sur nous, l'un des militaires issu des Forces aériennes reconnaît l'immatriculation humanitaire de l'appareil et ordonne, en hurlant, d'arrêter les tirs. »

C'est finalement à Lubutu, au coeur de la forêt tropicale, que l'avion réussit à se poser, dans l'intention d'y laisser les caisses de médicaments amenées à l'intention des fuyards. « L'escale n'a pas duré, raconte Mukwege, au moment où l'avion se prépare à atterrir, le pasteur avec lequel nous sommes en contact surgit sur la piste, se met à courir, comme s'il était poursuivi. Il nous crie de faire vite, de redécoller tout de suite. Sans chercher à discuter, je pousse le pilote américain à repartir au plus tôt. En fait, les militaires gouvernementaux qui se trouvaient au centre de

Lubutu avaient bien l'intention de nous faire prisonniers, sinon d'abattre l'appareil... »

Rentré à Nairobi, le médecin raconte ce qu'il a vu. Les populations en fuite, les militaires de Mobutu qui paniquent et s'emparent des maigres biens des civils. Et derrière eux, des rebelles qui n'hésitent pas à tuer, et qui avancent comme si rien ne pouvait les arrêter.

On saura plus tard que la communauté internationale a décidé de ne pas réagir, d'assister sans broncher à la chute programmée de Mobutu. On devinera que les États-Unis, qui savaient depuis deux ans que Mobutu était atteint d'un cancer, avaient programmé la fin du vieux dictateur, que certains des généraux de son armée avaient été payés pour ne pas combattre...

Le général canadien Maurice Baril¹ survole lui aussi le Sud-Kivu. Il voit sans doute la même chose que le médecin de Panzi, le chaos, la fuite éperdue de centaines de milliers de civils, mais il conclut qu'il n'y a aucune raison d'intervenir... Les militaires américains ont mené des expéditions de reconnaissance aérienne et pris des photos de ces foules qui cheminent sur les pistes et s'agglutinent dans toutes les agglomérations. Mais les analystes n'y verront que quelques groupes de militaires et de miliciens en débandade tandis que les politiques féliciteront les autorités rwandaises pour avoir provoqué, en un minimum de temps, le retour de plus d'un million de civils.

Mukwege, lui, se souvient que le gouvernement norvégien est le seul à vouloir faire quelque chose : il décide d'envoyer des biscuits protéinés... Mais, même ce geste modeste et concret se heurte à un obstacle : le gouvernement congolais, dirigé par le Premier ministre Kengo wa Dondo, a fait voter une loi interdisant la distribution de l'aide alimentaire, assurant que cette dernière avait été l'une des causes du problème.

Même tardive, cette prise de conscience n'était pas fautive : il faudra des années pour que la communauté internationale admette que l'aide humanitaire distribuée sans contrôle dans les camps avait en réalité permis

aux autorités rwandaises responsables du génocide de maintenir leur emprise sur les populations civiles et de préparer, en quelque sorte, le conflit suivant. Dont les populations congolaises allaient représenter les principales victimes...

À l'époque, Mukwege ne se rend pas encore réellement compte de ces effets pervers de l'assistance humanitaire. Il sait seulement que Nairobi se trouve trop loin du théâtre du conflit et il gagne Kinshasa. Là seulement, il prend la pleine mesure de la gravité de la situation.

Même dans la capitale, la pagaille est totale, les soldats ne respectent les ordres de personne. *« Mwando Simba, qui avait été gouverneur du Sud-Kivu est le seul à accepter de m'aider et il introduit ma demande auprès de Kamanda wa Kamanda, faisant l'intérim de Kengo wa Dondo. Je lui explique que, cette fois, il s'agit de citoyens congolais, qu'ils ont besoin d'une aide urgente et que le problème n'est plus celui des seuls réfugiés. Je souligne aussi que toutes les personnalités de Bukavu sont sur la piste, marchant en direction de Kisangani. Mwando Simba réussit alors à obtenir les autorisations d'atterrissage sur Kisangani et, depuis l'Europe, le pont aérien s'organise : les avions amènent de l'eau potable, des biscuits protéinés. Du ravitaillement est déposé tous les deux kilomètres, à l'intention des marcheurs épuisés. Voilà comment, par la force des choses, je suis devenu coordinateur humanitaire. »*

À l'époque, plus de 300 000 personnes, réfugiés rwandais et citoyens congolais, marchaient en direction de la province Orientale. À Lubutu cependant, le gouverneur de l'époque scinda le flot des fuyards : les Congolais étaient autorisés à progresser, les Rwandais étaient sommés de s'installer à Tingi-Tingi, au milieu de la forêt. Quelques jours après leur arrivée, ils furent pris en charge par les organisations humanitaires qui les avaient suivis jusque-là. La commissaire européenne chargée de l'Aide humanitaire, Emma Bonino, fit le déplacement, ainsi que Sadako Ogata, la patronne du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés. Devant cette multitude de femmes et enfants dépenaillés, qui n'avaient que la peau sur les os, Emma Bonino ne cache pas son émotion et s'inquiète de la

situation ; elle se demande comment il se fait que le général Baril n'avait pas vu tout ce monde, en utilisant du matériel le plus sophistiqué qui soit, depuis son avion de reconnaissance.

Alors que déjà dans les camps de réfugiés, les Européens et, dans une moindre mesure, les Américains finançaient les organisations humanitaires – à raison de 500 000 dollars par jour – durant l'exode aussi, les mêmes humanitaires suivirent leurs protégés. Par la suite, ils allaient produire de nombreux rapports dénonçant les massacres, rapports qui allaient être repris dans le « *mapping report* » de l'ONU, publié en 2010. Ce document, reprenant les conclusions de nombreux acteurs humanitaires présents sur le terrain à cette époque, représente une somme accablante. En effet, il détaille les innombrables crimes commis par l'armée rwandaise et ses alliés congolais, et conclut en accusant l'Armée patriotique rwandaise de « crimes contre l'humanité » et de « génocide », accusation qui allait provoquer une très vive réaction à Kigali.

Cependant, jamais les observateurs humanitaires ne relevèrent que, sur les routes de l'exode et dans les camps de fortune comme Tingi-Tingi, qui abritait 80 000 personnes, les réfugiés n'avaient pas été séparés de leurs autorités, militaires et politiques. Celles-ci, utilisant les civils comme un bouclier humain, poussaient ces derniers en avant et prélevaient leur dû sur l'aide internationale... De la même manière que dans les camps, beaucoup avaient refusé de voir que les exactions se poursuivaient, que les chiffres, exagérément gonflés, avaient permis de détourner l'aide prévue et que la revente des surplus allait constituer un nouveau trésor de guerre.

Le double agenda des rebelles

« Tous les notables, militaires et politiques, qui avaient été pris en étau à Goma et Bukavu [...], ont ainsi pu se sauver. Ceux qui sont restés derrière eux, c'étaient les civils et ils ont été massacrés... »

Durant longtemps, les habitants de Mbandaka refusèrent de parler des horreurs dont ils avaient été les témoins, se contentant de désigner les rives boueuses du fleuve et de soupirer.

Mukwege, à Kisangani, avait pour tâche de s'occuper de ses compatriotes congolais déplacés. Il avait pu déménager sa famille de Bunia jusque Nairobi, pour que les siens soient en sécurité. Il était cependant informé de ce qui se passait dans les camps et relevait que les forces rebelles étaient animées par des stratégies différentes : *« Les Congolais, Kabila en tête, se battaient pour obtenir le départ de Mobutu, et la population les considérait comme des libérateurs. Les Rwandais, eux, avaient pour objectif de détruire les camps et aussi de tuer les réfugiés. À Tingi-Tingi, on a tué tout le monde. »* Ou presque... Car le médecin relève aussi qu' *« un véritable pont aérien avait été organisé entre Nairobi et Tingi-Tingi : il a permis l'évacuation de tous les responsables du camp. Tous les notables, militaires et politiques, qui avaient été pris en étau à Goma et Bukavu, puis s'étaient repliés sur Kisangani et Tingi-Tingi, ont ainsi pu se sauver. Ceux qui sont restés derrière eux, c'étaient les civils et ils ont été massacrés... »*

La capitale de la province Orientale, envahie par les réfugiés congolais, par des mercenaires français et plusieurs dizaines de Serbes recrutés pour l'occasion, connaît un chaos complet. *« Jamais je n'avais pensé que nous vivrions pareille aventure. Une atmosphère de terreur imprégnait Kisangani. Des mercenaires serbes opéraient dans la ville. Ils étaient dotés d'hélicoptères de combat qui effrayaient tout le monde, mais ces soldats de fortune ne furent jamais réellement engagés dans la guerre... »* Et pour cause : les troupes rebelles progressaient à pied, à l'abri de la forêt. Ils se dissimulaient dans la population. Ils recouraient aussi aux techniques de la guerre psychologique, faisant courir le bruit de la chute de telle ou telle localité, ce qui provoquait la débandade générale et permettait d'occuper les lieux sans livrer combat. Une fois seulement, le médecin eut l'occasion de quitter Kisangani pour se rendre à Ubundu. Dans ce village installé sur la voie de chemin de fer, des milliers de réfugiés avaient fait escale.

À l'époque, en avril 1997, les journalistes – dont nous étions – s'étaient rendus sur les lieux. Par deux fois. La première, ils avaient vu un camp de réfugiés s'étendre sur les travées du chemin de fer. Des femmes, des enfants, des vieux incapables de progresser plus avant gisaient sur des

matelas sales, sur des tas de vêtements épars. Il n'y avait aucun homme adulte en vue, aucun adolescent, aucun combattant.

Mais, alors que les humanitaires, qui n'étaient autorisés sur les lieux que deux ou trois heures par jour, déposaient leurs colis de vivres entre les mains des civils, on distinguait des mouvements dans la forêt, comme si des adultes plus valides, mieux armés, attendaient là, bien cachés, que la distribution se termine et que vienne l'heure de prendre leur part.

La seconde fois, le 20 avril 1997, les journalistes qui se trouvaient à Kisangani apprirent que l'accès aux camps était désormais interdit et que les vols humanitaires venaient d'être suspendus. Nous trouvant à l'aéroport dans l'attente d'un hypothétique transport, nous avons assisté à l'atterrissage de plusieurs avions en provenance du Rwanda. Des appareils en bon état, bien différents des vieux coucous de l'armée gouvernementale ou des avions immaculés de l'aide internationale. Les soldats qui en descendaient étaient eux aussi bien différents des troupes qui combattaient dans la jungle depuis plusieurs mois : uniforme impeccable, bottes luisantes et visage fermé, ils semblaient parfaitement disciplinés et s'embarquèrent très vite pour une destination inconnue. Il ne nous a pas fallu longtemps pour comprendre.

Interdits d'accès à Ubundu durant plusieurs jours, les journalistes, lorsqu'ils furent autorisés à revenir sur les lieux, ne découvrirent qu'un camp vide. Vêtements épars sur le sol, feux mal éteints, munitions en pagaille. Des dizaines de milliers de réfugiés avaient disparu. Évaporés. Rayés de la carte.

La vérité ne sera jamais connue, pas plus que les chiffres de l'hécatombe. Tout au plus devait-on apprendre par la suite que des fosses communes avaient été creusées à la hâte puis recouvertes de branchages afin de dissimuler des corps brûlés, eux aussi, à la hâte. On saura plus tard que les combattants hutu avaient poursuivi plus avant leur exode, abandonnant derrière eux tous ceux qui étaient trop vieux, trop malades pour pouvoir les

suivre. À leur arrivée, les commandos de la mort avaient massacré tous ceux qu'ils avaient trouvés et fait disparaître les corps.

Mukwege résume sobrement la situation : « *Tous les réfugiés laissés dans la nasse, ont été liquidés...* »

Alors qu'il ne fait aucun doute que les tueries ont été commises par des commandos venus du Rwanda, la responsabilité en sera attribuée à Laurent-Désiré Kabila, qui est le porte-parole officiel du mouvement, et la commissaire européenne chargée de l'Aide l'humanitaire, Emma Bonino traitera le vieux maquisard de « boucher ». Par la suite, lorsque Kabila aura remplacé Mobutu à la tête du pays, le juge chilien Roberto Garreton, au nom de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, tentera vainement de se rendre sur les lieux. Ligoté par la solidarité à l'égard des alliés qui l'ont porté au pouvoir, Kabila, qui, en privé, s'est déclaré révolté par les tueries alors que lui-même prône la « révolution-pardon », mettra tout en oeuvre pour paralyser les enquêtes. Il jouera à cache-cache avec Garreton et son équipe, les empêchant de travailler librement à Kisangani et dans la forêt et prenant sur lui tout le blâme de la communauté internationale.

Bien plus tard, lorsque Joseph Kabila aura remplacé son père assassiné en 2001, c'est l'opposition congolaise qui s'emparera des tueries de Kisangani : le « fils du chef » n'était-il pas, à cette époque des massacres des réfugiés rwandais de l'Uvundo, l'adjoint du général rwandais James Kabarebe, le commandant en chef des opérations militaires ?

Le médecin de Bukavu a-t-il croisé Joseph Kabila, « Afande Joseph », le fils du chef, qui, à l'époque suivait Kabarebe comme son ombre au point d'être quelquefois appelé « le caniche de James » ? Mukwege ne se souvient pas d'avoir personnellement rencontré Joseph Kabila à Kisangani, mais il précise : « *Tout le monde savait qu'Afande Joseph, le fils de Kabila, se trouvait dans la ville. Nous savions aussi que Kongolo, le fils de Mobutu, avait été chargé de défendre les lieux. En réalité, ce dernier n'a fait que semer la terreur au sein de la population civile...* » Joseph Kabila ne niera jamais sa présence à Kisangani en ces journées tragiques. Mais il précisera

que sa mission réelle était de faire rapport de tout ce qu'il voyait auprès de son père, que les Rwandais tenaient délibérément à éloigner du front. Il se souvient qu'au lendemain des massacres, il avait prévenu son père : *« Je lui ai dit qu'un jour nous aurions la guerre avec ces gens-là. »*

Après Kisangani, la course-poursuite mena les réfugiés en cavale et les militaires jusque sur les rives du fleuve Congo, dans la province de l'Équateur. À Mbandaka, un grand nombre de Hutu s'efforcèrent de trouver place dans des barques pour gagner la rive du Congo Brazzaville. D'autres se jetèrent à l'eau pour tenter de passer à la nage.

Ceux qui ne purent embarquer furent liquidés sans pitié. Par la suite, la Croix-Rouge devait dénombrer 900 cadavres et ignorer le nombre de noyés. Durant longtemps, les habitants de Mbandaka refusèrent de parler des horreurs dont ils avaient été les témoins, se contentant de désigner les rives boueuses du fleuve et de soupirer. Ignorant tout de l'identité de ces nouveaux venus, des femmes de l'église protestante apostrophaient le médecin : *« Est-ce donc ainsi que les gens de l'Est se comportent, est-il vrai que chez vous on tue ainsi, sans pitié aucune ? »*

« Je savais parfaitement qui étaient les tueurs, poursuit Mukwege, mais je n'osais rien dire », même lorsque les femmes insistaient : *« Jamais on n'a vu ce que nous sommes en train de voir ici. Chez ces gens-là, la pitié n'existe pas ! »*

Certains des réfugiés purent cependant être sauvés : Mukwege, à cette époque, travaillait avec le HCR, dont les appareils surveillaient la forêt. *« Ceux qui avaient la chance d'être repérés pouvaient être récupérés et le HCR les rapatriait alors au Rwanda, à bord d'appareils Antonov. Ces réfugiés se présentaient souvent dans un état physique lamentable, contrastant avec la forme relative des militaires qui les avaient pourchassés. Et pour cause : la forêt équatoriale n'est inhospitalière que pour ceux qui ne la connaissent pas. Les soldats eux pouvaient y trouver de la nourriture, et même des médicaments, tirés des plantes médicinales, à*

condition de s'y connaître. Ils assureraient que dans nos forêts, il y a tout pour vivre et pour résister longtemps... »

Le temps de l'impunité

« Certains bénéficient de l'impunité et sont même promus à des fonctions supérieures [...]. Parmi tous ces criminels, un seul groupe, une seule catégorie a été punie, et ce déséquilibre laisse un goût amer... »

Des années plus tard, le médecin s'interroge toujours sur l'impunité qui a été à la base des accords de paix à la congolaise : « Comment peut-on imaginer que la paix puisse se construire sur autant de cadavres ? Des crimes de guerre ont été commis, contre des réfugiés rwandais, contre des Congolais. Que sont devenus les chefs militaires qui ont commis les crimes dont j'ai été le témoin à Tingi-Tingi, à Mbandaka ? Qui les a jamais inquiétés ? Personne... Bien plus tard, en 2000, un commandant et ses hommes sont venus à l'hôpital de Panzi. Ils ont cherché des malades et les ont emmenés pour les exécuter. En toute impunité. Comment se fait-il que dans cette région, on ait pu décider de punir un camp et pas l'autre ? »

Le médecin approuve les efforts de la communauté internationale, qui a veillé à ce que les auteurs du génocide au Rwanda ne demeurent pas impunis : « Je ne vois plus un Hutu planifier un génocide après la leçon que les tueurs ont reçue. La fermeté avec laquelle la communauté internationale a traité le génocide rwandais est un exemple : les criminels ont été poursuivis jusque dans leurs derniers retranchements, ils ont dû répondre de leurs crimes et de nos jours encore, les génocidaires continuent à être traqués. C'est de nature à dissuader quiconque pourrait encore avoir des projets de génocide. Mais ce qui m'inquiète, c'est que les autres forfaits ne soient pas traités avec la même rigueur. Dans cette région, il y a des gens qui se croient autorisés à commettre des crimes. Certains bénéficient de l'impunité et sont même promus à des fonctions supérieures, alors que d'autres sont poursuivis, voire traqués par la justice internationale ou assassinés. Parmi tous ces criminels, un seul groupe, une seule catégorie a été punie, et ce déséquilibre laisse un goût amer. Deux poids, deux mesures ! Voilà qui n'autorise pas à dire "plus jamais ça"... »

Le médecin poursuit : « On ne construit pas la paix sur la base du mensonge. Toute paix durable doit être fondée sur la vérité et la réconciliation. Aujourd'hui, alors que la population congolaise cherche toujours à comprendre ce qui continue à se passer au sein de son territoire national depuis bientôt seize ans, la commission Vérité et réconciliation, qui avait été délibérément paralysée pendant la transition ², n'a toujours pas été reconduite malgré la recommandation de la Conférence de Goma de mars 2007 sur la paix, la sécurité et le développement du Kivu. »

Dix-huit ans après le génocide au Rwanda, une dizaine d'années après les deux guerres du Congo, Mukwege estime que les Congolais n'ont pas encore eu droit à toute la vérité, à toute la justice. « Dans la région, on n'a tiré aucune pédagogie de ce qui s'est passé au Rwanda. Là-bas, des rituels de deuil ont pu avoir lieu, le pays a avancé. Ici, nous connaissons tous des emplacements de charniers, mais nous ne pouvons pas en parler. Je me rappellerai toujours ces véhicules qui avaient été obligés de s'arrêter alors qu'ils fuyaient vers Kisangani. Leurs occupants avaient été liquidés et enterrés sur le champ...

À Kaziba, mon village d'origine, la mère, le frère, la soeur, les cousins de mon secrétaire ont été tués. De tous les membres présents de sa famille, seul son père avait été laissé en vie. Aujourd'hui, lorsque je parle avec mon secrétaire, je décèle toujours ce fond d'amertume : les auteurs de ces crimes sont connus, on sait qu'il s'agit de gens qui ont étudié au village, qui sont toujours là, bien vivants. Les familles des victimes se demandent encore et toujours pourquoi des gens avec lesquels ils vivaient en paix ont soudain commis de tels actes. Mais ils ne peuvent poser ouvertement de telles questions...

Si dans cette région, on avait réellement tiré les leçons de ce qui s'est passé au Rwanda, chacun aurait songé que tôt ou tard, il allait devoir faire face aux conséquences de ses actes. On n'aurait plus assisté à des massacres à grande échelle. Mais au lieu de cela... »

¹. Commandant de la force multinationale au Zaïre en 1996-1997.

2. En juin 2003, un gouvernement d'union nationale est mis en place en RDC, chargé d'assurer la transition démocratique. Ses principaux objectifs sont l'organisation d'élections législatives et la restauration de la paix dans l'Est du Congo.

5. L'IMPORTATION DE LA VIOLENCE ET DE LA GUERRE

Plusieurs centaines de ces kadogos, envoyés dans un camp de rééducation à Kapalata, près de Kisangani, y sont pratiquement morts de faim et de malaria...

Denis Mukwege est, fondamentalement, un optimiste. Durant la première guerre du Congo, il n'a pas seulement été témoin d'atrocités, il a pu également toucher du doigt le cynisme de la communauté internationale. Dans les camps, des tueurs qui avaient commis le génocide au Rwanda, ont été nourris, protégés et aussi exfiltrés. Par la suite, lorsque des « commandos de la mort » se sont mêlés aux forces composites qui voulaient chasser Mobutu, rien n'a vraiment été fait pour les empêcher de massacrer, en toute impunité, des réfugiés en fuite mais aussi des civils congolais. Malgré les violences dont il a été le témoin, le médecin résiste toujours à la tentation de quitter le pays, de poursuivre sa carrière en France ou ailleurs. Après un bref séjour à Nairobi, où il avait mis sa famille à l'abri, il revient à Bukavu.

À Bukavu en 1998, les sentiments de la population sont partagés : d'un côté, tout le monde se réjouit de la chute de Mobutu, qui a fui la capitale le 17 mai 1997 et considère Laurent-Désiré Kabila, surnommé *Mzee* ¹, comme un libérateur. Mais d'un autre côté, les traumatismes de la guerre demeurent extrêmement vifs : les déplacés congolais qui reviennent de Kisangani racontent la manière dont les réfugiés ont été liquidés ; durant l'exode, beaucoup de familles congolaises ont été séparées, de simples citoyens ont été exécutés aux côtés des Hutu, simplement parce qu'ils leur avaient porté secours. Quant aux parents, ils se demandent ce que sont devenus les milliers d'enfants qui avaient répondu à l'appel de Kabila et s'étaient engagés dans les rangs de l'AFDL, lorsqu'ils n'avaient pas été recrutés de force. Ont-ils gagné Kinshasa ou sont-ils morts en traversant la forêt ? Choisiront-ils de rester dans la nouvelle armée ou reviendront-ils auprès des leurs, auréolés de gloire et dotés d'un petit pécule ?

Il faudra du temps pour que les tristes nouvelles parviennent à Bukavu : des milliers d'enfants soldats ont été fauchés par l'armée de Mobutu car ils avaient été placés en première ligne. Des milliers d'autres sont morts de maladie, ont succombé à la fatigue, aux mauvais traitements ; des milliers d'autres encore, arrivés dans la capitale en portant des fusils plus hauts qu'eux, n'ont jamais vu la solde de 100 dollars qui leur avait été promise. Abandonnés par leurs chefs en quête de hautes fonctions, ils ont été livrés à eux-mêmes. Plusieurs centaines de ces *kadogos* (enfants soldats), envoyés dans un camp de rééducation à Kapalata, près de Kisangani, y sont pratiquement morts de faim et de malaria, dans l'indifférence, sinon la complicité de leurs instructeurs rwandais. Il a fallu que le Président lui-même dépêche sur les lieux son ministre de la Santé d'alors, Jean-Baptiste Sondji, pour que décision soit prise de fermer le camp et délivrer les survivants...

Si Bukavu est partagée entre l'espoir et le malaise, c'est aussi parce que la capitale du Sud-Kivu récuse ses nouveaux maîtres. Les Banyamulenge, dont les fils ont été les fers de lance de l'armée rebelle, se comportent comme en terrain conquis. Ces pasteurs, qui ont toujours vécu à la marge des citadins, souvent snobés par eux, sont entrés dans la ville en conquérants. Ils occupent les plus belles maisons, se sont attribué des fonctions de haut niveau, tiennent le haut du pavé, protégés qu'ils sont par les Rwandais arrivés en vainqueurs.

Mukwege observe tout cela en silence et se replie sur sa vocation de médecin. Se souvenant de l'hôpital mobile qu'il avait construit naguère à Nyangezi, sur la route d'Uvira et qui a été détruit, il veut élargir l'offre médicale à Bukavu et se tourne vers Panzi, au sud de la ville. Un vaste quartier populaire, où les maisons de brique sont plantées dans des ruelles boueuses, sur le flanc érodé des collines. Alors que les souvenirs des vieux colons évoquent encore la luxuriance du paysage, ces hauteurs de Bukavu, de nos jours encore, rappelleraient plutôt les érosions et les bidonvilles d'Haïti...

Alors qu'il a convaincu l'UNICEF de lui expédier des tentes, la demande de Mukwege sera comblée, au-delà de ses espérances : « *Finally, c'est tout un hôpital mobile qui nous arrive d'Autriche, avec des lits, des caisses de matériel médical... Mais le gouverneur Jean-Charles Magabe n'aura jamais le temps de poser la première pierre...* »

La deuxième guerre du Congo

[Kabila a] annoncé sa décision de mettre fin à la « mission de coopération » des militaires rwandais, priant ses encombrants alliés de regagner leur pays au plus vite.

L'Est du Congo vit la réalité d'une occupation étrangère. [...] Le RCD, dont les dirigeants sont nommés et téléguidés par Kigali, s'installe aux commandes et exerce un pouvoir sans partage.

En août 1998 en effet, la guerre rattrape à nouveau la province. C'est qu'à Kinshasa, les relations se sont dégradées entre le président Kabila et ses alliés rwandais. Le Président, un nationaliste de la première heure, n'accepte guère la tutelle que ceux qui l'ont porté au pouvoir entendent exercer sur lui. Il sent aussi que les Occidentaux qui avaient encouragé sa prise de pouvoir ont cessé de le soutenir et parlent en sous-main d'une « erreur de casting » : en décembre 1997, ils ont refusé de financer le plan de relance présenté lors de la réunion des Amis du Congo à Bruxelles. L'enquête du juge chilien Roberto Garreton sur le massacre des réfugiés hutu a été utilisée comme un moyen de discréditer le nouveau régime, tout le blâme étant porté sur les nouvelles autorités de Kinshasa et non sur les pays voisins, en l'occurrence le Rwanda, qui avait fourni les commandos de la mort.

Dans la presse aussi, les critiques se multiplient, alimentées par le caractère entier du vieux maquisard, qui n'hésite pas à éconduire la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright. En outre, Mzee Kabila refuse de s'engager avec le FMI dans un plan de remboursement de dette, arguant, non sans raison, que les sommes empruntées n'ont jamais bénéficié à la population congolaise.

Quant aux Rwandais, ils sont convaincus, depuis longtemps, qu'en suivant les conseils de la « région », c'est-à-dire ceux du président tanzanien Julius Nyerere, ils ont fait le mauvais choix : ils cherchaient un personnage qui allait donner un visage congolais à l'entreprise conjointe, ils sont tombés sur un véritable nationaliste, peu soucieux d'accepter conseils ou directives et qui, avant même d'arriver à Kinshasa, avait démontré qu'il n'était guère « gérable »... En mars 1997 en effet, arrivant à Lubumbashi alors que Kinshasa n'était pas encore tombée, le vieux chef, déjouant la « protection » rapprochée de ses alliés, ne s'était-il pas « autoproclamé » président de la République, récusant ainsi un « Bureau politique », dirigé par l'architecte de Goma Déogratias Bugera, un « bureau » que Kigali entendait mettre en place à Kinshasa et qui aurait exercé le pouvoir réel ? Par la suite, sensible à l'opinion congolaise et aux ultimatus d'Étienne Tshisekedi, qui l'adjurait de « faire partir les étrangers », Kabila n'avait pas caché son désir de voir ses alliés rentrer chez eux. N'aurait-il pas suggéré aux Rwandais de leur « payer tout ce qu'il leur devait » afin qu'ils puissent quitter le pays, tous les comptes ayant été soldés ?

De son côté, Kigali ne manque pas de raisons de lâcher Kabila : l'homme, qualifié d'« imprévisible », de « missile non guidé », s'est montré moins docile que prévu et les Occidentaux, Américains en tête, souhaitent que soit rectifié le « casting » initial. Mais surtout, du point de vue rwandais, l'un des objectifs premiers de la guerre n'a pas été atteint. En effet, malgré la traque et l'extermination des civils, les militaires de l'ancienne armée d'Habyarimana, accompagnés des miliciens, se sont regroupés au Kivu d'où ils mènent la guerre dite des « infiltrés » à l'intérieur du Rwanda. Villages attaqués, survivants du génocide identifiés et achevés, multiplication des raids en profondeur : la terreur est revenue sur les collines rwandaises voisines du Congo...

Kagame et les siens accusent leur allié congolais d'être incapable de « tenir » la frontière. Pire encore, ils le soupçonnent d'avoir secrètement pactisé avec les combattants hutu, sachant bien qu'en cas de rupture, ces

derniers, qui ont reconstitué leur organisation militaire, représentent la seule force militaire opérationnelle.

Début juillet 1998, la situation prend un tour irréversible : James Kabarebe, le Rwandais qui occupe à Kinshasa les fonctions de chef d'état-major, a été surpris à vouloir pénétrer dans le bureau du Président avec, caché dans sa botte, un revolver muni d'un silencieux ; les civils tutsi vivant à Kinshasa ont, sous des prétextes divers, quitté le pays ou mis leur famille à l'abri. *Mzee* Kabila, se sentant lâché, s'est rendu à Cuba pour y solliciter une aide militaire et en matière de renseignements. À son retour le 27 juillet, déjouant un projet d'attentat, il a précipité les événements et annoncé sa décision de mettre fin à la « mission de coopération » des militaires rwandais, priant ses encombrants alliés de regagner leur pays au plus vite.

En bon ordre, dissimulant leur rage et leur humiliation, officiers et hommes de troupe chargés de matériel ont alors pris place dans six avions spéciaux et se sont embarqués pour Kigali dans un climat de tension extrême.

Ils ne feront pas long feu dans la capitale rwandaise.

Le 2 août 1998, la situation bascule. À Goma, la 10e Brigade, forte de 15 000 hommes, récuse l'autorité de Kinshasa ; à Bukavu, la 12e Brigade, composée de 25 000 hommes, se mutine à son tour, tandis que des camions chargés de militaires rwandais traversent la frontière et s'enfoncent sans tarder vers l'intérieur du pays.

La deuxième guerre du Congo a commencé. Il faudra plusieurs semaines et l'échec d'une tentative d'invasion de Kinshasa par les rebelles pour que cette « rébellion », créée de toutes pièces à Kigali et téléguidée depuis le Rwanda, se donne un visage politique.

C'est alors qu'apparaît le « Rassemblement congolais pour la démocratie » (RCD), dans lequel se retrouvent les leaders banyamulenge et les commandants qui ont participé à la première guerre, aux côtés d'anciens

officiers mobutistes comme le général Ondekane, originaire de la province de l'Équateur.

Dès ce moment, l'Est du Congo vit la réalité d'une occupation étrangère. Alors que les militaires rwandais, dissimulés sous l'uniforme des rebelles, poursuivent leur avance vers l'Ouest et atteindront le Kasai, que des Ougandais mettent des bataillons à la disposition de Jean-Pierre Bemba en province Orientale, dans l'Ituri et dans la province de l'Équateur, le RCD, dont les dirigeants sont nommés et téléguidés par Kigali, s'installe aux commandes et exerce un pouvoir sans partage.

Une guerre d'occupation

L'accès aux ressources, et en particulier aux gisements de minerais, est l'un des ressorts de la guerre et de la violence. Mukwege, qui vient de réceptionner son nouvel hôpital à Panzi, est l'un des premiers à mesurer à quel point la situation a changé : *« On est passé d'une guerre de conquête à une guerre d'occupation. Les nouveaux arrivants, très vite, nous font sentir qu'ils sont les maîtres. Ils s'emparent de tout ce qu'ils peuvent et, en particulier, de mon hôpital, dont les caisses n'étaient même pas encore ouvertes. Le gouverneur Magabe venait de l'inaugurer, lorsque tout a été emporté... »* À cette même époque, le ministre rwandais des Finances, Donald Kaberuka, qui sera plus tard nommé à la tête de la Banque africaine de développement, reconnaissait sans ambages : *« Cette guerre ne pèse guère sur le budget de l'État rwandais. Elle s'autofinance... »*

De fait, les troupes d'occupation, les Rwandais et les Ougandais, mettent l'Est du Congo en coupe réglée. Les Burundais, pour leur part, se contentent de sécuriser leur frontière et ne poussent pas plus loin leurs incursions.

Bien plus tard, plusieurs rapports des Nations unies décriront avec précision le pillage des ressources : *« Entre septembre 1998 et août 1999, les zones occupées de la République démocratique du Congo ont été dépouillées de tous leurs stocks : de minerais, de produits forestiers et*

agricoles, de bétail. Quelle que soit la nationalité du pilleur, le processus était le même : des troupes burundaises, ougandaises, rwandaises et/ou les soldats du RCD, commandées par un officier, visitaient les fermes, usines et banques, se faisant ouvrir portes et coffres par la direction. Ordre était ensuite donné aux soldats de charger les produits et les biens sur les véhicules de l'armée. »²

Il ne s'agit pas de simples rapines, le pillage est mené de manière systématique : des stocks de colombo-tantalite (coltan) constitués par la Sominki (Société minière du Kivu), soit 2 000 à 3 000 tonnes de cassitérite et 1 000 à 1 500 tonnes de coltan sont prélevées dans la région et emportées au Rwanda. De la même manière, les Ougandais emmènent les stocks de bois d'oeuvre, de café en grains, d'or de Kilo Moto (Ituri). Des hôpitaux, des usines entières, comme la sucrerie de Kiliba (Sud-Kivu) ou les installations de la Sominki sont démantelés et reconstitués de l'autre côté de la frontière.

Quant à Jean-Pierre Bemba, ses hommes commencent par piller les banques et vider les stocks de café, assurant ainsi le premier fonds de roulement du Mouvement de libération du Congo. À Kisangani, les divers occupants, rwandais et ougandais, emporteront tous les véhicules de la ville, par avions entiers. En 2002, ces troupes, hier alliées, finiront par se battre pour le contrôle des comptoirs de diamants. Dans un premier temps, les Kivutiens, Mukwege y compris, croient que les occupants se constituent un simple butin de guerre en « se servant » sur le terrain, comme on l'a toujours fait dans le pays. Il leur faudra du temps pour réaliser que l'accès aux ressources, et en particulier aux gisements de minerais, est l'un des ressorts de la guerre et de la violence. Nous y reviendrons.

Quant à ceux qui, de nos jours encore, s'émerveillent de l'expansion de Kigali et visitent les nouveaux quartiers où s'alignent des villas aux dimensions hollywoodiennes, ils ont oublié que, dans les premiers temps, Nyarutarama, Kimisagara et les autres quartiers de luxe furent communément appelés « Coltan City » ou « Merci Congo ». C'est au Congo qu'une poignée de nouveaux riches, rwandais mais aussi congolais

du Kivu, avaient pu pratiquer ce que Marx aurait appelé « l'accumulation primitive du capital ». Ils construisirent de luxueuses maisons dans des quartiers neufs, dans l'espoir de les louer ensuite à de riches expatriés et de pouvoir vivre de cette rente. Par la suite, les locataires n'étant pas au rendez-vous, plusieurs de ces maisons durent être mises en vente forcée et les banques récupérèrent leur mise.

Mukwege, lui, ne tarde pas à constater que les autorités se méfient de lui. Présent sur le terrain depuis le début des événements, il connaît tous les protagonistes, il a suivi toutes les séquences des événements. Il représente un témoin de premier plan, ayant accès aux décideurs et aux faiseurs d'opinion. À ce titre, comme bien d'autres leaders de la province, il pourrait être supprimé. Un mois après le début des nouvelles hostilités, il repart à Nairobi, dans le but de mettre sa famille à l'abri et il restera au Kenya durant une année. En 1999 cependant, le médecin n'y tient plus et, en compagnie d'un collègue suédois, décide de rentrer à Bukavu. Officiellement, les deux hommes sont chargés d'une mission d'évaluation humanitaire et leur séjour doit être de courte durée.

Coincé à Bukavu

Le médecin de Panzi s'est montré trop optimiste. Les autorités du Rassemblement congolais pour la démocratie, qui contrôlent tout l'Est du Congo, lui interdisent de voyager : il figure sur la liste de ceux qui ne peuvent quitter le territoire. *« Je me retrouve bloqué. Aucune explication ne m'est donnée et lorsque j'envoie un pasteur plaider ma cause auprès des autorités, le verdict tombe : "Vous êtes tous des Mai-Mai, vous faites tuer vos enfants et ceux des autres." »* En clair, cela signifie que le nouveau pouvoir considère que le gynécologue, qui ne s'était jusqu'à présent distingué que par ses engagements humanitaires et ses activités médicales, aurait des sympathies pour les Mai-Mai, ces combattants de l'ombre ! Ces derniers représentent le véritable adversaire des nouveaux maîtres de l'Est du Congo.

Dès le déclenchement de la deuxième guerre en effet, Laurent-Désiré Kabila ne s'est pas contenté d'accepter les offres de service des combattants

hutu. Il a aussi renvoyé au Kivu le général Sylvestre Lwetcha, l'un de ses compagnons de la première heure. Le vieux général a réactivé les réseaux d'antan et attiré de nouvelles recrues désireuses de s'opposer à ceux qu'elles considèrent comme des forces d'occupation. Les Mai-Mai, auxquels Kinshasa livre discrètement des armes, ont retrouvé les pratiques anciennes, la sorcellerie, les gri-gri (amulettes), et ils croient fermement que s'asperger d'eau (*mai* en swahili) et observer certaines pratiques rituelles leur vaudra d'être invulnérables. Durant les jours qui précèdent les combats, il est interdit aux Mai-Mai d'avoir des relations sexuelles ou, tout simplement, de toucher une femme³. Aux yeux du RCD-Goma et de ses alliés rwandais, les Mai-Mai, maîtres de la forêt, soutenus de gré ou de force par les communautés villageoises, représentent l'« ennemi intérieur ». Un adversaire d'autant plus dangereux que, sur le terrain, les Mai-Mai font cause commune avec les combattants hutu.

Aux yeux du médecin, l'accusation de complicité dont il fait l'objet est grave, potentiellement dangereuse : « *Elle me met à la merci d'un mauvais coup... Durant deux ans, coincé à Bukavu, je me retrouve dans l'impossibilité de partir et je suis obligé de redoubler de prudence.* » Une fois de plus, la volonté de construire l'emporte sur la peur : « *C'est durant cette période que je décide d'entamer la réhabilitation et la reconstruction de mon hôpital de Panzi, avec l'aide financière des Suédois et d'une organisation qui s'appelle "Lequarré mission". J'ai le projet de désengorger Bukavu, où tout le monde afflue. Comme par le passé, ma priorité c'est de répondre aux besoins des femmes.* »

Le nouveau visage de la guerre

Le gynécologue reprend donc ses consultations, dans son hôpital reconstruit. Il multiplie les césariennes, fait face à des hémorragies. Dès septembre 1999, la gorge serrée, il est en alerte. « *Il se passe quelque chose que je ne comprends pas. Le premier cas qui m'interpelle est celui d'une femme qui n'habite pas loin de Panzi. En l'examinant, je constate que son appareil génital est détruit...* »

À la consultation se présente ensuite une jeune fille qui consent à raconter ce qui lui est arrivé : « *Alors qu'elle se trouvait en brousse avec sa tante, elles avaient croisé une patrouille militaire et les soldats les avaient obligées à les aider à traverser la rivière. Les femmes ont transporté les soldats sur leur dos. Une fois passé le dernier militaire, les hommes se sont emparés de la jeune fille. La tante, revenue en arrière, fut empêchée d'intervenir. Non seulement la fille fut violée, systématiquement, par tout le groupe, mais elle fut coupée, mutilée.* »

De septembre 1999 à janvier 2000, au fil des consultations, Mukwege voit se dessiner le nouveau visage de la guerre. C'est celui de la barbarie, de la cruauté gratuite. « *Je constate des lésions totalement inhabituelles, des plaies qui ne peuvent résulter que de positions très particulières dans lesquelles les femmes ont été placées. Les femmes n'ont pas seulement été violées, elles ont été mutilées à l'aide de différents outils. Des viols collectifs ont été commis, les maris, les voisins, les enfants ont été obligés d'assister aux opérations. Des clitoris ont été coupés, des seins sectionnés.*

Les viols se sont déroulés sans autre motivation que faire souffrir, humilier : après l'acte, parfois collectif, des soldats ont déchargé leur arme dans le vagin de leur victime... »

Durant des années, le médecin a écouté les récits des femmes qu'il soignait. Enregistré les témoignages. Pleuré avec les victimes. Il s'est révolté, puis il a décidé de se limiter aux actes « techniques » : « *Je n'arrivais plus à préserver mon calme, à garder un minimum de sérénité. Mon travail finissait par s'en ressentir...* » Mais l'homme n'a rien oublié et aujourd'hui encore, il est capable de retracer la typologie des crimes : dans le vagin des femmes mutilées, les tueurs ont laissé leur signature.

[1.](#) Littéralement *le vieux, le sage*, en swahili.

[2.](#) Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo, lettre du 12 avril 2001, adressée au Conseil de sécurité de l'ONU par le Secrétaire général.

[3.](#) Cette caractéristique culturelle des combattants maï-maï, déjà connue lors des rébellions des années 1960, démontre que la pratique des viols représente au Congo un élément neuf et relativement exogène.

6. LE REGNE DE LA TERREUR

« À part les véhicules blancs des Nations unies, qui ne s'arrêtent pas, jamais aucune voiture ne vient jusqu'ici, les Blancs n'osent pas s'aventurer dans nos montagnes... »

« [Les militaires] disaient que cela devrait nous servir de leçon, que nous ne devions plus aider les Maï-Maï, nos enfants, qui luttait contre les envahisseurs venus du Rwanda... »

Sur un point, il y a unanimité : les atrocités commises par les rebelles hutu dépassent tout ce que la région a jamais connu.

À Panzi, le médecin-chef accueille les femmes qui arrivent jusqu'à Bukavu. Il les soigne, écoute leurs récits, jusqu'à saturation. Cet homme calme diffuse autour de lui un sentiment de sécurité et, dans les salles de l'hôpital, les femmes qui saluent « papa Mukwege » sourient, comme si plus rien ne pouvait leur arriver. Mais de nos jours encore, bien après la cessation officielle des hostilités, la peur est demeurée intacte au fond des forêts, la parole n'a pas encore été libérée : les femmes vivent toujours dans la terreur que leur inspirent les rebelles hutu et les combattants maï-maï. Elles se méfient des militaires toujours prompts au pillage et elles n'ont pas oublié la manière dont, au début de la deuxième guerre, les troupes du RCD-Goma s'employèrent à décourager toute velléité de résistance.

En novembre 2010, la Marche mondiale des femmes¹ choisit Bukavu comme lieu de rassemblement. Plusieurs centaines de femmes, venues du monde entier, se réunissent à l'Athénée d'Ibanda pour débattre des violences sexuelles, écouter les témoignages des associations locales, adopter de flamboyantes résolutions. Mais il a fallu que, le dernier jour, une expédition soit organisée vers Mwenga pour que les participantes comprennent à quel point la peur règne encore sur ces collines battues par les pluies, pour qu'elles sachent qu'au-delà de la piste détrempée, la domination des hommes en armes n'a jamais été réellement battue en brèche. Dans chacun des villages traversés, les femmes sont sorties de chez elles. Depuis l'aube, elles attendent le convoi en brandissant de grandes banderoles dessinées à la main. Toutes ces inscriptions rappellent les pires

des massacres qui ont endeuillé la région, dont l'assassinat du mwami François Naluindi de Kasika, le 24 août 2008. Criant, faisant de grands gestes, les paysannes plantées au milieu de la piste obligent les voitures du convoi à s'arrêter. Les militantes féministes, venues d'Amérique latine, du Canada et d'Europe, se voient soudain plongées dans le récit d'atrocités d'un autre âge ; elles réalisent que c'est la première fois que des témoins, des victimes ont ainsi l'occasion de raconter à des étrangères ce qu'elles ont vécu. Les villageoises confirment cette impression : « *À part les véhicules blancs des Nations unies, qui ne s'arrêtent pas, jamais aucune voiture ne vient jusqu'ici, les Blancs n'osent pas s'aventurer dans nos montagnes...* »

C'est à Kasika que la halte obligée est la plus longue, nul ne pouvant se dérober au récit que les femmes débitent en phrases hachées, maladroitement traduites. Les faits remontent à août 1998, dans les premiers temps de la guerre. Quelques jours après le début de la rébellion, en route vers Kindu, la capitale du Maniema, un bataillon traverse la collectivité-chefferie de Kasika, à l'orée de la grande forêt. Le groupe est composé de militaires rwandais et de Banyamulenge soumis à l'autorité de l'un de leurs chefs les plus prestigieux, le commandant Moïse. Tous vêtus d'uniformes sans signes distinctifs, chaussés de bottes noires, ces hommes forment un groupe compact, que les villageois observent avec crainte. En traversant la collectivité, la petite troupe s'arrête chez le mwami François Naluindi. Contrairement à la plupart de ses homologues, le Mwami (chef traditionnel des Nyindu) est un homme jeune, éduqué. Aussi populaire que respecté, il a commencé à implanter coopératives et projets de développement et sa jeune épouse est enceinte.

Mukwege connaissait bien le jeune couple et l'appréciait : « *François était un homme de progrès, un véritable ami. Trois jours avant le drame, j'avais reçu sa femme en consultation. Elle attendait des jumeaux et se portait à merveille...* » Le Mwami accueille les militaires avec politesse, sacrifiant quelques chèvres pour nourrir la troupe, s'entretenant avec les chefs. Il sait qu'aux confins de son territoire, un groupe maï-maï, dirigé par le chef Nyakiliba, s'est doté de vieux fusils, de machettes, et que sa petite

troupe, composée de garçons issus des villages voisins, s'est juré de combattre les envahisseurs étrangers. Interrogé sur la situation sécuritaire de sa chefferie, François Naluindi ne juge pas nécessaire d'évoquer la présence du groupe maï-maï.

Quelques jours plus tard, en route vers la frontière rwandaise, alors que les militaires traversent à nouveau Kasika, les chefs étant serrés dans un pick-up, une panne immobilise le groupe de militaires près de la maison du Mwami. C'est là que les Maï-Maï surgissent brusquement de la brousse et ouvrent le feu sur des soldats pris au dépourvu. Le commandant Moïse et deux autres officiers sont tués sur le coup. Au cours des heures qui suivent, les villageois retiennent leur souffle, le curé refuse de célébrer la messe du dimanche. Quant aux assaillants, ils se sont repliés dans les montagnes, et l'un des officiers survivants s'est longuement entretenu par phonie avec ses supérieurs.

Le lendemain, un lundi matin, l'église ouvre tout de même ses portes et le curé convoque les paroissiens pour une messe matinale. C'est au moment de la consécration, au moment où le prêtre élève l'hostie consacrée, que des militaires encerclent l'église, bloquant toutes les issues.

En quelques instants, les fidèles sont ligotés, les trois religieuses emmenées vers le couvent. Plus tard, on retrouvera leur corps, la robe relevée. Après avoir abattu le prêtre d'une balle dans la tête, les assaillants se dirigent vers la résidence du Mwami, qu'ils accusent de trahison, de complicité avec les Maï-Maï qui ont tué leurs chefs. Comme souvent dans la maison des Bami (chefs coutumiers), une quinzaine de personnes se trouvent dans la demeure de François Naluindi, des domestiques, des parents, des gens qui attendent audience, sollicitent une aide ou un conseil. En quelques instants, ces gens ne sont pas seulement tués. Ils sont battus à mort, mutilés, poignardés. L'épouse du Mwami est éviscérée, les deux foetus jetés au sol. Le coeur du jeune chef est arraché, des enfants sont fracassés contre les murs.

Douze années plus tard, les femmes de Kasika ont retenu le message et le transmettent en tremblant à leurs visiteuses d'outre-mer : « *Ils voulaient nous signifier qu'ils étaient les maîtres, que tous ceux qui nous résisteraient subiraient le même sort...* » Alors que ces femmes, soudain intarissables, expliquent qu'aujourd'hui, ce sont des Mai-Mai, des Interahamwe², qui les terrorisent depuis la forêt voisine, les visiteuses, bouleversées, ont bien du mal à reprendre la route vers Mwenga, où doit être inauguré un monument à la mémoire de femmes enterrées vivantes.

Là aussi, plantées sur la route bien avant l'orée du village, des femmes attendent, immobiles. Elles désirent communiquer leur propre récit, de ne pas laisser les officiels monopoliser la parole en présence des ministres ; elles espèrent pouvoir s'adresser à l'épouse du président Kabila qui est attendue mais sera finalement découragée par les averses. Dans ce territoire minier, une sorte de *Far West* pluvieux, plus fréquenté par les soldats et les aventuriers que par les altermondialistes, nul ne se rappelle avoir jamais entendu parler de solidarité, de justice, de réparations...

C'est ici, à quatre heures de piste de Bukavu, que les participantes à la Marche mondiale des femmes ont tenu à se recueillir devant ce haut lieu du martyrologue congolais, où la première pierre d'un monument vient d'être posée, en hommage aux treize femmes et aux deux hommes qui ont été enterrés en octobre 1999, tous jetés debout dans une fosse et lentement ensevelis sous les pelletées de terre.

Dans la foule, il y a Machozi Asoni, soixante ans. Droite, ridée, le regard perçant et la mémoire intacte. Elle se souvient de tout. Elle était là lorsque les militaires, début octobre 1999, envahirent le quartier : « *Ils cherchaient des sorcières, des femmes qui fabriquaient des gri-gris pour les Mai-Mai. La veille, une fille qui vivait avec le chef des soldats était tombée malade et elle avait accusé les femmes de lui avoir jeté un sort...* » Machozi raconte comment sept femmes, ses voisines, furent alors enlevées, pour l'exemple : « *Les militaires du RCD-Goma se sont emparé d'elles, les ont frappées, emmenées au cachot. Six autres femmes et deux hommes, également suspects, allaient suivre.* »

Après toutes ces années, la prison est toujours là, avec ses murs délavés par les pluies et cette boue rouge qui colle aux semelles. En dessous de l'escalier, on distingue une sorte de fosse remplie d'eau : « *C'est là, dit Machozi, que les femmes ont été jetées, c'est là qu'elles ont croupi durant plusieurs jours. Nous entendions leurs hurlements, car elles avaient été frappées à la tête avec des bâtons, blessées à l'arme blanche. Avant de les précipiter dans l'eau qu'ils avaient remplie de sel, les militaires avaient couvert les femmes de pili-pili, ils leur avaient ouvert le vagin avec des tiges de bois, et introduit les piments...* »

Deux autres femmes, Angelina Bibiha et Naluwinja Andropine interviennent, ravivent elles aussi leurs souvenirs : « *Lorsqu'on les a sorties de la prison, les femmes vivaient encore. Elles ont été poussées vers le centre de Mwenga, entièrement nues, blessées, mais se tenant encore droit. Un grand trou avait été creusé dans le sol, elles ont dû y entrer debout. Les militaires ont lancé des pelletées de terre sur elles, jusqu'à ce qu'elles soient ensevelies, alors qu'elles pleuraient, qu'elles criaient encore...* » Tous les habitants de Mwenga assistèrent au supplice, mais les femmes sont formelles : « *Dans la foule, on n'entendait rien, pas un cri, pas un pleur, les militaires menaçaient de tirer sur nous au moindre bruit. Ils disaient que cela devrait nous servir de leçon, que nous ne devons plus aider les Mai-Mai, nos enfants, qui luttait contre les envahisseurs venus du Rwanda...* »

Sur le pré boueux qui aurait dû servir d'aire d'atterrissage à des hélicoptères qui n'arriveront jamais à cause des pluies diluviennes, une foule compacte se serre derrière des panneaux qui exigent la justice, le départ des militaires, des réparations. Sur l'un des cartons, tenu par les « orphelins de Mwenga », quelques noms sont peints en rouge, ceux des auteurs du crime contre les femmes : Kasereka – probablement un nom d'emprunt –, qui commandait la place ; Ramazani, un militaire venu d'Uvira, sans oublier leur chef de l'époque, Gabriel Amisi Tango Four. Les deux premiers sont, dit-on aujourd'hui, « *cachés quelque part au sein de l'armée congolaise* ». Le troisième a pris du galon : il a été nommé commandant en chef des forces terrestres et, protégé par le chef de l'État, il

préside aussi aux destinées de l'AS Vita Club, le club de football qui mène la vie dure au « Tout Puissant » Mazembe de Lubumbashi. Tous ces hommes, à l'époque, étaient des supplétifs d'un Rwanda qui voulait contrôler l'Est du Congo...

Depuis lors, bénéficiant des accords de paix de 2002 – nous y reviendrons –, les tueurs d'hier ont été intégrés au sein des forces gouvernementales et ils ont parfois changé de nom. C'est pour cela aussi qu'à Mwenga, on se méfie de l'armée : « *Certains visages nous donnent le frisson* », disent Machozi et les autres.

Craignant que les eaux qui dévalent des collines finissent par barrer la piste, les altermondialistes ne se sont pas attardées à Mwenga. Elles n'ont pas attendu que la ministre de la Famille pose la première pierre d'une future Maison des femmes, elles ont abrégé les discours, coupé court aux émotions, car elles en savaient assez. De retour à Bukavu, il leur faudra plusieurs jours pour apprendre que le dernier véhicule, qui avait été dépassé par le gros du convoi, a été pris sous le feu d'hommes cachés dans la forêt, désireux de rappeler qu'ils sont toujours maîtres du terrain...

Des années plus tard, un autre chef traditionnel, le mwami de Kabare, rappelle que la violence qui s'est déchaînée à Kasika, Mwenga et tant d'autres lieux, n'était pas gratuite : « *Jusqu'à aujourd'hui, les Bashi (groupe majoritaire au Sud-Kivu) ont gardé les critères d'une société féodale. La personne du Mwami, le chef coutumier, est sacrée. S'en prendre à lui, l'éliminer, c'est porter atteinte à la cohérence du groupe, le condamner à l'anéantissement. De la même manière, s'en prendre à la femme d'un Mushi (singulier de Bashi), c'est briser sa famille, sa communauté. La guerre totale qui nous a été faite visait aussi à détruire nos valeurs culturelles.* »

Le Dr Mukwege ne dit pas autre chose : « *Dès le début, il fallait traumatiser au maximum les populations locales, faire une démonstration de force. Il fallait briser la société, tuer des prêtres, l'évêque de Bukavu, des pasteurs. À l'époque, toutes les histoires étaient aussi dramatiques les*

unes que les autres ; le RCD entendait décapiter toutes les structures du pouvoir, couper les têtes, au propre comme au figuré, pour asseoir son autorité. »

À l'instar des Bami, l'Église catholique elle aussi jouit au Sud-Kivu d'une autorité morale incontestable. Parfois considérée comme « anti-rwandaise »³, elle s'est opposée à la guerre, haut et fort, depuis le début, et a payé très cher cet engagement. De nos jours, le portrait d'un petit homme en soutane blanche marque l'un des principaux carrefours de Bukavu et les passants continuent à s'incliner devant Mgr Munzihirwa considéré comme un héros. Nul n'a oublié les paroles prophétiques de l'évêque qui, dans les premiers mois de la guerre de 1996-1997, avait dénoncé le rôle de pouvoirs étrangers, décrit « un complot international contre le Congo » et souligné l'appétit que suscitaient les richesses du pays. Quelques mois plus tard, le prélat allait être assassiné de sang froid dans son véhicule. Quant à son successeur Mgr Kataliko, qui tenait le même langage hostile aux occupants, il fut déporté en Ituri, le « Grand Nord congolais », par les autorités du RCD et mourut d'une crise cardiaque peu après son arrivée au Vatican, où il avait été autorisé à se rendre... Aucun de ses fidèles ne mit en doute l'hypothèse d'un empoisonnement...

Nous l'avons déjà souligné : les hommes du Kivu ne sont généralement pas tendres avec leurs femmes. Ils les traitent avec machisme, les voient, sans émotion ni solidarité, coltiner des charges plus lourdes qu'elles, cultiver les champs et s'occuper des enfants et de la maison. Se comportant en propriétaires jaloux, ils n'hésitent pas à renvoyer les épouses considérées comme fautives, alors qu'elles sont victimes, et il arrive fréquemment que les plus âgés se comportent en « *sugar daddies* », subornant des mineures pour échanger des faveurs ou des rapports sexuels contre quelques « cadeaux ».

Il n'empêche que la plupart des Kivutiens considèrent que l'« épidémie » de violence qui ravage leur région a été « importée » du Rwanda voisin à la suite du génocide de 1994. Si l'opinion dénonce volontiers les crimes commis par les militaires à la solde de Kigali, assurant que ces derniers

souvent mus par la volonté de « faire un exemple », elle tend à minimiser les abus commis par des civils congolais ou les viols accompagnés de pillages perpétrés par des militaires appartenant aux forces armées congolaises. Mais sur un point, il y a unanimité : les atrocités commises par les rebelles hutu dépassent tout ce que la région a jamais connu.

C'est au début des années 2000, après avoir combattu aux côtés des forces gouvernementales qui avaient bien accueilli ces combattants aguerris, que la plupart des Hutu qui avaient fui en 1997 sont revenus dans l'Est du Congo. Souhaitaient-ils se rapprocher des frontières du Rwanda ? C'est d'autant plus probable que certains d'entre eux n'hésitent pas à faire des aller-retour vers leur pays d'origine et que d'autres rêvent encore d'une très hypothétique reconquête. Mais d'autres raisons encore ont poussé ces hommes à s'enkyster au Nord et au Sud-Kivu : la forêt leur offre nourriture et cachettes, l'exploitation artisanale des gisements de coltan et de cassitérite leur permet de faire du commerce et de s'acheter des complices et des protecteurs dans les rangs de l'armée congolaise. Endurcis par les crimes commis durant le génocide au Rwanda, par la vie dans les camps puis par la traque dont ils ont été l'objet à travers toute la République, ces hommes s'attaquent aux femmes congolaises avec une particulière violence.

Tous, quel que soit l'âge qu'ils avaient en 1994, ont été marqués par le génocide. À cette époque en effet, même les enfants, drogués au chanvre, intoxiqués par la haine ethnique, encouragés par leurs parents, ont participé aux massacres : ils repéraient les cachettes des fuyards, dénonçaient leurs voisins, espionnaient l'avancée du FPR et à la fin, prenaient leur part lorsque les victimes étaient dépouillées de leurs biens et de leurs vêtements. Dans les camps de réfugiés, ces jeunes ont continué à recevoir entraînement militaire et encadrement psychologique. Et par la suite, ces hommes recrues de violence, ces adolescents qui n'avaient connu d'autre école que celle de la forêt, ont combattu aux côtés des Maï-Maï ou des forces gouvernementales congolaises, souvent placés en première ligne... La plupart de ces hommes ont développé des sentiments de haine et de mépris à l'égard des Congolais en général, reprochant aux autorités de les avoir

utilisés comme supplétifs puis de les avoir abandonnés, sans même payer les salaires qui avaient été convenus. Cette détestation seule suffirait déjà à expliquer la cruauté des traitements infligés aux femmes.

Des actes de barbarie

« Ils sont donc victimes d'une sorte d'arme démographique : toute guerre vise, in fine, à réduire votre ennemi sur le plan du nombre. Ici, la destruction est opérée au moyen du sexe. Et cela marche... »
« Officiellement, le Rwanda n'est plus présent au Congo, mais il a laissé des hommes sur le terrain, avec lesquels il est en contact : des militaires tutsi, des Interahamwe ou FDLR... »

Denis Mukwege va plus loin. Il estime qu'« *il ne s'agit pas seulement de brutalité à l'état pur. Dès 2002, alors que les villages du Sud-Kivu se vidaient, que les populations éperdues se réfugiaient en forêt ou essayaient de s'abriter dans les villes, j'ai commencé à analyser les blessures des femmes qui se présentaient à ma consultation. Certaines d'entre elles avaient le clitoris sectionné, les seins coupés, d'autres avaient été mutilées par des lames de rasoir, des coups de feu tirés dans le vagin, des brûlures, des coups de baïonnette. Comme si leurs bourreaux manifestaient une véritable haine à l'encontre de l'appareil génital de la femme ! Il n'y avait aucun désir de jouissance, rien d'autre que la destruction...* »

À ces gestes de barbarie s'ajoutaient des actes d'une cruauté inouïe. « *Un jour, on me présenta à l'hôpital une femme qui semblait avoir perdu la raison. Lorsqu'elle se mit à raconter ce qu'elle avait vécu, nous avons eu du mal à réaliser de quoi elle parlait. Elle tentait de nous dire qu'à la suite d'un raid d'hommes armés sur son village, ses quatre enfants avaient été emmenés. Elle-même avait dû suivre, considérée comme une prisonnière, une esclave sexuelle. Peu de temps après l'enlèvement, on lui présenta un plat étrange, qu'elle fut forcée d'avalier. À la fin, ses geôliers lui déclarèrent qu'on lui avait fait manger... trois de ses propres enfants !*

Comment expliquer de tels actes ? Je crois que le seul but était de faire régner la terreur. Des histoires comme celle-là, toutes les familles se les

racontent et le message passe : si vous ne respectez pas ce que l'on vous impose, voilà ce que vous devrez subir ! Après une aussi terrible leçon, les gens, terrorisés, sont incapables de réagir et de se défendre... »

Tous les récits recueillis par le gynécologue se ressemblent : la plupart des femmes ont été violées par plusieurs hommes d'affilée, trois ou quatre en moyenne. Nombre d'entre elles ont été emmenées en forêt, esclaves sexuelles, porteuses de bagages, cuisinières... La plupart du temps, celles qui ont réussi à revenir se sont révélées porteuses du VIH Sida, contaminées par leurs ravisseurs.

Selon Mukwege, « une sorte de “réservoir de mort” a ainsi été créé dans la communauté car ces femmes sont condamnées à mourir, à petit feu. Leur affaiblissement touche aussi tout le groupe : bien souvent ces femmes sont rejetées par leurs maris respectifs, chassées du cercle familial. Celles qui, malgré tout, réussissent à regagner leur famille deviennent une charge. Chez nous en effet, c'est la femme qui nourrit la famille, qui en est le pilier central. Le développement du VIH Sida affecte donc les capacités économiques de la femme ainsi que ses facultés de reproduction. En outre, ces femmes atteintes d'affections sexuellement transmissibles qui leur ont été inoculées par le viol se transforment en véritables bombes à retardement... »

Observateur attentif de la vie villageoise, Mukwege sait aussi que « l'homme qui a assisté au viol de sa femme risque de devenir impuissant lui-même, frappé de dépression, incapable non seulement de travailler mais aussi de se reproduire... Même si les hommes ont été épargnés, ils ne peuvent plus contribuer au renouvellement de la population. Ils sont donc victimes d'une sorte d'arme démographique : toute guerre vise, in fine, à réduire votre ennemi sur le plan du nombre. Ici, la destruction est opérée au moyen du sexe. Et cela marche... Hyper bien. »

Le médecin poursuit sa réflexion : « Dans les guerres classiques, ce sont les hommes, et eux seuls, qui vont au front et qui meurent. Lorsque les femmes restent à l'arrière, au village, elles continuent à faire des enfants,

avec les hommes qui restent. Même lorsque tout un groupe d'hommes tombe dans une embuscade, les femmes finissent par faire leur deuil, et par la suite, la vie recommence, elles peuvent à nouveau se trouver enceintes. Mais si vous détruisez les femmes, vous menacez la société toute entière. Il s'agit là d'une stratégie, tellement systématique que je ne peux y voir l'effet du hasard... » Mukwege assure que ses soupçons ont été confirmés par les travaux d'une chercheuse hollandaise : « Alors qu'elle demandait aux combattants pourquoi ils violaient de manière aussi systématique, ils lui répondirent qu'ils obéissaient à des ordres ! »

À Mukwege lui-même, un militaire avait un jour rétorqué : « Moi, quand je reçois l'ordre du chef, même s'il s'agit de tuer ma mère, je l'exécute... » La conclusion du médecin est claire : « Il s'agit bien d'une guerre dirigée contre les femmes. Et, indirectement, contre les hommes : humiliés par des viols qui ont eu lieu en public, réduits à l'impuissance, il est souvent arrivé que les maris, se voyant incapables de protéger leurs épouses, choisissent de quitter le village, de tout abandonner... Des villages entiers se sont ainsi vidés de leur population... Il faut savoir que l'homme qui a assisté au viol de sa femme ou de son enfant aura lui aussi un comportement pathologique. Une fois qu'il aura tourné le dos au village, à sa famille, que fera-t-il, où ira-t-il ? Tentera-t-il de valoriser sa masculinité à n'importe quel prix ? Ou se résignera-t-il à l'impuissance ? »⁴

Constatant que les combattants tutsi liés au Rwanda – qu'il s'agisse du RCD-Goma ou plus tard du CNDP⁵ – autant que les rebelles hutu de l'ALIR⁶ ou des FDLR s'en prennent tous avec la même volonté de destruction à la population congolaise, le médecin revient, de manière lancinante, sur la même question : « J'ai parfois le sentiment que tous ces groupes veulent atteindre le même but, avec des méthodes différentes. Qu'il s'agit des deux faces d'une même médaille, avec une motivation finale identique... Sans en avoir de preuve formelle, je me demande quelquefois si les instigateurs de tous ces crimes, aussi abominables les uns que les autres, ne sont pas finalement les mêmes... La grande question que je

continue à me poser demeure : y a-t-il quelqu'un derrière tout cela, et si oui, qui cela pourrait-il être ? »

À l'instar de nombre d'observateurs, Mukwege ne peut que constater que, malgré les guerres, les traques, les poursuites, les FDLR semblent indestructibles, appelées sans cesse à renaître.

« L'AFDL, en 1996, a été créée dans le but de démanteler les camps de réfugiés et de traquer les combattants hutu qui continuaient à menacer le Rwanda. Deux ans plus tard, le Rassemblement congolais pour la démocratie a été mis sur pied dans le même but : sécuriser la frontière du Rwanda, éliminer les combattants hutu qui se trouvaient encore au Kivu. De 1998 jusque 2002, le RCD et ses alliés rwandais ont été tout puissants dans l'Est du Congo, ils avaient les mains libres... Même après le retrait officiel de l'armée rwandaise, en 2002, après l'intégration des militaires du RCD au sein des forces gouvernementales, les groupes de combattants hutu n'ont pas été délogés de leurs sanctuaires. »

Les doutes de Mukwege sont partagés par tous ceux qui tentent de suivre la situation au Kivu. En 2002 déjà, nous avons recueilli à Bukavu des témoignages troublants : un militaire se souvenait d'avoir escorté un combattant hutu jusqu'à la frontière et d'avoir, trois mois plus tard, retrouvé le même homme dans un carré minier ; un curé de paroisse avait identifié, à plusieurs reprises, des hommes qu'il était certain d'avoir vu traverser la frontière pour être remis entre les mains des autorités rwandaises... À plusieurs reprises, entre 2002 et 2012, nous avons interrogé les officiels rwandais sur le nombre de combattants hutu demeurant au Congo, et les chiffres ont toujours été fluctuants : dans les périodes de détente, le président Kagame assurait qu'ils ne représentaient plus un danger pour son pays et que leur nombre total ne dépassait pas les 10 000 hommes. En d'autres occasions, ce chiffre passait soudain à 40 ou 50 000 combattants et le danger qu'ils représentaient justifiait soudain un « droit de regard » rwandais sur une frontière qu'il importait de sécuriser à tout prix...

De 2009 jusque 2012, les observateurs onusiens et les responsables congolais comme le ministre des Affaires étrangères Raymond Tshibanda, ont considéré que les opérations conjointes menées par les armées du Congo et du Rwanda, ont réduit à « moins de mille hommes » les combattants hutu encore opérationnels et qu'ils ont été dispersés en petits groupes, qui ne représentent plus une menace réelle pour le pays voisin.

Cet optimisme s'est effondré dès que les relations se sont à nouveau durcies entre Kigali et Kinshasa, et il a à nouveau été question de milliers de combattants hutu déployés au Nord et au Sud-Kivu...

Comme la plupart des Kivutiens attentifs, Mukwege pose crûment la question de l'existence de « faux Interahamwe ». Des hommes qui, après leur rapatriement, seraient renvoyés au Congo. Le médecin interroge : *« Combien de fois n'ai-je pas suivi les reportages de Radio Okapi⁷, qui donnait les chiffres du retour, volontaire ou non de Hutu au Rwanda. Ils étaient des milliers... Or, au Rwanda, il est certain que la frontière est parfaitement contrôlée. J'en conclus donc que si des gens reviennent, c'est qu'on les laisse passer. Il s'agit d'un phénomène qui s'entretient... D'où mon intime conviction : officiellement, le Rwanda n'est plus présent au Congo, mais il a laissé des hommes sur le terrain, avec lesquels il est en contact : des militaires tutsi, des Interahamwe ou FDLR... Ils évoluent au Kivu, maintiennent une certaine insécurité, participent à l'exploitation des minerais... Il faudrait aussi analyser toute la chaîne de commandement. »*

En 2012, des enquêteurs de la Mission des Nations unies au Congo devaient publier un rapport dont les annexes confirmaient les présomptions du médecin de Bukavu. À la grande fureur de Kigali, qui multiplia les démentis, les experts assurèrent que d'anciens combattants FDLR, ramenés et démobilisés au Rwanda, avaient été recrutés pour renforcer la nouvelle rébellion du M23 puis renvoyés au Congo !

Une armée de bric et de broc

« On pourrait laisser les Casques bleus au Kivu, comme observateurs, mais leur budget et leurs effectifs devraient être diminués de moitié. »

Ses soldats, héritiers des anciens rebelles du RCD, ont gardé leurs pratiques d'autrefois... Quant aux officiers, plus forts que jamais, ils participaient au trafic de minerais et s'enrichissaient grâce à des réseaux mafieux. Si les rebelles hutu sont considérés comme les plus cruels ennemis des femmes du Kivu, les Forces armées congolaises sont souvent accusées elles aussi de pratiquer le viol, de piller les populations civiles. Mukwege ne s'étonne pas : « *Je me demande si une armée congolaise digne de ce nom existe vraiment... Le Président dispose d'une garde présidentielle destinée en premier lieu à le protéger lui-même.* » En réalité, le mauvais comportement de l'armée congolaise est le résultat d'une longue histoire. Il est plus facile de blâmer les dirigeants d'aujourd'hui, de les accuser de ne pas tenir leurs troupes que d'évoquer les conditions dans lesquelles la paix fut conclue en 2002.

Qui se rappelle encore que le Congo de Laurent-Désiré Kabila, attaqué par ses anciens alliés en 1998, subissait un embargo sur les armes, décrété du temps de Mobutu, mesure qui n'a toujours pas été levée ? Auparavant, l'armée zaïroise s'était effondrée devant les rebelles de l'AFDL, en partie à cause de sa désorganisation et de la gabegie du système Mobutu mais aussi parce que, dès 1990, à la suite du massacre des étudiants sur le campus de l'université de Lubumbashi, toutes les coopérations occidentales avaient quitté le pays. La coopération militaire belge en particulier, qui jouait un rôle prépondérant, avait quitté le pays en catastrophe, soldant les armes, les ordinateurs, les locaux et une expertise que, depuis 1960, elle n'avait jamais cessé de prodiguer à l'ancienne Force publique...

Qui se souvient de la « formule magique » des accords de paix conclus dans la ville sud-africaine de Sun City en 2002 ? Ces accords n'aboutirent pas seulement à la formule « un plus quatre » (où le chef de l'État acceptait de partager le pouvoir avec quatre vice-présidents dont deux étaient issus des anciens mouvements rebelles, le RCD-Goma et le MLC de Jean-Pierre Bemba). Ils couchèrent aussi sur le papier le principe de l'intégration dans l'armée de toutes les forces belligérantes, avec en contrepartie le départ de toutes les troupes étrangères présentes sur le territoire à savoir le Rwanda,

l'Ouganda, le Burundi – pudiquement appelés « non invités » – mais aussi le Zimbabwe et l'Angola, qui appuyaient les forces gouvernementales.

Non seulement la nouvelle armée, issue de ce principe d'intégration se révéla pléthorique (plus de 300 000 hommes déclarés, dont des « fantômes », des soldats morts ou inexistantes et dont les chefs revendiquaient la présence pour percevoir et empocher leur solde...), mais elle dut aussi intégrer de nombreux criminels de guerre, ainsi que plusieurs dizaines de milliers de soldats étrangers. Les experts des Nations unies ayant enquêté sur le pillage systématique des ressources naturelles et l'exploitation illégale des autres richesses de la RDC estiment que de 35 000 à 50 000 soldats étrangers ont ainsi intégré les forces armées congolaises. Ces soldats non congolais, qui avaient collaboré avec les envahisseurs rwandais et ougandais, combattus dans les rangs des Mai-Mai, participé à de nombreux massacres, se retrouvèrent à tous les niveaux de pouvoir – jusqu'au sommet de l'état-major –, assurés d'une sorte d'impunité contractuelle.

Depuis des années, Mukwege côtoie l'armée congolaise et constate, comme tant d'autres, que les militaires sont les plus misérables de ses concitoyens : « *L'armée, au début, ce n'était que l'addition de tous ces groupes armés, dépourvus de formation et de salaire. Ils vivaient avec femmes et enfants dans des tentes, supportant des conditions infra-humaines. Comment peut-on demander à ces gens-là, démunis de tout, qui ont pratiqué la violence durant des années, de se transformer soudain en protecteurs des populations civiles ?* »

Le médecin, poussé par son indignation, se hasarde sur des terrains délicats : « *La Mission des Nations unies au Congo, forte de 18 500 hommes, qui dispose d'un budget annuel de 1,2 milliard de dollars, se contente surtout de faire de l'observation. On pourrait laisser les Casques bleus au Kivu, comme observateurs, mais leur budget et leurs effectifs devraient être diminués de moitié. Les moyens ainsi dégagés pourraient alors être octroyés à l'armée congolaise.* »

Développant une idée qui trouva un début d'application du temps où Chikez Diemu était ministre de la Défense et obtint le soutien de son homologue belge d'alors, André Flahaut, Mukwege suggère que les militaires, soustraits au contact avec les civils et cantonnés à l'extérieur des villes puissent se reconvertir dans l'agriculture. *« La première année, soutenus financièrement, ils seront encouragés à cultiver du riz et des haricots. Je vous assure que si un soldat constate qu'il peut obtenir dix tonnes de paddy et gagner 6 000 dollars par an, il ne tardera pas à vouloir quitter l'armée. Il faudrait créer des coopératives pour les militaires, les reconvertir dans des activités productives, leur donner des tracteurs. Ce serait mieux que de faire des barrages sur les routes, que de piller des villages... Il est dommage que dans un pays tel que le Congo, il faille toujours compter sur le Programme alimentaire mondial, qui distribue des aliments qui pourraient parfaitement être produits sur place. On pourrait aussi proposer aux militaires d'entretenir les routes. Moi, de tous ces gens, je ferais des cantonniers, de petits agriculteurs, des entrepreneurs... Pour mettre sur pied une armée réellement performante, il faut repartir à zéro avec des jeunes. Changer leur mentalité, leur inculquer le devoir de protéger les civils... »⁸*

Ayant fonctionné vaille que vaille en 2002 et permis d'aboutir à un accord de paix, le même principe – l'intégration des groupes rebelles et l'octroi de l'amnistie –, fut par la suite mis en oeuvre à plusieurs reprises. C'est ainsi que de nombreux groupes maï-maï se retrouvèrent dans l'armée, dotés d'un fusil et d'un uniforme. Mukwege s'en inquiète : *« On intègre des combattants, mais sans prévoir de prise en charge psychologique ou sociale. Et quand les soldats n'ont rien à manger, ce sont les femmes qui paient. Il faut le dire, l'armée congolaise elle aussi se comporte mal, les soldats commettent des viols. Comment s'en étonner ? Si un jeune a violé, alors qu'il se trouvait dans un groupe armé, il fera encore de même lorsqu'il sera devenu militaire... Les habitudes persistent. Dans les groupes armés, on disait aux recrues : "Avec le fusil que nous vous donnons, vous pouvez avoir tout ce que vous voulez..." Devenus militaires, insuffisamment payés, vivant dans des conditions misérables, pourquoi ces gens*

changeraient-ils de comportement ? Plus on intègre dans l'armée des gens sans formation, sans encadrement, plus on met le ver dans le fruit... »

Des années plus tard, parcourant le Congo en 2012, le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders devait résumer la situation de façon lapidaire : *« En intégrant les indisciplinés, on finit par intégrer l'indiscipline elle-même... »* En 2008 encore, ce principe d'intégration permit d'aboutir à une solution politique, négociée entre les présidents Kabila et Kagame. À l'époque, Laurent Nkunda, un Tutsi né à Miringi dans le Nord-Kivu ne menaçait pas seulement de s'emparer de Goma, il rêvait de faire basculer le régime de Kinshasa.

En 2003, Nkunda, qui avait participé à tous les faits d'armes du Front patriotique rwandais depuis 1990, combattu lors de la première guerre du Congo puis rejoint le RCD-Goma, avait, en principe, accepté d'être réintégré, à l'instar d'autres rebelles, au sein de l'armée congolaise. Nommé colonel, puis général de brigade, en dépit de ses nombreux crimes (recrutement d'enfants soldats, massacres à Kisangani), il avait cependant refusé de se rendre à Kinshasa. Moins par crainte d'y être rattrapé par la justice internationale que pour défendre, au Kivu, les intérêts de sa communauté et, plus largement, ceux du voisin rwandais. En 2004, alors qu'il gardait sous ses ordres une petite armée composée de soldats tutsi aussi bien congolais que rwandais, Nkunda était descendu sur Bukavu, prêtant main forte à d'autres révoltés conduits par le commandant Jules Mutebutsi, qui avait tenté d'assassiner le général Prosper Nyabolwa, chef de la 10e région militaire. À l'époque, les hommes de Nkunda avaient pénétré dans Bukavu, sans que la MONUC s'y oppose.

Mukwege s'en souvient avec amertume : *« Lors de cette attaque, des dizaines, voire des centaines de femmes ont été violées, en particulier au coeur de la ville, dans le quartier de Nguba. Mais de toutes celles-ci, quelques dizaines seulement se sont présentées à l'hôpital. Par la suite cependant, plus de 2 000 d'entre elles sont venues me consulter car elles souffraient de problèmes gynécologiques. En réalité, ces femmes, à l'instar des villageoises, avaient honte de ce qui leur était arrivé. Elles préféraient*

se taire et observer leur corps. Les familles non plus ne soufflaient mot, ne portaient pas plainte, se contentant de voir le médecin au fur et à mesure que se posaient les problèmes. C'est pour cela que je suis bien incapable de dire, en voyant les femmes qui se présentent à la consultation, combien d'entre elles ont été victimes de viols. Lorsque c'est possible, elles choisissent de ne rien dire... »

Après son incursion manquée à Bukavu, Laurent Nkunda, ayant regagné son fief du Masisi, avait continué à défendre ses compatriotes rwandophones et plus largement, à servir de courroie de transmission pour les intérêts du Rwanda. Les rangs de son mouvement, le CNDP, avaient été étoffés par de jeunes démobilisés de l'armée rwandaise. La principale responsabilité du mouvement était de former une sorte de « cordon sanitaire » le long de la frontière, afin de protéger le Rwanda de toute incursion des rebelles hutu.

Jusqu'à la rupture de 2008, les troupes de Nkunda avaient accepté le « mixage » au sein de l'armée congolaise⁹. Cette formule permit à ces hommes de percevoir (même irrégulièrement) une solde payée par Kinshasa, mais sans devoir passer par des camps de regroupement dispersés à travers tout le pays. Autorisés à demeurer au Kivu, à proximité de la frontière rwandaise, certains de ces officiers contrôlaient aussi l'accès aux carrés miniers et surveillaient la frontière, fermant les yeux sur le passage de certains convois nocturnes.

En 2008, les victoires militaires de Nkunda s'étaient accompagnées de nouveaux massacres, à Kiwandja entre autres, à tel point que la communauté internationale, et le président américain Barack Obama, récemment élu, s'en étaient émus et avaient décidé de faire pression sur Kigali.

Négocié au plus haut niveau¹⁰, un accord de paix entre Kigali et Kinshasa avait modifié la donne dans la région : Nkunda avait été retiré du théâtre des opérations et placé en résidence surveillée à Kigali. Son adjoint Bosco Ntaganda, le remplaçant à la tête du CNDP, était devenu le numéro deux

des opérations militaires menées par les forces congolaises dans la province du Nord-Kivu.

Depuis lors, le général Bosco Ntaganda a participé aux diverses offensives menées contre les rebelles hutu et joué un rôle dans la pacification des provinces de l'Est. Cependant, ses soldats, héritiers des anciens rebelles du RCD, ont gardé leurs pratiques d'autrefois : brutalités à l'encontre des civils, viols et raptés d'enfants appelés à rejoindre les troupes. Quant aux officiers, plus forts que jamais, ils participaient au trafic de minerais et s'enrichissaient grâce à des réseaux mafieux.

La communauté internationale, qui avait béni depuis 2002 le principe de l'impunité, a fini par s'émouvoir de la présence de Bosco Ntaganda, dit « Terminator », à la tête des forces gouvernementales au Kivu et, à cor et à cris, a réclamé qu'il soit arrêté et transféré devant la Cour pénale internationale. Début 2012, les menaces pesant sur Bosco Ntaganda, et surtout la volonté de Kinshasa d'abolir l'« armée dans l'armée » que représentaient ses troupes de l'ex-CNDP, menèrent à une nouvelle mutinerie, celle du Mouvement du 23 mars dit M23 : des officiers, une fois de plus soutenus par le Rwanda, réclamèrent le retour aux accords du 23 mars 2009, qui leur accordaient un statut particulier.

Contraints de consacrer l'impunité au fil des accords de paix successifs, les Congolais ont cependant entamé la réforme de leur armée, essayé d'imposer la discipline au sein des brigades dites intégrées, dont les effectifs comprennent certains des groupes rebelles. Petit à petit, des tribunaux militaires sont entrés en fonction ; des militaires, dont trois sortis des rangs de l'ex-CNDP, ont été condamnés à Rutshuru à la peine de mort. À Goma, nous avons visité la prison de la ville, peuplée essentiellement de militaires en attente d'être jugés. Nombre d'entre eux reconnaissent avoir commis des viols et savaient que la nouvelle loi sur les violences sexuelles allait s'appliquer dans toute sa rigueur.

La violence, comme une épidémie

Au fil des années cependant, Mukwege constate que la violence s'est diffusée à travers toute la société : « *Qui donc a pris en charge tous ces enfants soldats qui ont été démobilisés ? Lorsque des enfants ou des adultes sont passés par des groupes armés et qu'on les démobilise, ils sont réinjectés dans la société, sans aucun suivi. La récurrence est inévitable... Surtout lorsque les enfants voient que l'on continue à massacrer leurs parents, comment ne reprendraient-ils pas les armes ?* »

Observant ce qui se passe au Rwanda, Mukwege, sceptique à l'encontre tant de l'armée gouvernementale que des Casques bleus, souhaiterait que la population puisse prendre en main sa propre défense. « *Si au Rwanda, la sécurité règne, c'est parce que tout le monde redoute l'État et que les "local defense", les forces de défense locales, ont été créées.* » Au Kivu, des initiatives dans ce sens ont déjà été prises : « *La communauté de Luhwindja était régulièrement attaquée par les Interahamwe et par les Mai-Mai. Un jour, le frère du chef coutumier, Justin Mukuba Karhibahaza, déclara : "Du temps de nos arrière-grands-parents, lorsqu'un homme possédait une vache, il devait aussi avoir une lance, afin de pouvoir protéger cette richesse. Désormais, il est inacceptable que quelqu'un puisse venir se plaindre en disant qu'on est venu voler les vingt vaches qu'il possédait, sans qu'il ait pu faire quoi que ce soit..." Justin a alors proposé que chaque éleveur vende une de ses vaches et s'achète une arme pour pouvoir se défendre. Les gens ont considéré que la lance de l'époque moderne, c'est la Kalachnikov et chacun s'en est acheté une. Lorsque les Interahamwe ont attaqué le village, les coups de feu ont crépité de partout. Depuis lors, Luhwindja vit en sécurité...* »

Mukwege poursuit : « *Lorsque le gouverneur Kantintima est venu dans mon village de Kaziba, il a dit aux jeunes gens qu'ils devaient avoir les moyens de se défendre. Des garçons ont alors été entraînés et armés et lorsque, par deux fois, les Interahamwe ont attaqué, ils ont été repoussés. Depuis lors, le calme est revenu à Kaziba, le viol des femmes a cessé, elles sont protégées... Le but des forces de défense locales devrait être de responsabiliser les gens par rapport à leur propre communauté. Il ne faut*

évidemment pas laisser ces forces livrées à elles-mêmes, ce qui pourrait être dangereux ; il faut que l'État encadre tout cela, que dans chaque village un policier soit chargé d'assurer la sécurité, en accord avec les forces locales qui peuvent l'aider à localiser les suspects. Au Rwanda, cela fonctionne, les forces de défense locales ont ramené la paix et la sécurité, elles ont permis d'empêcher toutes les velléités de guerre entre Hutu et Tutsi. Si cette formule a réussi au Rwanda, pourquoi ne pas la mettre en oeuvre au Congo ? L'exemple de Luhwindja et de Kaziba prouve que ce serait possible... »

Mouna Murhabazi, en première ligne

Désireux de briser le cycle de la violence et de contribuer à la démobilisation des jeunes, l'hôpital de Panzi collabore étroitement avec des ONG locales comme le BVES (Bureau des volontaires pour l'enfance et la santé), qui récupère les enfants issus des groupes armés et s'efforce de les resocialiser. Formé en sciences médicales à Bukavu, Mouna Murhabazi, depuis 1989, s'est consacré à la défense du droit des enfants. En 1994, lorsque les Hutu du Rwanda ont traversé la frontière, il s'est retrouvé en première ligne. À l'époque, il s'efforçait de convaincre les miliciens interahamwe qui contrôlaient les camps de lui confier les enfants mineurs, afin qu'ils puissent être rapatriés au Rwanda. Il s'occupa ensuite des *kadogos* démobilisés, ces enfants soldats recrutés en nombre lors de la première et de la deuxième guerre du Congo.

De nos jours encore, lorsqu'un groupe armé accepte de rendre les armes, que les adultes se préparent à retrouver la vie civile ou à rejoindre les rangs de l'armée congolaise, c'est Murhabazi que la MONUSCO¹¹ ou les agences des Nations unies appellent en premier lieu. Lui-même ou l'un des 250 volontaires de ses équipes se rendent alors en forêt ou dans les montagnes et y récupèrent les mineurs découverts au milieu des hommes en armes : des filles qui ont été enlevées et sont considérées comme les « femmes » ou plutôt les esclaves des combattants, des garçons qui, à moins de douze ans, ont déjà l'expérience des armes et ont frôlé ou donné la mort. Ces jeunes sont alors ramenés vers Bukavu, dans les deux centres d'accueil, pour filles

ou pour garçons. Dès leur arrivée, de manière très symbolique, Mouna et ses compagnons commencent par remplacer par des vêtements neufs et propres les uniformes ou les hardes imprégnées de guerre et de souffrance. Après que ces vieux habits ont été brûlés en présence de tous, une nouvelle vie peut commencer. Les jeunes passent six mois dans les centres de Mouna, avant d'envisager une réinsertion à plus long terme dans la vie civile.

Dans le centre réservé aux garçons, au centre de Bukavu, la coexistence est quelquefois problématique entre des jeunes issus de groupes armés différents, qui, quelques jours avant leur démobilisation, se combattaient encore. À plusieurs reprises, lorsque la guerre menaçait de se rallumer, nous avons vu le directeur intervenir pour bloquer la fuite de jeunes désireux de rejoindre leur communauté et de reprendre les armes, ou pour empêcher que la guerre soit transposée à l'intérieur même du centre.

Avec ses maisonnettes serrées sur les contreforts de la colline, ses escaliers en pente raide et ses tôles sur lesquelles crépite la pluie, le centre d'accueil des filles a moins belle allure que l'hôpital de Panzi. Dans des dortoirs encombrés de lits superposés, une cinquantaine de filles sont logées en permanence tandis que 350 autres jeunes filles, que des familles de Bukavu ont accepté d'héberger, viennent chaque soir étudier, apprendre la couture, s'entretenir avec une psychologue ou, tout simplement, se retrouver au calme et évacuer les tensions.

Dès leur arrivée dans le centre, les filles sont envoyées immédiatement à Panzi, pour y subir un examen gynécologique gratuit. Bora, seize ans, est l'une d'entre elles. Originnaire de Mwenga, elle a été emmenée dans la forêt par des hommes armés qui parlaient le kinyarwanda. Ils l'ont battue, violée, réduite en esclavage. Elle lavait leurs vêtements, portait leurs paquets. Son fils, Moïse, est né dans la forêt et lorsqu'elle a réussi à fuir, il était son seul bagage. Aujourd'hui à l'abri, la petite, qui suit des cours de coupe et couture, nous montre avec fierté le bébé joufflu et assure qu'elle ignore l'identité du père. Muna soupire : « *Qui va payer ses études par la suite ? Quelle sera sa vie ?* » En effet, lorsque des filles violées ont gardé leur

bébé, elles ont peu de chances de trouver un mari dans le milieu traditionnel. Bien souvent, les hommes qui accepteraient de les épouser assurent qu'ils sont prêts à vivre avec la mère, mais pas avec l'enfant...

Prenant le relais de l'accueil « de première ligne » pratiqué par le BVES, d'autres ONG congolaises, comme Diobass, tentent de réinsérer dans le milieu des jeunes sortis des groupes armés. Ceux-ci reçoivent une formation professionnelle, mais Diobass tente surtout de les resocialiser, de leur permettre de retrouver leur place dans la communauté, par exemple en leur permettant d'effectuer des travaux d'intérêt commun. À Goma, le centre Don Bosco, soutenu en Belgique par l'association « En avant les enfants », a déjà accueilli des milliers de ces jeunes démobilisés : non seulement ils ont appris un métier mais aussi, un petit capital de départ leur a permis de se lancer comme menuisiers ou électriciens.

1. La Marche mondiale des femmes (MMF) est un mouvement mondial d'actions féministes qui rassemble des groupes et organisations de terrain. Son objectif est d'éliminer les causes de la pauvreté et de la violence envers les femmes.
2. Littéralement « ceux qui combattent ensemble », nom de la milice qui a joué un rôle essentiel lors du génocide rwandais.
3. Même si c'est de Bukavu que sont partis, en 1994, les premiers témoignages sur le génocide des Tutsi, il est vrai aussi que certains prêtres et missionnaires, expatriés surtout, ont gardé à l'égard du Rwanda les schémas des années 1960 et ne craignent pas de tenir des propos marqués par une sorte de méfiance atavique, voire de détestation à l'encontre des Tutsi, sentiments qui se sont évidemment reportés sur le FPR et le régime de Kigali.
4. Il est d'ailleurs regrettable que la souffrance bien réelle des hommes, humiliés en public et quelquefois sexuellement abusés eux aussi, trouve moins d'écho auprès de l'opinion internationale et partant, moins de structures d'entraide et d'écoute.
5. Conseil national pour la défense du peuple, de Laurent Nkunda.
6. Armée pour la libération du Rwanda.
7. La radio mise sur pied par la Mission des Nations unies au Congo.
8. Il fallut attendre l'été 2012 pour que le Premier ministre congolais, Matata Mponyo Mapon, compte tenu du manque de fiabilité des forces congolaises, soit chargé par le chef de l'État de recruter des jeunes afin de former des troupes d'élite dépourvues de tout passé.
9. Au contraire du « brassage » jusqu'alors pratiqué, le « mixage » autorisait les hommes de Nkunda à rester groupés, sous l'autorité de leurs chefs, qui se virent confier d'importantes responsabilités militaires dans l'Est du pays.
10. Par le chef d'état-major rwandais James Kabarebe, le général John Numbi, inspecteur principal de la Police nationale congolaise, et le conseiller Katumba Mwanke, député du Nord-Katanga, qui allait trouver la mort dans un accident d'avion à Bukavu en mars 2012.
11. En 2010, la MONUC a été rebaptisée Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO).

7. LES FEMMES DE PANZI

Au début des années 2000, alors que le Nord et le Sud-Kivu étaient encore occupés par les forces rwandaises et leurs alliés du RCD, nous avons rencontré pour la première fois le Dr Mukwege à Panzi. L'hôpital de brique, qui tranchait à peine sur la terre rouge, se résumait à une enfilade de salles, sur un seul étage. Des femmes, par dizaines, avaient traîné leur matelas ou leurs quelques hardes dans les couloirs. Elles attendaient qu'un lit se libère, que la date d'une hypothétique intervention leur soit précisée. Mukwege, à l'époque, travaillait dix-huit heures par jour, et son tablier vert semblait déteindre sur son visage épuisé.

Parfois le personnel lavait les couloirs à grandes eaux, le savon moussait, l'air soudain semblait s'alléger. Mais la plupart du temps, une odeur tenace pesait sur Panzi, une sorte de remugle auquel on finissait par s'habituer. Un jour, on nous dirigea tout au fond de l'hôpital, vers une sorte de grange meublée de tables et de bancs de bois. Des femmes bavardaient, ou demeuraient prostrées, la tête entre les mains. D'autres dormaient, la joue sur la table. Leurs pagnes étaient propres, leur foulard bien ajusté. Cependant une odeur pestilentielle imprégnait l'atmosphère, le personnel ne s'approchait qu'avec réticence de ce pavillon maudit. C'est là que les femmes atteintes de fistule attendaient d'être examinées, puis opérées par Mukwege.

Dans la région, le nom est rarement prononcé, mais on sait que la fistule traumatique vésico-vaginale ou recto-vaginale désigne la perforation de la membrane qui sépare le vagin de l'appareil urinaire ou digestif. Elle est responsable d'écoulements vaginaux d'urine ou de selles et à Panzi, lorsque ces femmes se déplaçaient, un sachet de plastique leur battait les hanches.

Elles avaient quitté leur village pour atteindre cet hôpital qui représentait leur dernier espoir. Toutes leurs histoires se ressemblaient : dans leurs familles respectives, elles ne pouvaient plus participer aux activités quotidiennes, elles étaient tenues à l'écart de la vie sociale, considérées comme des pestiférées, rejetées par leur mari. Mukwege se souvient avec

accablement de cette époque : « Lorsque j'ai vu arriver les premières femmes dont le vagin avait été déchiré au couteau, à la baïonnette, explosé d'un coup de feu, je me suis senti terriblement démuni. En France, j'avais appris la chirurgie par voie vaginale, et lorsque je me trouvais devant un vagin endommagé, je savais comment procéder à la reconstruction. Mais l'opération était terriblement lente, hasardeuse, elle pouvait prendre trois ou quatre heures. Tôt le matin je me rendais à Panzi, j'opérais durant des heures et je rentrais en fin de soirée, épuisé... C'était vraiment lourd à porter et, comme je travaillais seul, j'étais débordé. »

Garder une certaine distance

Du matin au soir, le chirurgien était plongé dans l'horreur, car les femmes lui racontaient par le menu les atrocités qu'elles avaient subies. Bien souvent, obligées de se taire dans leur milieu, c'était la première fois, devant cet inconnu au regard bienveillant, qu'elles pouvaient se libérer en racontant leur histoire. « *Psychologiquement, c'était très dur. Au début, pour les 600 premiers cas, je me suis efforcé, non seulement d'écouter, mais aussi d'écrire les récits de ces femmes. Je tentais aussi de me documenter pour savoir ce qui s'était réellement passé. Mais à la fin, je me suis rendu compte que, plus j'écoutais, plus j'étais moi-même perturbé. Le fait de me trouver en trop grande empathie avec ma patiente m'empêchait de faire librement mon travail... Lorsque j'opérais, j'avais tellement peur d'échouer que je m'en trouvais bloqué... J'étais devenu à la fois malade et soignant. Une fois rentré chez moi, je passais des nuits sans dormir. Je pensais sans arrêt aux opérations réalisées, aux cas rencontrés... J'en ai conclu qu'il était préférable que je n'entre pas dans l'histoire de ces femmes, car j'en étais trop affecté et j'ai décidé de me limiter volontairement aux actes techniques.* »

Des psychologues ont alors été engagés à Panzi, afin d'écouter les femmes blessées, d'entamer une thérapie. À cette même époque, au centre Olame, dépendant du BDOM (Bureau diocésain des oeuvres médicales), Mathilde Muhindo et Marie-Noëlle Cikuru vivaient la même expérience. Elles aussi accueillait des femmes blessées, atteintes de la fistule et après

les premiers soins, la première écoute, envoyaient les victimes vers Mukwege, considéré comme l'ultime recours. Lors des consultations du centre Olame, nous avons vu maintes fois des femmes au regard humble, qui, tête baissée, attendaient durant des heures d'être reçues. Mathilde et ses adjointes les écoutaient, les orientaient et, à la fin, leur proposaient un petit cadeau : un savon parfumé, un joli foulard, offert par des amies suisses. *« Ce n'était pas grand-chose, se rappelle Mathilde, mais cela leur rendait un peu de coquetterie, leur rappelait qu'elles étaient des femmes. Et lorsqu'elles se coiffaient habilement du foulard neuf, je voyais, pour la première fois, revenir une ébauche de sourire... »*

En 2007, une équipe de la RTBF ¹, dirigée par Maryse Jacob, s'émut du sort des femmes de Panzi et décida elle aussi, à sa manière, de les aider à retrouver un peu d'estime d'elles-mêmes : à la suite d'une collecte, dans les parfumeries de Bruxelles et auprès d'amis, ce sont d'immenses cartons remplis de savons, de produits de beauté qui furent acheminés vers le Sud-Kivu. Futilités ? Peut-être. Mais qui n'a pas vu le sourire des femmes de Panzi lorsqu'elles ouvraient les paquets ne sait rien de la coquetterie féminine, rempart contre le désespoir...

Débordé, épuisé, Mukwege décide finalement de faire appel à l'expertise étrangère. Il sait qu'en Afrique, il n'existe qu'un seul centre spécialisé dans la réparation des fistules, en Éthiopie. Il fait le voyage à Addis-Abeba, invite des spécialistes éthiopiens à séjourner à Panzi, pour dispenser une formation aux praticiens congolais. Peu à peu, l'équipe locale s'étoffe : *« À Panzi, après avoir été formé par les Éthiopiens, j'ai transmis à mon tour leur savoir et leur expertise à plus de quarante médecins et j'en ai gardé huit auprès de moi. J'ai formé essentiellement des Congolais, qui ont été envoyés dans divers endroits du Kivu, mais des Camerounais et d'autres Africains ont également participé aux travaux. »* Le Dr Tina Amisi, une petite femme énergique, dirige désormais le programme fistule à Panzi. Son programme, « Fistula Aid », est soutenu par la coopération américaine.

En douze ans, la section de Panzi réservée aux femmes en attente d'une opération de la fistule a bien changé. Les salles sont propres, aérées, les

femmes qui ont été opérées passent deux semaines sous surveillance post-opératoire. Mais le Dr Tina se garde bien de pavoiser : « *Nous manquons toujours d'un respirateur à oxygène et nombre de femmes, qui souffrent de malnutrition, risquent des septicémies car elles ne résistent pas au choc septique.* »

Dans le couloir, une petite fille trébuche sur des chaussures roses à hauts talons. Elle s'accroche à la blouse blanche du Dr Tina, qui nous explique que « *sa mère vient d'être opérée et la petite, qui ne veut pas la lâcher, dort en dessous de son lit... Elle n'a pas d'autre endroit où aller...* »

Le Dr Tina Amisi n'ose pas assurer que la situation s'est améliorée : « *Le nombre de femmes qui souffrent de problèmes de fistule demeure à peu près constant. Cependant, les femmes dont le vagin a été détruit à la suite de viols représentent désormais une minorité des patientes ; la plupart des cas sont des fistules obstétricales, dues à des accouchements prématurés ou difficiles. N'oubliez pas qu'au Kivu, les filles se marient trop jeunes, alors qu'elles ne sont pas encore formées, et qu'elles consultent trop tard...* » Le Dr Tina revient du Kasai-Oriental, où elle souhaite étendre son projet : « *J'ai examiné 138 cas et j'en ai ramené 48 ici, à Panzi. Le principal problème qui se pose là-bas est celui de l'accès aux soins. L'équipe de Panzi compte également se déplacer vers le Nord-Katanga, lui aussi ravagé par les groupes armés et envoyer deux groupes mobiles dans la province du cuivre.* »

Même si la situation s'améliore, le Dr Mukwege n'est pas à l'abri du désespoir : « *Il m'est arrivé trop souvent de réparer des femmes, de les guérir complètement, et de les voir revenir trois mois plus tard, violées à nouveau, détruites une fois de plus... L'autre jour encore, une femme qui avait été violée pour la troisième fois m'a crié que plus jamais elle ne retournerait à Bunyakiri. Elle préférerait rester à Bukavu, quitte à vivre dans la rue...* » Si, parallèlement à l'hôpital *Heal of Africa* installé à Goma, Panzi est devenu le point de ralliement des femmes blessées, mutilées, le Dr Mukwege souhaiterait décentraliser. C'est pourquoi il a créé une section de formation destinée à des infirmiers, des accoucheuses, des sages-femmes,

afin que ce personnel puisse, au plus tôt, être dispersé sur six zones de santé et accueillir les victimes en première ligne.

Pas de place pour l'amateurisme

« Il est important d'améliorer les soins de santé primaires dans toute la province, afin que ne soient envoyés à Panzi que les cas nécessitant des soins spécialisés. »

Dans un pays comme le Congo, la formation du personnel médical de base représente un défi essentiel. En effet, en plus des viols à répétition, les femmes risquent aussi d'être victimes d'interventions médicales inappropriées : dans une étude réalisée à Panzi sur 595 patientes, il apparaît que 17,1 % des fistules étaient la conséquence de complications résultant d'interventions antérieures, dont 71,1 % impliquaient une césarienne ou une hystérectomie (ablation chirurgicale de l'utérus) lors d'un accouchement. Des interventions chirurgicales maladroites peuvent entraîner des conséquences irréversibles : les chances de rétablissement complet diminuent lors de chaque opération, avec un taux d'échec cinq fois plus élevé après trois ou plusieurs interventions chirurgicales. De même, le risque d'une incontinence persistante, malgré une fermeture réussie de la fistule, triple après trois ou plusieurs opérations chirurgicales. Pour augmenter les chances d'une maîtrise totale de la miction, il faut donc que la première tentative de réparer une fistule soit réalisée par un spécialiste qualifié.

Le Dr Tina insiste sur la formation du personnel médical de première ligne : « *Une sage-femme qualifiée peut efficacement prévoir et prévenir les complications, y compris la fistule. Mais une césarienne mal effectuée peut provoquer une fistule et une intervention chirurgicale mal effectuée peut rendre cette dernière irréparable.* » C'est pourquoi Mukwege, qui a suscité beaucoup d'émules – de qualité inégale –, insiste : « *Le traitement de la fistule doit respecter le principe "d'abord ne pas nuire". Les bailleurs ne devraient pas financer des formations de réparation de la fistule qui ne répondraient pas aux exigences minimales.* »

En effet, l'attention internationale suscitée par la situation des femmes du Kivu, et les opportunités de financement qui en découlent, provoquent quelquefois des effets non souhaités, comme la multiplication d'initiatives menées par du personnel médical insuffisamment formé ou opérant trop rapidement. Les échecs de ces « amateurs » imprudents entraînent des conséquences irréversibles².

Soucieux d'assurer la relève, Mukwege dirige à Panzi un programme de formation spécialisée. Il considère que, pour traiter les cas simples, neuf mois de formation représentent un minimum et qu'il faut, par la suite, maintenir une pratique régulière afin de ne pas perdre les compétences. Mais surtout, il estime « *qu'il est important d'améliorer les soins de santé primaires dans toute la province, afin que ne soient envoyés à Panzi que les cas nécessitant des soins spécialisés* ».

Lauréat de nombreuses distinctions, Mukwege utilise l'argent reçu pour décentraliser les activités de Panzi : lorsque l'on circule au Sud-Kivu, à tout moment, même dans des villages reculés, on voit apparaître des panneaux qui annoncent qu'un dispensaire ou un centre de santé ont pu être construits grâce à l'un ou l'autre des financements ou des prix accordés au médecin. De Bukavu jusqu'à la frontière du Burundi, à Uvira, la zone Sud de la province est sillonnée par les « cliniques mobiles » qui partent de Panzi. L'équipe en déplacement se compose d'un médecin, d'une infirmière, d'une assistante sociale et d'un psychologue, et elle s'arrête dans les centres de santé de la région. Prévenues plusieurs jours à l'avance de l'arrivée de la clinique mobile, les femmes se rassemblent et exposent leur cas, avant d'être examinées par les différents membres de l'équipe.

À Katagote, au-delà des escarpements qui offrent une vue vertigineuse sur la rivière Ruzizi, nous avons pu visiter l'un de ces centres, au moment où l'équipe mobile y officiait. Un petit bâtiment propre, bien tenu. Les femmes y faisaient la file en bon ordre et l'infirmière principale, Kizito Nshombo, triait patiemment les patientes, sélectionnant les cas qui pouvaient être traités sur place et ceux qui exigeaient un transfert. Au Congo, l'accès aux soins de santé étant payant, l'assistance de Panzi a ses limites : seules les

affections gynécologiques sont prises en charge gratuitement. Kizito s'en désole : « *Pour les autres pathologies, le paludisme, les affections pulmonaires, nous sommes obligés de demander aux femmes de payer la consultation et le traitement.* » Pour tenter de résoudre ce problème, un système de mutuelle est actuellement en train de s'implanter dans la province, avec le soutien des Mutualités chrétiennes de Belgique et plus précisément de Tournai³.

L'équipe de la clinique mobile reste souvent plusieurs jours sur le terrain, car les patientes, venues de très loin, sont généralement plus nombreuses que prévu. L'équipe a aussi pour tâche de vérifier et améliorer la formation du personnel local, de lui donner des notions d'obstétrique afin qu'en attendant les prochaines consultations, les femmes puissent recevoir sur place les premiers soins.

Lors de notre passage à Katagote, la situation, en principe, était calme. Cependant, les militaires semblaient en alerte, les policiers étaient nerveux et les organisations humanitaires, qui passaient et repassaient sur la route dans leurs jeeps blanches, préparaient des plans d'urgence. C'est qu'une nouvelle opération, *Amani Kamilifu* (La paix durable) était annoncée. Il s'agissait, une fois de plus, de déployer l'armée dans la région afin de déloger les combattants hutu. Cette perspective inquiétait humanitaires et personnel médical, déjà soucieux des dégâts collatéraux. Prévenant le passage de militaires, les équipes du centre se tenaient prêtes à accueillir de nouvelles victimes.

Un climat d'insécurité qui persiste

Les médecins sont gênés de nous montrer les patientes étendues à trois par lit, tête bêche, en équilibre instable. Honteux de nous faire passer par la salle d'attente bondée...

Cependant, même en cette période de calme provisoire, des femmes se présentaient au centre de santé, assurant qu'elles avaient subi des violences sexuelles.

Une promenade dans le village nous permit, assez vite, de comprendre les raisons de ces abus : à quelque distance du centre du village, un carré minier s'était ouvert. Des jeunes gens, venus d'Uvira ou de Bukavu, travaillaient avec des habitants du coin. Ils creusaient le sol, en extrayaient la désormais célèbre poussière grise, riche en cassitérite ou en colombo-tantalite. Un peu plus loin, des femmes, les « mamans twangize » pulvérisaient des pierres à coups de marteau, les réduisant en une poussière où brillaient des éclats micacés. Travaillant huit heures par jour, en plein soleil, respirant la poussière à plein nez, elles gagnaient deux dollars pour prix d'une journée de labeur. Sur la route menant au village, d'autres femmes, accroupies sur le sol, vendaient des bananes plantain, des feuilles de manioc voire des brochettes.

L'atmosphère n'était conviviale qu'en apparence : entre les creuseurs, les bagarres étaient fréquentes tandis que des inconnus venus du Burundi ou des Rwandais sortis des forêts congolaises, venaient aussi prendre leur part.

Alors que, voici quelques années, des villages aussi reculés que celui-ci étaient totalement livrés à eux-mêmes, cette fois, l'autorité de l'État commençait, timidement, à se manifester : un bureau de police avait été installé non loin du carré minier. « *Notre tâche n'est pas facile*, soupirait Ruben Baki, le commandant de la zone de police de Katagote. *La semaine dernière, des sujets rwandais ont attaqué le carré minier à la machette, et en un mois, nous avons enregistré 23 cas de coups et blessures.* »

Le policier se montre attentif à la situation des femmes : « *Le PNUD ⁴ nous a donné des fiches à remplir, sur lesquelles nous devons indiquer tous les cas de violences sexuelles. En outre, deux psychologues viennent régulièrement mener des entretiens avec les victimes et ils forment les policiers afin de leur apprendre à recueillir le témoignage des femmes. Mais les salaires ne correspondent pas à nos efforts : un policier de base ne gagne que 40 dollars par mois...* » Il y a longtemps que les femmes de Katagote ont cessé de cultiver les champs, sauf à proximité immédiate de la route. Le commandant le reconnaît : « *Si elles s'écartent, pour aller cultiver en lisière de la forêt, elles courent le risque d'être violées...* »

À Nzibira aussi, dans le territoire de Walungu, l'un des prix remportés par Mukwege a permis de financer une petite clinique. Mais avant d'y trouver place, les femmes doivent passer par le centre de santé. Ici, on est loin de la route principale qui mène à Uvira puis au Burundi. Au bout de la piste, au-delà des dernières maisons du village, la grande forêt se dresse, verte, opaque comme une muraille. C'est de là qu'à tout moment, des groupes surgissent et attaquent les villageois. Pour les civils, qui ont été dépouillés de tous leurs biens, y compris de leurs poules et de leurs chèvres, chaque homme armé représente un danger.

Les médecins, Étienne, Salomon, Déogratias, hésitent à nous ouvrir la porte du centre de santé. Ils sont gênés de nous montrer les patientes étendues à trois par lit, tête bêche, en équilibre instable. Honteux de nous faire passer par la salle d'attente bondée, où les femmes attendent en silence, dans l'espoir de recevoir quelque médicament alors que les rayons de la pharmacie sont à peu près vides.

Par la fenêtre, on aperçoit des huttes qui grignotent la colline. « *Ce sont des déplacés, expliquent les médecins, les habitants de plusieurs villages des environs (Lubimbe, Chulwe, Cirambo) se sont réfugiés chez nous, car à 25 km d'ici, les Hutu rwandais affrontent des groupes congolais, les Mai-Mai mutomboki, les Mai-Mai bafamanda. Ces combattants ont repris les armes, en avançant que leurs ennemis d'hier étaient revenus, intégrés dans l'armée congolaise. D'un même mouvement, ils veulent chasser tous les Rwandais, qu'ils considèrent globalement comme des intrus.* »

Les villageois pour leur part se refusent à faire la distinction entre ces divers groupes : tous vont piller les greniers, vider les potagers, emporter le bétail... Les femmes savent ce qui les attend si elles ont le malheur d'aller aux champs, de s'éloigner de la maison... C'est pour cela que les produits de première nécessité deviennent de plus en plus chers, que la mesure de manioc est passée de 500 à 800 francs congolais, que les sources d'eau aménagées ne suffisent plus aux besoins. Ici, le dépouillement est absolu. L'intérieur des maisons est vide, même les objets usuels ont été emportés par des vagues successives de prédateurs. Les visages sont émaciés, les

vêtements élimés, une sorte de résignation pesante imprègne l'atmosphère. Salomon, le président de la société civile locale explique que « *les troupeaux ont été massacrés par les groupes rebelles, les forêts coupées par les réfugiés. Les champs sont vides car les femmes refusent d'aller cultiver, de prendre tant de risques pour, in fine, être pillées tout de même...* »

Même les jeunes gens qui, dans d'autres coins, circulent en moto (des engins d'origine chinoise qui s'achètent moins de mille dollars) sont invisibles. Et pour cause : c'est sans conviction que les derniers creuseurs s'activent autour d'un carré minier voisin, quelques trous creusés dans la roche. « *Je travaillais pour payer mes études, nous explique Étienne, l'un d'entre eux, mais depuis que le président Kabila a interdit, puis libéré à nouveau la commercialisation des minerais, nous sommes soumis à un embargo de fait. Entendant faire pression sur les groupes armés, les Américains n'achètent plus les minerais en provenance du Congo. Mais les combattants, eux, sont toujours là, et l'argent ne circule plus...* »⁵

Qui, pour assurer la sécurité ?

« Comme médecin, je constate que les femmes sont à nouveau plus nombreuses à se présenter en disant qu'elles ont été violées... »

Ici, dans ce village du bout du monde, aucune initiative de la communauté internationale ne trouve grâce. Les villageois qui autrefois comptaient sur l'aide humanitaire, sont aujourd'hui rongés par le doute. Ils assurent que les Casques bleus, qui passent dans leurs 4x4 immaculés, ne les protègent guère, et ils s'interrogent : « *Que transportent ces hélicoptères onusiens qui se posent régulièrement dans les clairières de la grande forêt ?* » Salomon est plus précis encore : « *Lorsque le Comité international de la Croix-Rouge nous paie 7 dollars pour transporter des caisses jusqu'à la forêt et nous précise qu'il nous suffit de les déposer et de partir, nous nous demandons ce qu'elles contiennent et à qui ces colis sont destinés. Se pourrait-il que nos ennemis soient approvisionnés sinon entretenus par une "communauté internationale" qui n'aurait pas intérêt à ce que la région se pacifie vraiment ?* »

L'armée congolaise elle-même n'est pas à l'abri du soupçon et ses manoeuvres semblent incompréhensibles : « *L'an dernier, lorsqu'elles ont été constituées en régiments, les troupes ont été retirées du milieu. Cette vacance a permis aux rebelles hutu de revenir et de se réimplanter.* » Mais il y a pire. Ces villageois, auxquels l'expérience a appris que si les combattants hutu étaient dangereux, les militaires tutsi ne l'étaient pas moins, ont constaté que leur armée était désormais quadrillée par les adversaires d'hier : « *Des soldats et officiers, rebelles ou anciens compagnons de Laurent Nkunda – qui avait failli prendre Goma en 2008 –, occupent désormais des postes de commandement et sont déployés à travers tout le Sud-Kivu. Alors qu'ils en avaient été chassés, ils contrôlent désormais la province...* »

Mukwege corrobore ces soupçons : à la suite des accords conclus en 2009 entre les présidents Kabila et Kagame, d'anciens soldats rebelles ont été incorporés dans l'armée et, tout à fait légalement, sont revenus sur les lieux de leurs crimes d'hier. « *Dans le quartier aisé de Nguba, à Bukavu, où des femmes avaient été systématiquement violées par les hommes de Laurent Nkunda, qui passaient de maison en maison, tout le monde s'est tu pour éviter de stigmatiser les victimes et les femmes qui en avaient les moyens ont été se faire soigner en Afrique du Sud. Par la suite, ces méfaits ont été passés sous silence, personne n'a porté plainte. Lorsque Laurent Nkunda et ses hommes se sont retranchés dans leur fief du Masisi (Nord-Kivu), la presse internationale a défilé pour interviewer le chef de guerre, transformé en vedette. Pour les Congolaises qui avaient été violées, cette sorte de reconnaissance internationale des ex-rebelles a représenté un autre traumatisme. Aujourd'hui, si vous circulez à Bukavu, vous pouvez remarquer le passage de camionnettes, de jeeps bourrées de soldats prêts à reprendre la guerre... Moi, comme médecin, je constate que les femmes sont à nouveau plus nombreuses à se présenter en disant qu'elles ont été violées... Cependant, la version officielle donnée par le gouvernement congolais consiste à dire qu'il n'y a pas de problème !* »

« Depuis Kalemie, dans le Katanga, en passant par le Sud-Kivu et jusqu'au Nord-Kivu, ce sont d'anciens militaires de Nkunda, membres du CNDP, qui contrôlent la frontière. Ils ont été intégrés dans l'armée congolaise et sont encore plus nombreux qu'avant. D'où viennent ces soldats ? Qui sont-ils ? Certains de ces militaires ne parlent que le kinyarwanda et non le swahili ou le français ; des commandants s'expriment en anglais alors qu'ils font désormais partie de l'armée congolaise... Je suis prudent, mais je me pose des questions... »

1. Radio-télévision belge de la Communauté française.
2. La médiatisation du problème des violences sexuelles a entraîné, parallèlement, une explosion du nombre d'organisations internationales et nationales spécialisées sur ce sujet : on en comptait entre 300 et 400 en 2012 !
3. D'après une étude menée pour l'Université de Wageningen (voir plus loin), il apparaît que de nombreuses femmes, vivant dans des conditions d'extrême pauvreté, recourent à l'argument du viol pour pouvoir bénéficier de soins gratuits.
4. Programme des Nations unies pour le développement.
5. Présentée en 2010 et censée entrer en application le 1er janvier 2012, la loi dite Dodd Frank, du nom des sénateurs américains Christopher Dodd et Frank Barney, impose aux sociétés utilisant le coltan, le tungstène et autres minerais produits au Congo, de pouvoir garantir la traçabilité de leurs importations. Dans le cas du Congo et des neuf pays frontaliers, cette mesure sert à limiter ou réguler la production des « minerais de sang » extraits en Afrique centrale. Avant de générer la création de centres de négoce et de réguler le secteur, la loi a d'abord eu des effets négatifs, les grandes sociétés américaines ayant, de crainte d'une publicité négative, préféré chercher d'autres sources d'approvisionnement. Quant au président Kabila, désireux d'« y voir clair », il avait suspendu en 2011 toutes les exportations de minerais, ce qui provoqua le marasme du secteur, tant formel qu'informel.

8. CHANGER LA DOULEUR EN POUVOIR

Pour Denis Mukwege, les femmes sont bien plus que des corps en souffrance. Et lui-même est davantage qu'un médecin. L'humaniste, le pasteur qui prêche encore chaque dimanche, voit d'abord en elles des êtres humains en difficulté, qui doivent reprendre la maîtrise de leur destin. C'est pour cela que Panzi ne se limite pas à être un hôpital de référence, un « atelier spécialisé » où l'on répare les corps sans se préoccuper du droit ou de l'avenir.

En 2008 enfin, l'action de Denis Mukwege a été pleinement reconnue et les prix internationaux se sont succédé, décernés par l'ONG américaine V-Day, par le gouvernement français (prix des droits de l'homme), par les Nations unies... tandis que, la même année, le journal nigérian *The Daily Trust* décernait au médecin de Panzi le titre d'Africain de l'année. En 2009, Mukwege recevait le prix Olof Palme et en France, il était décoré chevalier de la Légion d'honneur. En mai 2011, il se vit décerner, en Belgique, le prestigieux prix de la Fondation Roi Baudouin pour le développement et le prix de la paix de la ville d'Ypres tandis qu'une université suédoise lui décernait le titre de docteur *honoris causa*.

En provenance des pays scandinaves, des États-Unis, de l'Union européenne, les financements affluent enfin et permettent la création, en 2008, de la « Fondation Panzi ». Pourquoi Panzi, et pas fondation Mukwege ? À cette question, le médecin rit de bon cœur : « *Ce qui compte, c'est de diffuser l'esprit de notre hôpital, et non pas mon nom à moi...* » La Fondation a pour objectif de soutenir les activités de l'hôpital lui-même, mais aussi de permettre à ce dernier de rayonner vers l'intérieur de la province, de créer des cliniques rurales au service des communautés éloignées. « *Alors que le fonctionnement de notre hôpital de référence est régi par la loi, la Fondation nous permet de partager notre expertise, dans d'autres zones de santé.* »

La Fondation Panzi promeut une meilleure qualité des soins pour les populations marginalisées, en particulier dans le domaine de la santé

maternelle. Allant plus loin encore, elle entend aider les femmes à défendre leurs droits, à conquérir l'égalité, à prévenir la violence qui les frappe ainsi que leurs enfants. Confronté au désespoir, à l'exclusion des victimes du viol, Mukwege a voulu aider ses patientes à reconstruire leur vie, à retrouver leur fierté, leur autonomie. Il souhaite les voir devenir des leaders dans leur milieu, estimant que si l'épreuve ne les a pas abattues, elle les a rendues plus fortes.

Aider les victimes à revendiquer leurs droits

« Au lieu de m'accueillir, ma parente m'a appelée "Sida", "putain d'Interahamwe", et elle m'a mise à la porte... »

L'aile de Panzi sur laquelle règne la juriste Yvette Kobo est beaucoup plus calme que les salles de consultations médicales. Des femmes, robes impeccables, dossier sur les genoux, attendent patiemment d'être reçues. L'une après l'autre, l'avocate les accueille, les écoute, puis, avec la « cliente », décide de l'action à mener : porter plainte contre les auteurs de violences s'ils sont connus, témoigner devant le tribunal, réclamer une réparation... « *Ces demandes, explique Me Kobo, ont peut-être peu de chances de déboucher sur des réparations en nature, mais elles démontrent que les femmes n'entendent plus demeurer passives et qu'elles veulent défendre leurs droits.* »

La Fondation Panzi paie le transport des victimes lorsqu'elles doivent se rendre en ville, assure le logement des femmes et de leurs témoins, couvre les honoraires des avocats et les frais de procédure. Des Maisons des droits de la femme ont déjà été installées dans les huit territoires du Sud-Kivu, animées par quarante-huit para-juristes, qui enregistrent les premières plaintes. Deux maisons de transit ont été installées, auprès des juridictions d'Uvira et de Bukavu. Depuis février 2011, trois cents demandes d'assistance juridique ont ainsi été enregistrées et cent quarante-deux dossiers introduits au Parquet. « *La justice progresse peu à peu, assure l'avocate, cinquante-six jugements ont déjà été prononcés, dont sept condamnaient des militaires. Notre action contribue aussi à une meilleure sensibilisation aux droits de la femme ; elle a un effet dissuasif : les*

militaires savent qu'ils ne jouissent plus de l'impunité, qu'ils peuvent être poursuivis. »

Cependant, la mise en oeuvre des sanctions demeure très hypothétique et l'indemnisation des victimes, plus encore. La juriste constate le choc fréquent entre le droit et la coutume : il est fréquent que, dans les cas de viols, les familles s'arrangent à l'amiable, sans tenir compte de l'intérêt de la femme. Par exemple, lorsqu'il est décidé qu'une jeune fille épousera son violeur. Ou que ses parents recevront une chèvre pour les « dédommager » de l'honneur perdu... C'est là que des para-juristes peuvent intervenir sous la forme de médiations familiales, afin de sauvegarder l'intérêt des victimes, de le faire primer sur celui du groupe familial ou social... Yvette Kobo insiste : « *La loi congolaise interdit les arrangements à l'amiable, car ils se font souvent au détriment des victimes. Mais dans la réalité, cette pratique est encore fréquente.* » Lorsque des femmes ont été violées par des Interahamwe, il est beaucoup plus difficile de les aider.

Mavingu, qui attend le moment de présenter son cas auprès d'Yvette, propose son exemple personnel : « *Des hommes sont sortis de la forêt, sont entrés dans ma maison, se sont jetés sur moi. J'ai été blessée, violée à plusieurs reprises, puis ils sont partis. J'ai expliqué ce qui s'était passé à l'assistante sociale, mais j'ai peur d'aller plus loin : à tout moment, ils peuvent revenir et se venger. Les représailles peuvent être terribles...* »

Le cas de Florence, une autre jeune femme que nous avons rencontrée voici quelques années à Walungu, est loin d'être exceptionnel : la jeune fille avait été enlevée par des rebelles hutu, qui l'avaient utilisée comme esclave sexuelle. « *J'étais la "femme" de l'un d'entre eux, je le suivais partout, je faisais tout ce qu'il me demandait, laver son linge, lui préparer à manger, porter ses affaires. À tout moment, il se jetait sur moi et me violait, et jamais, à aucun moment, je n'osais le regarder en face. Un jour, alors que je m'étais enfoncée dans la forêt pour aller chercher du bois, j'ai perdu le contact avec le groupe. Sans réfléchir, j'ai marché tout droit, en suivant le cours d'un ruisseau. Lorsque je suis arrivée au village de Nzibira, une femme a eu pitié de moi, elle m'a donné à manger, puis m'a laissée dormir*

un peu. Elle m'a ensuite conduite chez ma tante. Au lieu de m'accueillir, ma parente m'a appelée "Sida", "putain d'Interahamwe", et elle m'a mise à la porte... Lorsque j'ai retrouvé mes parents, ils étaient terrorisés et m'ont dit de partir vers la ville ; ils ne voulaient pas que l'on sache que j'étais chez eux... »

Et pour cause : les ravisseurs tenaient à retrouver leur proie, à la ramener auprès d'eux pour encore et toujours se servir d'elle. Florence précise : *« Les jeunes gens que vous voyez passer à moto, casque enfoncé, visage dissimulé, ne sont pas seulement des types qui gagnent leur vie en allant en forêt rechercher le coltan pour l'apporter aux comptoirs établis en ville. Parmi eux, il y a aussi des garçons qui travaillent pour les Hutu de la forêt. Ils essaient de retrouver les fugitives, ils tentent de repérer où se trouvent les enfants nés du viol. Les Interahamwe considèrent en effet que ces enfants leur appartiennent et ils ne les perdent jamais de vue. »* Dans le cas de Florence, les violeurs n'ont jamais retrouvé l'enfant, mais ils se sont vengés : *« Ma grand-mère, ma soeur ainsi que l'enfant de cette dernière ont été tués... »* Quant à Daniela, une amie de Florence, que nous avons rencontrée à l'époque dans le même centre d'accueil, elle regrette toujours d'avoir prêté son concours aux militaires : *« Ils voulaient retrouver le campement d'Interahamwe dont je m'étais échappée, et je leur ai montré le chemin, au départ de Walungu. Un groupe de rebelles hutu a ainsi pu être localisé et attaqué. Mais dans les jours qui ont suivi, tous les membres de ma famille ont été assassinés. Vingt-huit personnes tuées de sang froid... »*

Les enfants de la violence

À Panzi, loin des salles où les femmes attendent d'être opérées ou se reposent après l'intervention, loin de la consultation juridique où se dévident des récits atroces et des demandes qui ne seront jamais satisfaites, il y a cependant des coins de ciel, des lieux d'espoir. À la crèche par exemple. Un joli bâtiment aux couleurs gaies. Des murs couverts de dessins, des jouets, des carrousels, cinq puéricultrices au doux sourire, qui montrent comment peindre, colorier. C'est ici que les femmes qui sont en traitement ou en consultation déposent les enfants qui ne sont pas en âge

scolaire. Les tout petits barbotent sur des tapis de jeux, les grands apprennent à chanter ; il règne en ce lieu une douceur incroyable et le regard serein des enfants fait oublier l'univers de violence dans lequel ils sont nés, où ils devront peut-être retourner.

Leur avenir inquiète Mukwege, le « papa docteur » qui passe quelquefois saluer ce petit monde. *« Que vont devenir ces enfants ? Ils ne sont ni Rwandais ni Congolais... Dans quel milieu vont-ils être acceptés ? Déjà le problème s'est posé pour les aînés : lorsque les Hutu génocidaires sont arrivés au Congo, les miliciens n'avaient guère plus de trente ans. Ils en ont plus de cinquante aujourd'hui et ne vont plus au front. Ceux qui combattent, ce sont des jeunes arrivés ici alors qu'ils étaient des gamins. Si on laisse ces gens dans la forêt, ils vont continuer à faire des enfants aux femmes congolaises... Quelle sera l'évolution de ces gosses ? Se comporteront-ils comme des serpents, qui agressent s'ils se sentent agressés ? »*

Pensif, Mukwege poursuit : *« Leur sort pose un réel problème à notre communauté : ces gens qui sont dans la forêt n'ont pas le statut de réfugiés. Quoi qu'il dise, le Rwanda ne veut pas d'eux et les Congolais les considèrent comme des "génocidaires"... Lorsqu'on laisse un groupe développer une culture de la violence, et qu'on ne lui donne aucune possibilité d'en briser le cycle, de génération en génération, il n'y a pas de solution. Je crois qu'il faut considérer que les enfants des Interahamwe ne sont pas automatiquement des génocidaires et qu'il faut leur donner une chance de se réinsérer dans la société congolaise. Il faut que les communautés apprennent à vivre ensemble. Moi, je ne veux pas faire de distinction, jamais. Et je refuse que ces malheureux enfants soient discriminés à leur tour... »*

Les maisons Dorcas

En même temps qu'elle était soignée, Jeanne a appris à lire et à écrire, et au marché, elle a commencé à vendre du manioc, des haricots, des oignons...
« Parfois, il suffit d'un microcrédit pour qu'une femme redémarre dans la vie. Elles m'épatent ... Quand je vois cela, je me dis que les gens sont

courageux, que tout n'est pas perdu, qu'il y a encore de l'espoir au Congo... »

À mesure que se multipliaient les possibilités de financement, Mukwege a dépassé le domaine strictement thérapeutique et Dorcas I, II, III ont vu le jour : des maisons où sont assistées mille femmes, choisies parmi les plus vulnérables de toutes, accompagnées de 2 000 enfants. La première « maison Dorcas » fut créée pour accueillir les femmes malades, épuisées, qui avaient traversé la brousse pour se réfugier à Panzi, sans savoir où elles iraient par la suite. En principe, elles étaient hébergées pour trois mois, le temps d'être soignées, de voir comment redémarrer dans la vie. Très vite, il est apparu indispensable de leur donner les moyens de subvenir à leurs besoins. En effet, la plupart des femmes qui atteignent Bukavu ont perdu l'espoir ou le désir de rentrer chez elles : le mari les a répudiées, la communauté les rejette, la peur de retomber entre les mains des violeurs les tarade. *« Je me souviens, dit Mukwege, de cette femme dont le traitement était terminé. Lorsqu'elle est venue me dire au revoir, bien maquillée, bien habillée, elle s'est mise à pleurer. Elle m'a dit : "En me demandant de partir, tu m'envoies à la mort. Retourner à Shabunda, c'est aller droit vers ma tombe." La femme est alors montée dans un véhicule de Médecins sans frontières, en direction de Shabunda. Une année plus tard, elle est revenue. Non seulement elle avait été violée brutalement, mais elle était désormais contaminée par le VIH. Lorsque je l'ai retrouvée, hospitalisée pour la deuxième fois, elle m'en voulait, elle pensait que je l'avais abandonnée. Guérie, elle est repartie et finalement, en 2009, le Sida l'a emportée. Que pouvais-je faire ? Tout cela pèse sur la conscience... »*

C'est parce qu'elles savent ce qui les attend au village que de nombreuses femmes choisissent de rester en ville. Voici dix ans, les rescapées des viols erraient dans Bukavu comme des épaves. Pour se nourrir, elles grappillaient au marché ce qu'elles pouvaient, vivaient dans des maisons en ruines ou chez des connaissances, payant l'hospitalité de quelques services. D'autres encore étaient obligées de se prostituer. Désormais, les femmes qui sont soignées à Panzi se voient proposer de passer quelque temps dans une maison Dorcas.

Arrivée de Kabare, Jeanne Mushengezi n'espérait plus grand-chose de la vie. Après qu'elle avait été violée, son mari avait fui, la laissant seule avec ses quatre enfants en bas âge et cette terrible douleur qui lui tordait le ventre. À son arrivée à Panzi, elle ne demandait qu'un traitement médical, mais en réalité elle reçut beaucoup plus : elle est désormais hébergée dans une maisonnette qui abrite douze adultes et treize enfants, une sorte de famille recomposée. En même temps qu'elle était soignée, Jeanne a appris à lire et à écrire, et au marché, elle a commencé à vendre du manioc, des haricots, des oignons. Ce petit commerce, elle a pu le démarrer grâce à un microcrédit, qu'elle rembourse scrupuleusement chaque mois : « *Chaque fois que je dois rembourser 30 dollars, j'en ajoute trois, pour les intérêts, pour que les prêts se poursuivent et bénéficient à d'autres.* » Au départ, elle avait reçu 300 dollars pour pouvoir commencer son activité et elle espère que la régularité de ses remboursements lui permettra d'obtenir d'autres crédits encore. Son succès lui a rendu confiance en elle : « *Si cela continue ainsi, je vais avoir la force de rentrer à Kabare, où j'ai laissé des enfants plus grands. Comme j'ai appris à gagner de l'argent, mon mari aura peut-être envie de revenir...* »

Quant à Ombeni, assise sur la terrasse ombragée de l'une des maisons Dorcas, elle apprend à coudre. Un beau sourire éclaire son visage rond, ses doigts agiles ne lâchent pas l'aiguille pendant qu'elle nous parle. Elle raconte sans trembler une histoire qui a commencé lorsqu'elle avait quatorze ans et qu'elle vivait du côté de Bunyakiri. « *À l'époque, dit-elle, lorsqu'un militaire tutsi, Jules Mutebutsi s'est brièvement emparé de Bukavu, les Interahamwe qui contrôlaient Bunyakiri, au coeur de la grande forêt, se sont déchaînés contre les Congolais. Ils ont violé toutes les femmes et ont emmené les plus jeunes avec eux. Moi, malgré mon jeune âge, j'avais déjà mes règles et je me suis tout de suite retrouvée enceinte. Je ne saurai jamais qui était le géniteur, car ces hommes me violaient à tour de rôle et je n'en connaissais aucun. Alors que j'étais grosse de quatre mois, l'un de ces types s'est aperçu de mon état. Ses compagnons et lui ne voulaient pas que j'aie cet enfant et ils ont entrepris de me faire avorter, en ouvrant mon vagin avec les doigts pour faire sortir le bébé. Comme je saignais sans*

arrêt, ils m'ont abandonnée, me laissant pour morte. Des Congolais m'ont alors trouvée et m'ont amenée à l'antenne que Panzi avait ouverte à Bunyakiri, d'où j'ai été transportée vers Bukavu. L'enfant était mort et moi, j'avais la fistule, je sentais mauvais... Durant des mois, j'ai été soignée ici et finalement le Docteur m'a guérie... Maintenant, je vais mieux, j'ai appris à coudre, je vais pouvoir gagner ma vie et peut-être même trouver un mari... » Ombeni se souvient de la toute-puissance de ses ravisseurs : « Dans la forêt, ils étaient les maîtres. Ce dont ils avaient besoin, ils le volaient. Ces gens-là ne mangent plus que de la viande, ils dévorent les vaches qu'ils volent aux paysans, ils sont devenus très forts physiquement... »

Ombeni ne retournera plus à Bunyakiri, pas plus que sa voisine Zeina, qui est restée en forêt durant sept ou huit mois : « Les Hutu voulaient me retenir de force mais un jour, alors que les Mai-Mai attaquaient notre campement, j'ai réussi à filer, à atteindre l'antenne de Panzi à Bunyakiri. Après mon départ, mon père a été tué par ces gens qui voulaient se venger, et je n'ai plus de nouvelles de ma mère car là-bas, il n'y a pas de réseau, il est impossible de téléphoner. Par sept fois, le Dr Mukwege m'a opérée, mais aujourd'hui encore ma vessie est atteinte. Je ne retournerai plus jamais au village, j'ai bien trop peur qu'au marché, les hommes qui m'avaient enlevée et violée me reconnaissent et m'emportent à nouveau... » La petite assure qu'à Panzi, elle a trouvé une deuxième famille : « Mes parents, c'est maman Zawadi, qui m'a appris à coudre, c'est papa Mukwege, auquel je dois tout... »

Le médecin est impressionné par le courage des femmes qu'il soigne, par leur détermination à reprendre leur vie en mains : « Parfois, il suffit d'un microcrédit pour qu'une femme redémarre dans la vie. Elles m'épatent : elles commencent avec un petit crédit de 50 dollars, et cela leur permet d'entamer une affaire. Quand je vois cela, je me dis que les gens sont courageux, que tout n'est pas perdu, qu'il y a encore de l'espoir au Congo... »

Volontariste, à l'instar de ses patientes, le médecin assure : « *Je ne pense pas que l'on puisse changer grand-chose à tous les massacres du Kivu, mais au moins il faut faire en sorte que cela ne puisse pas se répéter. Il faut insister sur les valeurs communes que les gens peuvent développer. Moi, même si nous sommes en guerre, je continue à y croire. Voyez la maison Dorcas : nous y avons des petites Rwandaises qui vivent avec les petites Congolaises. Elles ont connu la même histoire, elles essaient de vivre ensemble. J'en suis persuadé, même après les drames que la région a connus, les gens peuvent continuer leur vie en la reconstruisant ensemble...* »

Plus vaste, édiflée sur deux étages, la troisième maison Dorcas tranche avec les deux précédentes. Elle a l'allure et les dimensions d'une université pour femmes. C'est que Mukwege voit plus loin : « *L'Union européenne va nous donner les moyens d'agrandir, de donner aux femmes un lieu où elles peuvent reprendre confiance en elles et puis redémarrer dans la vie. Nous voulons recréer les conditions dans lesquelles les communautés auront les moyens de se prendre en charge, de surmonter les traumatismes. Il s'agit aussi de passer à la vitesse supérieure : ici, pendant des années, on a soigné dans l'urgence, fait face au plus pressé. Maintenant, il faut songer à la thérapie de groupe. Ce nouveau lieu, Dorcas III, devrait nous le permettre, nous aurons l'espace suffisant. Dans le milieu en effet, la prise en charge communautaire des traumatismes se heurte encore au manque de sécurité. Comment soigner des gens qui vivent dans le danger permanent ? À la moindre alerte, ils risquent de plonger plus bas encore...* »

Un professeur rwandais, Simon Gasibirege, travaille avec nous sur la santé communautaire, avec le soutien de la coopération suisse. Il faut savoir que chez nous, dans le milieu, tout le monde est malade. C'est pourquoi nous voulons former 550 auxiliaires de santé, qui seront chargés de la prise en charge à la base. Nous allons entamer des thérapies de groupe, afin d'aider des communautés qui sont malades... »

À Bukavu, où vivent des centaines d'ONG, dont beaucoup assurent s'occuper des femmes victimes de violences sexuelles (un sujet porteur,

générateur de financements importants¹, pas toujours dépensés à bon escient), l'audience dont jouit Mukwege, les prix qui récompensent son action et les financements dont il dispose font des jaloux, déchaînent les mauvaises langues, qui soulignent parfois que l'hôpital de Panzi est géré comme une structure familiale.

La Cité de la Joie

« Il leur a dit “prenez un miroir, regardez votre vagin et dessinez-le”.

Ensuite, il leur a expliqué ce qu'était la contraception... »

« Ces filles seront des graines d'avenir. [...] Elles changeront leur douleur en pouvoir... »

En réalité, c'est la rencontre avec Hollywood et plus particulièrement avec la dramaturge Eve Ensler, auteur de la pièce mondialement célèbre « Les monologues du vagin », qui a relancé la renommée du médecin sur le plan international. En 2007, alors qu'il était invité au Conseil de sécurité des Nations unies pour évoquer le sort des femmes du Kivu, Mukwege fut présenté à plusieurs vedettes américaines, Angelica Jolie, Jessica Lange. Elles se montrèrent intéressées mais Eve Ensler, elle, décida d'agir. À l'époque, le médecin était, comme toujours, submergé par ses tâches quotidiennes. Il songea alors à s'adresser à Christine Deschryver, une Belge de Bukavu qui multipliait témoignages et plaidoyers afin de sensibiliser l'opinion internationale à la tragédie des femmes du Kivu et avait réalisé avec Patrick Forrestier un film intitulé « Du sang sur mon portable ».

Christine se souvient avec acuité de cette époque : « *J'étais désespérée, car la situation ne s'améliorait pas. Comme j'étais chargée de l'accueil à Panzi, je recevais chaque jour des femmes qui me confiaient des histoires plus atroces les unes que les autres. À plusieurs reprises, le docteur me suggérait d'appeler Eve Ensler et de lui confier mes sentiments. Je promettais, puis remettais cela à plus tard. Jusqu'à ce qu'un jour je me décide à décrocher le téléphone. Je n'en pouvais plus, je tenais dans mes bras deux petites filles couvertes de sang, qui venaient d'arriver et après avoir été sauvagement violées. Lorsque Eve Ensler prit l'appel, elle se trouvait en Haïti. J'étais tellement émue que je n'arrivais pratiquement pas*

à parler, les sanglots m'étouffaient. J'ai tout de même réussi à expliquer que j'appelais depuis Panzi, au Sud-Kivu, que cet appel était une sorte de SOS. Elle s'est contentée de répondre "tenez bon, j'arrive", avant de raccrocher. Je n'y croyais absolument pas, mais deux mois plus tard, elle était à Kinshasa, puis je la vis débarquer à Bukavu. »

Eve a écouté, elle a vu. Elle était présente lorsqu'est arrivée à la consultation cette femme, évoquée plus haut, à qui ses bourreaux avaient fait manger un plat dont ils ont ensuite affirmé qu'il s'agissait de ses propres enfants. La malheureuse a tiré de son sac deux os ronds, les crânes de deux de ses enfants ! *« Elle nous interpellait, nous demandait ce que nous pouvions faire... »*

« C'est alors qu'Eve a décidé de se lancer. Avec l'argent de sa pièce, "Les monologues du vagin", elle avait créé en 1998 son organisation, V-Day, présente dans 130 pays, avec pour vocation de lutter contre les violences sexuelles. À l'issue de son séjour, elle a décidé de mettre des moyens à notre disposition. Moins sur le plan médical, car Panzi était déjà très bien doté, que sur le plan psychologique et celui du leadership. »

Après cette rencontre, une aile de Panzi est devenue une petite enclave américaine. Vigilante, empreinte de principes écologiques, Christine Deschryver a surveillé de près les travaux de construction et les a même faits recommencer, au grand dam de l'UNICEF, qui avait bâclé l'affaire.

Ne pénètre pas qui veut dans le domaine de Christine Deschryver : des gardes privés munis de talkies walkies surveillent les entrées et un registre est soigneusement tenu à jour. L'ensemble du domaine se compose de salles d'études et de réunion et surtout de petites maisons unifamiliales, où des jeunes femmes vivent par groupes de dix. Le critère d'admission est simple, les jeunes filles, entre 15 et 30 ans, sélectionnées à travers tout le Congo, doivent avoir été victimes de violences sexuelles et témoigner de qualités de leadership qu'elles aimeraient développer. Durant un séjour de plusieurs mois, tout est mis en oeuvre pour renforcer leurs capacités personnelles,

faire d'elles des leaders d'opinion, des femmes qui changeront leur milieu d'origine.

Pour arracher ainsi les femmes à la déréliction du viol et de l'esclavage sexuel, les grands moyens – à l'américaine – sont mis en oeuvre : les jeunes femmes reçoivent une formation informatique, s'emploient à naviguer sur Internet, à tenir un micro, apprennent l'anglais. Elles reçoivent aussi des cours d'autodéfense, des notions d'écologie, apprennent à faire du compost, à organiser des potagers, à monter un petit élevage, sont initiées à la micro-entreprise et à l'artisanat, en fonction des besoins qu'elles expriment elles-mêmes...

Ces filles, souvent issues de milieux ruraux, traditionnels, apprennent aussi à mieux connaître leur corps : Mukwege lui-même est mis à contribution et dispense un cours de sexologie. Christine se souvient encore de la surprise des élèves lors du premier cours : « *Il leur a dit "prenez un miroir, regardez votre vagin et dessinez-le". Ensuite, il leur a expliqué ce qu'était la contraception...* »

Le 4 février 2011, la « Cité de la Joie » a été inaugurée en présence d'Eve Ensler et de plusieurs vedettes d'Hollywood. À Bukavu, très marquée par les églises, catholiques et protestantes, où le patriarcat et le machisme ordinaire imprègnent les familles, ce temple du féminisme à l'américaine où les femmes apprennent à défendre leurs droits et à se défendre physiquement a suscité bien des commentaires, des oppositions à peine voilées. Il a été reproché à la « Cité de la Joie » d'être un lieu fermé, où les femmes vivraient coupées de leur famille, de leur milieu d'origine, un lieu considéré comme « la cité des femmes violées », où elles risqueraient la stigmatisation.

Comme souvent au Sud-Kivu, l'authenticité des témoignages a été mise en cause : « *Pour bénéficier de soins médicaux gratuits et d'une petite aide sociale, bien des femmes sont prêtes à dire qu'elles ont été violées... Dans certains cas, cela leur rapporte même une machine à coudre...* », souligne

avec ironie la responsable d'une association féminine locale, qui se moque de la naïveté des Américaines...

Assurant que le « *screening* » est très bien rodé, que les affabulations sont impitoyablement détectées, Christine balaie toutes ces objections et les met volontiers sur le compte de la jalousie. Racontant comment des gamines effarouchées se sont épanouies et ont appris à se défendre, à prendre la parole en public, Christine assure : « *Lorsqu'elles seront rentrées dans leur milieu, ces filles seront des graines d'avenir. Ces survivantes, qui ont tout traversé, voudront changer les choses, elles feront de la politique... Elles changeront leur douleur en pouvoir...* »

1. Vers la fin des années 2000, les violences sexuelles, largement médiatisées, parfois au détriment d'autres questions tout aussi urgentes, ont fait affluer vers le Nord et le Sud-Kivu des financements importants : en 2010, la Secrétaire d'État des États-Unis promit la libération de 17 millions de dollars, essentiellement destinés à l'hôpital Panzi à Bukavu et à Heal Africa à Goma. La même année, les financements internationaux destinés aux projets centrés sur les violences sexuelles (86,4 millions de dollars) étaient presque l'équivalent du budget total de la Santé et deux fois le budget alloué à l'éducation ou au secteur de la Sécurité ! (Lire à ce sujet : *Fonds de commerce ? Assistance aux victimes de violences sexuelles en République démocratique du Congo*, Disaster studies, Paper 2, Université de Wageningen, 2012.)

9. LE TEMPS DES DOUTES ET DES SOUPCONS

« J'en ai assez de ces voyages, de ces prix... Je préférerais me faire oublier, redevenir un simple médecin de village. À condition qu'enfin la communauté internationale prenne ses responsabilités et règle le problème... »

En mai 2011, lorsque le docteur Mukwege fut accueilli au Palais royal de Bruxelles, où il venait de recevoir le prestigieux prix de la Fondation Roi Baudouin pour le développement, son discours était celui d'un homme honoré, certes, passionné, ému, mais aussi amer. Il répétait : *« M'écouter, cela donne bonne conscience, mais si rien ne change, cela sert à quoi ? Les prix que je reçois auraient une grande valeur si, après avoir mené le plaidoyer, on pouvait dire que tout a été fait pour que cesse cette situation, mais tel n'est pas le cas. On me donne des prix et de l'argent pour régler les conséquences, mais on ne s'attaque pas aux causes des conflits. »*

Depuis des années, en plus de son travail à l'hôpital, le médecin parcourait le monde, multipliait les plaidoyers, les discours, recueillait applaudissements et distinctions honorifiques. *« Je change, disait-il à Bruxelles, en mars j'ai refusé de me rendre à New York à l'invitation des Nations unies. Cela me fatigue, et je sais qu'ils disposent de toute l'information nécessaire. Que pourrais-je ajouter qu'ils ne savent déjà ? »*

Le médecin-chef de Panzi est reconnaissant pour les millions de dollars dont bénéficie son hôpital, la mobilisation de l'opinion internationale le touche, mais il reste lucide : *« On peut donner des millions pour les médicaments, les traitements opératoires, la sensibilisation, mais sans sécurité, tout cela ne sert à rien. »*

Un problème qui n'a rien de congénital

« Nul ne veut de ces gens, ni le Congo ni le Rwanda... Je me demande s'il ne faudrait pas les éloigner de la frontière, construire des camps de réfugiés loin à l'intérieur du Congo, à des centaines de kilomètres... »

Mukwege, comme nombre de ses compatriotes, a fini par être excédé par la mauvaise réputation faite à son pays, à sa ville de Bukavu, que Margot Alström, la commissaire européenne aux Droits de l'homme, n'a pas craint d'appeler « capitale mondiale du viol » : *« Les Congolais ne sont pas des violeurs congénitaux, ce n'est pas vrai. Si les viols étaient une particularité du Congo, pourquoi deux provinces, le Nord et le Sud-Kivu seraient-elles les seules à être affectées ? Le Congo a connu la guerre sur tout son territoire, mais c'est ici que les viols ont eu lieu, massivement. Alors que depuis dix ans, on verse de l'argent dans des programmes de lutte contre les violences sexuelles, je pense qu'il n'est pas correct de poursuivre de tels financements alors que l'impunité, l'insécurité demeurent inchangées, que l'appétit pour les ressources naturelles est toujours aussi vif... On fait semblant de lutter contre la violence, mais en réalité, on ne fait rien... Je crois que la situation qui règne chez nous arrange beaucoup de monde : faire travailler les gens dans des mines comme des esclaves, cela rapporte beaucoup d'argent... »*

À l'instar de tous les ressortissants du Kivu, Denis Mukwege considère que la violence n'est pas congénitale chez les Congolais, même si elle a fini par contaminer les civils, comme une épidémie. Négligeant le machisme ordinaire de ses compatriotes, il demeure persuadé que la violence a été importée dans l'Est du Congo depuis le pays voisin et rappelle ce que beaucoup nous avaient déjà expliqué : *« Dans la tradition, les Mai-Mai s'interdisaient même de toucher une femme avant de se rendre au combat. Cette pratique du viol systématique était inconnue... »* Le médecin s'interroge sur le devenir de ces groupes de réfugiés hutu, qui se trouvent dans son pays depuis 1994 : *« Je crois qu'en réalité, au-delà des discours et des demandes de rapatriement, nul ne veut de ces gens, ni le Congo ni le Rwanda... Je me demande s'il ne faudrait pas les éloigner de la frontière, construire des camps de réfugiés loin à l'intérieur du Congo, à des centaines de kilomètres... »*

Le médecin enfonce là une porte ouverte : en 1997 déjà, poussés par l'offensive de l'AFDL et des commandos venus du Rwanda, les réfugiés

hutu s'étaient retrouvés au Congo-Brazzaville, et s'étaient installés dans des camps établis le long de la frontière entre les deux Congo, mais, progressivement, ils étaient revenus au Kivu. Non seulement parce que l'environnement leur était plus familier, mais aussi parce qu'ils avaient fini par être recrutés aux côtés de l'armée congolaise. Depuis lors, ces groupes se sont enracinés dans l'Est du pays, au gré d'alliances fluctuantes avec les Congolais.

En 2010, le pasteur Daniel Ngoy Mulunda-Nyanga, conseiller du président Kabila, et qui allait plus tard prendre la direction de la Commission électorale nationale indépendante¹, avait lui aussi pris l'initiative de déplacer des Hutu. Il avait installé plusieurs centaines d'entre eux au Katanga, non loin de la frontière angolaise. Il les avait transportés par vol spécial – payé par la présidence –, leur avait amené du matériel de construction, des engins agricoles. Cette initiative, prise indépendamment du Haut Commissariat pour les réfugiés, qui regrettait de voir les réfugiés échapper à son contrôle, ne fut en rien soutenue par la communauté internationale et le pasteur, confronté ici déjà à des tricheries, fut obligé d'y mettre fin, par manque de moyens...

La paix ne passe pas par les armes

C'est pour cela que Mukwege dénonce le « cynisme » de la communauté internationale, son « refus d'adopter des solutions qui humanisent les gens » : *« Si on créait des camps dans lesquels ces réfugiés hutu trouveraient des écoles, des centres de santé, si on leur donnait le choix entre le retour au Rwanda et la possibilité de s'intégrer dans la société congolaise, ils se sentiraient traités comme tout le monde... Mais aujourd'hui, on les traque comme des animaux... Voyez la dimension du Congo : si on décrétait que chaque territoire doit accueillir quelques familles de Hutu, bientôt on ne les trouverait plus. Ils se marieraient, apprendraient la langue... Au lieu de cela, c'est au Kivu qu'ils continuent à se concentrer, et ils y pérennisent l'instabilité... »*

En réalité, Mukwege sait parfaitement que les groupes de civils encadrés par les anciens militaires et miliciens rwandais n'ont pas réellement le

choix : non seulement ils refusent de se disperser et de se dissoudre dans l'immensité congolaise, mais malgré les années, les autorités politiques et militaires de l'ancien régime rwandais ont gardé toute leur emprise sur leurs anciens administrés. « *Je crois que leurs chefs ont besoin d'eux, constate le médecin, ainsi que les politiciens qui continuent de les manipuler.* » Durant longtemps en effet, les représentants politiques de la diaspora hutu (vivant souvent en Europe...) ont souhaité maintenir au Kivu la masse de manoeuvre des réfugiés, dans l'espoir de garder un moyen de pression sur Kigali et de pouvoir exiger, en vain jusqu'à présent, un « dialogue inter-rwandais »...

Si les autorités congolaises ont fini par conclure en 2009 un accord avec le Rwanda débouchant sur des opérations militaires conjointes visant à démanteler les bases des FDLR, ce fut en dernier recours. Non seulement parce que tous les efforts déployés pour trouver une solution pacifique avaient échoué mais aussi parce que la présence de ces groupes hostiles servait de prétexte au Rwanda pour intervenir régulièrement dans les affaires intérieures de son voisin².

À l'instar de nombre de représentants de la société civile congolaise, Mukwege conteste le bien-fondé de ces opérations militaires menées conjointement par les armées du Congo et du Rwanda. Il se demande même s'il ne s'agissait pas de poudre aux yeux : « *Lorsque nos militaires attaquent les Interahamwe, ils les repoussent vers la forêt. En fait, on les enfonce plus loin encore dans la botte de foin, comme une aiguille que, par la suite, on ne pourra plus rattraper. La "solution militaire", cela consiste à brûler des maisons, à tuer des civils, à violer des femmes... En définitive, les Interahamwe s'engageront plus loin encore dans la profondeur du Congo, et cela ne donnera aucun résultat, sinon davantage de souffrance. Tout le monde connaît le cas du colonel congolais qui se faisait appeler Foca Mike ³. Il avait amorcé une attaque des FDLR mais, alors qu'il enregistrait ses premiers succès, qu'il faisait des prisonniers et filmait les opérations afin de convaincre de son efficacité, il a été rappelé à Kinshasa, où il a été blâmé et sanctionné... »*

L'ONU et l'armée congolaise égratignées

« Arrêtez toute l'aide humanitaire, prenez la moitié de ce que l'on dépense pour la MONUSCO et rétablissez la sécurité : le reste se résoudra ensuite... »

« Pourquoi ces militaires refusent-ils d'être mutés ailleurs, de quitter la région ? Tout Congolais doit accepter de vivre partout au Congo... »

S'il se demande si les autorités de Kinshasa ont réellement l'intention de trouver une solution au problème et s'il dénonce les ambiguïtés de leur attitude à l'égard du Rwanda, Mukwege doute encore plus de l'action de la Mission des Nations unies au Congo. Déployée dès mars 2001 et renforcée en 2002, la Mission, devenue ensuite la MONUSCO, avait pour mandat premier de protéger les populations civiles et d'aider l'armée congolaise à désarmer et rapatrier les rebelles hutu. Dix ans plus tard, le médecin constate qu'on est loin du compte. *« Au Nord et au Sud-Kivu, il se passe quelque chose que nous ne comprenons pas. Au lieu de s'interposer, la MONUSCO joue un rôle d'observateur, et cela alors que les viols se commettent souvent à quelques mètres des positions des Casques bleus. Tout se passe comme si on ne voulait rien voir, rien savoir. À la fin, on s'interroge pour savoir si ces gens sont là uniquement pour prendre des photos et publier des rapports... Tous les trois mois, nous sommes endeuillés par un évènement macabre... Je finis par me demander si le Nord et le Sud-Kivu n'auraient pas été sacrifiés... »* Et de poursuivre : *« Assurer que c'est au Congo que l'ONU a déployé la plus grande de ses opérations de paix, cela ne veut rien dire. On ne peut pas mettre un Casque bleu derrière chaque femme ! Ce qu'il faut faire, c'est mettre en place un vrai système de sécurité. »*

À chacun de ses passages aux Nations unies, Mukwege a interpellé ses interlocuteurs : *« Arrêtez toute l'aide humanitaire, prenez la moitié de ce que l'on dépense pour la MONUSCO et rétablissez la sécurité : le reste se résoudra ensuite... Comment se fait-il que vous, les Nations unies, qui avez déployé une armée de 18 000 hommes au Congo, vous autorisiez le Rwanda à venir lui-même traquer les FDLR aux côtés de l'armée congolaise ? Il n'y*

a qu'au Congo que l'on autorise l'armée du pays d'origine d'un groupe rebelle à traverser la frontière pour venir massacrer ses nationaux. »

En réalité, après quelques semaines d'opérations menées conjointement avec l'armée congolaise dans les premiers mois de 2009, le déploiement des troupes rwandaises au Congo suscita un tel tollé, dans le pays et à l'étranger, que Kigali et Kinshasa décidèrent de mettre prématurément fin à l'intervention. On devait cependant apprendre, en septembre 2012, lorsque Kinshasa et Kigali furent au bord de la rupture, que ce retrait n'avait pas été total : Kigali décida de retirer en grande pompe et à grand renfort de publicité deux bataillons, soit quelque 300 hommes, qui étaient demeurés à Rutshuru, au Nord-Kivu. Ces forces rwandaises avaient jusque-là été intégrées dans l'armée congolaise dont elles portaient même les uniformes ! À Kinshasa, ce fait confirma un soupçon nourri depuis longtemps : l'armée nationale avait bel et bien été infiltrée !

Les opérations conjointes entre Rwandais et Congolais avaient cependant engrangé des succès : mettant en déroute les unités militaires qui tenaient les civils sous leur coupe, l'opération *Kimya II* avait permis à quelque 10 000 Hutu de choisir le retour dans leur pays. Arrivés au Rwanda, encadrés par le Haut Commissariat pour les réfugiés, ces civils retournèrent sur leur colline sans être autrement inquiétés. Même si par la suite, des experts onusiens – dans un rapport vivement contesté par Kigali – assurèrent que certains de ces civils engagés dans des groupes d'autodéfense furent renvoyés au Congo ! En outre, malgré les coups de boutoir, de nombreux groupes armés hutu réussirent à se réorganiser, bénéficiant de complicités locales et financés par le trafic des minerais.

Une autre stratégie, déjà mise en oeuvre dix ans plus tôt lors de la création du RCD-Goma, se retrouva d'application : à la faveur des accords de paix de 2009, des militaires appartenant au CNDP, l'ancienne rébellion tutsi de Laurent Nkunda, furent intégrés au sein de l'armée congolaise. Ils y furent chargés, en priorité, de défendre la frontière rwandaise contre d'éventuelles incursions de rebelles hutu et de poursuivre ces derniers. Le général Bosco Ntaganda, cet officier placé aux commandes de ces interventions militaires,

auteur de nombreux crimes de guerre et poursuivi par la Cour pénale internationale pour recrutement d'enfants, étendit son influence sur tout le Nord et le Sud-Kivu.

Comme la plupart des habitants du Sud-Kivu, ce retour des « ennemis » d'hier révolte Mukwege : *« Si l'on regarde l'organigramme de cette armée déployée dans nos provinces, on constate que tous les postes de commandement sont détenus par des officiers appartenant à une seule ethnie, n'étant que d'une seule provenance (le médecin signifie par-là que les officiers du CNDP, sortis de leur bastion du Nord-Kivu, ont été placés ensuite à tous les postes de commandement stratégique, depuis le Nord-Kivu jusqu'à la frontière du Katanga, au grand dam des autres groupes ethniques et en particulier des Mai-Mai, qui s'étaient mobilisés pour combattre les avancées des Tutsi). »*

Mukwege prévient : *« Pourquoi ces militaires refusent-ils d'être mutés ailleurs, de quitter la région ? Tout Congolais doit accepter de vivre partout au Congo. Ce déséquilibre sur le plan militaire va mener à une révolte de la population, raviver de nouvelles guerres ethniques... »*

Le médecin avait vu juste. En avril 2012, mis sous pression par les Occidentaux et les organisations de défense des droits de l'homme, le président Kabila décida l'arrestation de Bosco Ntaganda. Il se résolut aussi à obliger des unités composées de soldats et d'officiers rwandophones à quitter l'Est du pays pour être mutés dans d'autres provinces. Ce faisant, il donna prétexte à une nouvelle rébellion, le M23, un mouvement d'officiers tutsi qui estimaient que les accords du 23 mars 2009 n'avaient pas été respectés. La volonté de porter atteinte à cette « armée dans l'armée », à cette structure de pouvoir parallèle avait suscité une nouvelle mutinerie, et, malgré les démentis de Kigali, il apparut, sans que le doute soit possible, que le Rwanda avait alimenté le mouvement en munitions et en hommes.

Une stratégie diabolique ?

Bien souvent, les développements de l'actualité devaient confirmer les soupçons de l'homme de terrain, qui se demande si le Kivu n'est pas en

passé de devenir le *Far West* de l'Afrique, dont les originaires seraient menacés de disparition.

« Tout le monde a le droit de vivre au Congo, mais pas en pillant, en tuant. Les viols massifs et systématiques ont des conséquences inimaginables. Désormais, le VIH a changé de camp. Il ne s'agit plus d'une pathologie urbaine, mais rurale, dont les effets à long terme sont incalculables pour des populations qui n'ont pas les moyens de se prendre en charge, qui ne peuvent pas se soigner, sauf avec des feuilles ou des racines... S'attaquer aux femmes, implanter des affections sexuellement transmissibles comme la syphilis, c'est agresser toute une population. Voici quinze ans, la syphilis était totalement inconnue dans nos campagnes. Le chlamydia, un virus difficile à identifier, se répand à son tour et entraîne des conséquences terribles sur l'appareil génital de la femme. Alors que dans les pays voisins, le traitement du VIH est disponible, que l'on tente d'enrayer la transmission de la mère à l'enfant, ici, il n'y a rien de tout cela, on est dans la zone rouge. Dans tout le pays, on ne dispose que de 15 % des antirétroviraux qui seraient nécessaires, alors qu'au Rwanda, la couverture est de 80 %. En outre, sanctionnant le Congo pour mauvaise gestion, le Fonds mondial ⁴ a suspendu ses versements au Congo, le pays a été rayé de la liste des pays prioritaires... Même les "prep phar", ces médicaments que l'on peut administrer aux femmes dans les heures qui ont suivi le viol afin d'éviter que se développe le virus du Sida, nous n'en possédons pas en nombre suffisant... »

On l'aura compris : un soupçon tarabouste le médecin de Bukavu. Au vu des innombrables victimes civiles, il se demande si ces dernières sont des « dégâts collatéraux » des trop nombreuses guerres qui ont ravagé l'Est du Congo ou si, au contraire, les terribles ponctions démographiques ne seraient pas le résultat d'une stratégie diabolique...

S'il est un chiffre qui fit jamais basculer l'Histoire, c'est bien celui de « quatre millions de morts ». Cette évaluation du nombre de victimes civiles avait été lancée par l'ONG américaine International Rescue Committee au début des années 2000, sur la base d'une extrapolation de données

recueillies dans plusieurs communautés du Nord et du Sud-Kivu. Sitôt qu'il fut énoncé, ce chiffre terrible fut repris par les Nations unies, qui dénoncèrent « le conflit le plus meurtrier depuis la Seconde Guerre mondiale », par les médiateurs qui s'efforçaient, en 2002, de faire aboutir au plus tôt les négociations de Sun City, et bien sûr, par les Congolais eux-mêmes, qui l'utilisèrent comme un argument politique pour dénoncer l'agression dont leur pays avait été l'objet.

Par la suite, d'autres chercheurs, comme les démographes belges André Lambert et Louis Lohle-Tart mirent en cause la méthode utilisée par l'ONG américaine. Ils soulignèrent que les espérances de vie avaient commencé à décliner vingt ans avant le début des violences et que les morts imputés à la guerre avaient été victimes de faits non liés directement au conflit armé : la désorganisation sociale, l'arrêt des cultures, la disparition des infrastructures de santé, bref la détérioration générale de la situation sanitaire et nutritionnelle.

Le viol, arme de guerre ?

Au-delà de cette polémique sur le nombre de victimes, qui oscille entre l'in vraisemblance et le révisionnisme, Mukwege se contente d'un simple constat : *« Quand on voit le nombre de veuves, de victimes de violences sexuelles, quand on mesure les risques que courent les enfants de moins de cinq ans qui n'ont plus accès aux ressources et dont la vie est menacée, on se dit que ces chiffres sont plausibles. Que se passera-t-il le jour où l'on se réveillera, où l'on constatera que la moitié de la population de Shabunda, un territoire du Sud-Kivu où les viols ont été particulièrement nombreux, a disparu ? »*

Pour Mukwege, le viol est réellement une arme de guerre, un moyen de conquête : *« Si l'on s'acharne ainsi sur l'appareil génital de la femme, ce n'est pas sans raison, cela entraîne aussi une dépopulation. Non seulement parce que la femme risque d'être emportée par des maladies infectieuses, qu'elle ne pourra plus avoir d'enfants, qu'elle sera contaminée par le Sida et le transmettra... mais aussi parce qu'à côté d'elle, les hommes deviendront des victimes. Lorsqu'un homme a été témoin du viol de son*

épouse, il est ensuite frappé d'impuissance sexuelle. Il m'est arrivé de recevoir en consultation des hommes qui, depuis l'épisode du viol, n'avaient plus eu de rapport sexuel avec leur femme. Cette dernière croyait qu'il ne leur avait pas pardonné. En réalité, lorsque je m'entretenais avec eux, ils me confiaient : "Docteur, même si je fais un effort, je suis incapable d'avoir une relation sexuelle avec mon épouse. Dès que j'essaie, les scènes auxquelles j'ai assisté arrivent dans ma tête..." Non seulement cet homme-là a un problème avec son épouse, mais par rapport à lui-même, il se sent dévalorisé, frappé d'impuissance. Il me dit aussi : "Je ne sens plus que je suis un homme... À mes enfants, qui ont assisté au viol de leur mère et à mon humiliation, puis-je encore dire que je suis un père ?" »

Ces hommes humiliés ont perdu toute volonté de vivre, de se battre : « Un jour, un homme originaire de Shabunda se présenta chez moi et avoua qu'il était incapable de payer la consultation. Et cela alors qu'il travaillait. Il m'expliqua que dans une carrière, il creusait et ramassait du coltan mais qu'il ne gagnait rien avec son travail, on ne le payait pas. En fait, la carrière était contrôlée par les FDLR, qui lui avaient même donné la feuille de route lui permettant de voyager et d'aller se faire soigner... Pour lui, il était hors de question de résister : "Je travaille pour rien, mais ils sont plus forts que moi..." »

Mukwege poursuit : « J'en suis persuadé, ces violences systématiques ont pour but de détruire mentalement une population, de la rendre incapable de réagir... Ce matin même, j'ai reçu dans mon bureau trois religieuses qui accompagnaient une jeune fille. L'une des religieuses m'a interpellé : "Je viens vous voir car cette fille a été violée à Bunyakiri et depuis quelque temps, elle fait des tentatives de suicide. Elle veut même tuer le bébé de trois mois qui est né à la suite du viol. Je pense que nous ne pouvons pas garder cette personne dans notre communauté... Que pouvons-nous faire ?" »

L'avortement, une question embarrassante

« Je constate beaucoup de dégâts dus à des avortements artisanaux, réalisés à la sauvette par des femmes qui avaient peur de s'adresser au médecin... »

Chaque jour, Mukwege fait face au problème des grossesses non désirées, aux enfants nés du viol et, sur le long terme, il s'en inquiète. « *Que deviendront ces enfants repoussés de partout ? Que leurs mères doivent parfois abandonner quand un homme souhaite les épouser ?* »

Dans l'immédiat, le médecin est confronté à la loi congolaise, qui interdit l'avortement, quelles que soient les circonstances. « *Après la visite de ces religieuses et de cette femme désespérée, un de mes collègues m'a interpellé en disant : "Docteur, il faut entamer un plaidoyer pour faire modifier la loi. Il faut bien commencer quelque part. Que va-t-il se passer à l'avenir avec ces bébés qui naissent et dont personne ne veut ?"* Je lui ai répondu que je devais faire très attention, car la pratique de l'avortement est un délit passible de prison... »

Manifestement, le Dr Mukwege ne suivra pas l'exemple de ce médecin belge, le Dr Peers, qui fut emprisonné dans les années 1970 pour avoir défendu son droit à pratiquer des avortements. À la suite d'importantes manifestations de soutien, qui mobilisèrent l'opinion publique, la loi belge fut modifiée et le Parlement vota la dépénalisation de l'avortement. Un praticien comme Luc Henkinbrant, qui dirigea durant dix ans la section des droits de l'homme de la Mission des Nations unies au Congo, rappelle cependant que « *la RDC a signé le protocole de Maputo, qui autorise les médecins à pratiquer l'avortement dans les cas de viols* ». Cependant, sous la pression des Églises, cette disposition n'a jamais été appliquée et, malgré sa notoriété qui le mettrait certainement à l'abri de toute poursuite, le Dr Mukwege, de surcroît pasteur, ne s'est jamais engagé sur ce terrain...

« *La question est délicate, reconnaît Mukwege. Je n'ai pas une position tranchée. Qui sommes-nous pour décider à la place des autres ? Qui suis-je pour décider qu'un enfant peut vivre ou non ?* » Le médecin congolais a entendu parler du Dr Peers, et il précise : « *Lui, il acceptait de pratiquer des avortements lorsque les femmes le demandaient. Mais nous, ici, nous avons peu de demandes. Par contre, je constate beaucoup de dégâts dus à des avortements artisanaux, réalisés à la sauvette par des femmes qui avaient peur de s'adresser au médecin...* »

« Vous ai-je parlé de cette fille que j'ai soigné alors qu'elle était enceinte et très infectée ? Elle était elle-même une enfant du viol et elle insistait pour que je fasse tout pour garder l'enfant. Alors que je l'interrogeais sur ses raisons, elle me répondit : "Si ma mère avait avorté après son propre viol, je n'existerais pas. Serait-il juste que moi-même, j'empêche l'enfant que je porte de venir au monde ?" Cette femme aussi défendait un droit, celui de garder son enfant. Qui sommes-nous pour décider à sa place ? »

Mukwege ne se lasse pas d'admirer le goût de la vie qui anime les femmes du Kivu : *« Même après avoir été violées, elles montrent leurs enfants respectifs en disant "c'est mon trésor" et celles qui ont subi un curetage pour raisons médicales se désolent : "non seulement j'ai été violée, mais j'ai perdu mon bébé et ne peux plus en avoir d'autre..." Même le nom que les femmes donnent à l'enfant du viol a un sens : ils s'appellent Espérance, Dieu Merci ou Espoir... Mais ce qui est difficile, c'est le moment où ces femmes rencontrent un homme qui accepte de les épouser en posant comme condition qu'elles abandonnent l'enfant. Elles sont alors déchirées entre leur enfant et ce nouvel amour, cette nouvelle vie... »*

Dès qu'elle voit le médecin, à son retour de Panzi, se diriger à grands pas vers la terrasse qui surplombe le lac Kivu, la petite fille se jette dans ses bras : *« Grand-père, j'ai rêvé que mon Saint-Valentin, c'était toi ! »* Elle s'enfuit ensuite, pour revenir chargée de biscuits et de petits cadeaux...

La famille et la foi pour soutien

Durant trop d'années, le mari, le père, le grand-père ont cédé le terrain à l'homme d'action, au médecin urgentiste, au conférencier qui parcourait le monde pour tenter de sensibiliser l'opinion. Désormais, à 58 ans, Mukwege assure qu'il veut freiner, prendre le temps de réfléchir en regardant le soleil plonger dans les eaux grises du lac, se consacrer un peu plus à sa famille, à ses cinq enfants (Alain, Zawadi, Sylvie, Lisa et Denise), ses huit petits-enfants. *« Ma famille, c'est elle qui m'a permis de rester debout. Sans le soutien de Madeleine, mon épouse, sans les récits et les rires de mes enfants, jamais je n'aurais tenu le coup... Malgré mon travail et mes voyages, j'ai toujours attaché beaucoup d'importance au repas du soir, que*

nous prenions en commun, toute la famille réunie. C'est là que chacun racontait ses histoires, que nous partagions le récit de nos journées... »

Mukwege, comme la plupart de ses compatriotes, est un homme gai. Il aime la vie, il aime plaisanter, rire et il reconnaît que *« chaque soir, en famille, j'avais l'occasion de me décharger de mes soucis, de penser à autre chose... »*

Mais surtout, fils de pasteur, pasteur lui-même, il est resté croyant. *« Heureusement qu'on a la foi. Si on n'avait pas la foi, on serait déjà tout nus dans la rue. »* La foi, malgré les crimes atroces qui se commettent autour de vous ? Malgré l'innocence des victimes qui vous prennent à témoin ? Malgré ces corps détruits, ces âmes mortes, et votre propre frère cadet qui a failli mourir en se jetant par la fenêtre en pensant que des hommes en armes venaient le tuer alors qu'il ne faisait qu'un mauvais rêve ?

La foi, oui, Mukwege l'a gardée : *« Dieu nous donne la liberté de choisir le bien ou le mal ; il n'est pas un dictateur qui nous impose le bien... Si l'homme se tourne vers le mal, il s'agit d'un choix délibéré. C'est pour cela que je prêche : “Race de vipères, pourquoi continuez-vous à faire le mal ?” Sans la foi, je ne vois pas ce que j'aurais pu faire... Dieu nous donne le choix, certains s'obstinent à faire le mal, mais tout le monde peut se sauver. Même la pire des créatures peut se reconverter. Mais tant qu'on ne se sera pas dit toute la vérité, il n'y aura pas de véritable réconciliation. Il faudra qu'on nous dise pourquoi on a assassiné des mères, des tantes, des nièces, tué des cousines. Et après, il faudra dire mea culpa... C'est seulement une fois franchie cette étape que l'on pourra tout mettre en oeuvre pour que cela ne se reproduise pas... »*

1. Sa gestion fut très contestée par l'opposition, qui l'accusa d'avoir favorisé la victoire du Président sortant alors qu'en réalité, lors du dépouillement des votes, c'est surtout le désordre qui avait prévalu, ouvrant la voie à tous les soupçons de manipulation.

2. À l'époque, le colonel Laurent Nkunda, qui avait toujours refusé de gagner Kinshasa, menaçait de prendre la ville de Goma et tenait en échec l'armée congolaise. Sous la pression des Américains, le Rwanda s'employa alors à le neutraliser et Nkunda fut placé en résidence surveillée à Kigali.

3. Son vrai nom est en réalité Albert Kahasha et il fit défection par la suite.

4. Fonds mondial de lutte contre le Sida.

VIVRE ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE

Durant des heures, Denis Mukwege a donc parlé. Il a laissé dériver ses réflexions, ravivé ses souvenirs, fait éclater ses indignations, son découragement, sa foi. Et soudain, au vu de ces pages qui s'alignaient, il a sursauté : « *Il y a trop de vérités crues dans ce texte, la mise en exergue ethnique est trop forte...* » Mais comment faire autrement ? Comment éviter de nommer les acteurs, les victimes, tout en étant conscient du fait que ce modeste balisage ne délimite qu'une toute petite partie de la réalité ?

Mukwege insistait, parcourant à grand pas les couloirs de son hôpital : « *Je viens de voir deux malades, installés côte à côte. L'un venait de Bunia, dans l'Ituri, l'autre était Munyamulenge. Quel est le problème ? Il n'y en a aucun. Je continue à croire que la vie est possible, qu'il faut que chacun accepte les valeurs de l'autre, malgré les éventuelles différences... On parle trop des ethnies dans ce livre, alors que dans mon travail quotidien, cela n'existe pas. Cette affirmation, je peux la démontrer immédiatement, en prenant l'exemple des jeunes femmes banyamulenge qui se trouvent ici, dans mon hôpital. Si elles acceptent que je les opère, c'est bien parce qu'elles me font confiance. Et si vous allez dans les hauts plateaux, vous verrez beaucoup de petits Mukwege : des femmes qui étaient stériles, que j'ai soignées avec succès, ont donné mon nom à leur enfant...*

Dans cette région, on n'a pas besoin de la communauté internationale pour nous donner des conseils, nous dire comment vivre ensemble : nous l'avons toujours fait. » Mukwege reconnaît cependant que dans ce Sud-Kivu surpeuplé, la plupart des conflits sont liés à la terre : « *Déjà entre Congolais, 90 % des procès découlent de problèmes fonciers. Un Mushi (les Bashi sont le groupe majoritaire au Sud-Kivu) tient à sa terre ; pour lui, elle est sacrée. Au Burundi aussi, tous les problèmes tournent autour de la terre. Mais il faut que ces problèmes puissent être abordés dans un cadre légal, sans recourir aux machettes et aux fusils... Si au Congo, on se bat pour la terre, c'est aussi parce que l'État ne joue pas son rôle, il laisse faire, est absent... Le problème, ce n'est pas la terre, c'est l'État.* »

Le médecin fait ici allusion aux problèmes fonciers, récurrents dans toute la région, et que des « *barzas* » (palabres communautaires), des conférences régionales essaient régulièrement de régler. Lorsque la parole se libère, comme lors d'une conférence qui s'était tenue à Goma en 2008, on voit les chefs traditionnels monter au créneau et exhiber des documents jaunis, datant de la période coloniale et soigneusement préservés, qui attestent que dans tel village, les Belges avaient « trouvé » tel groupe ethnique et non tel autre, venu plus tard... Mukwege balaie ces arguments tirés du passé : « *Si l'État faisait son travail, il y aurait de la place pour tout le monde. Si quelqu'un vient du Rwanda et veut un pâturage au Congo, cela doit être possible, mais on doit connaître son projet ; savoir s'il veut produire de la viande, du lait, donner du travail à la population locale. S'il s'agit simplement de prendre la terre et d'en chasser ceux qui s'y trouvent, cela ne va pas. C'est là que l'État doit intervenir et réguler...* »

Mukwege constate d'ailleurs qu'au Sud-Kivu, la situation s'est relativement améliorée : « *À Bukavu, à l'époque du RCD-Goma, plus aucun Tutsi ne pouvait venir se faire soigner à Panzi, il était impossible de franchir le carrefour dit "Essence". Tout simplement. Les gens avaient le sentiment de vivre une situation d'occupation, et développaient une agressivité telle qu'un Munyamulenge, même armé, ne pouvait traverser la ville sans être attaqué. Aujourd'hui, même des Rwandais traversent la frontière pour venir se faire opérer dans mon hôpital...* » De fait, alors que le Nord-Kivu fait face à une nouvelle rébellion, le Sud-Kivu a su préserver la paix, car les Banyamulenge, bien intégrés dans l'armée (sous la direction de Patrick Mazunzu, devenu général), à nouveau acceptés par leurs voisins, ont jugé qu'une nouvelle guerre ne leur apporterait que d'autres malheurs et sont restés sourds à ceux qui voulaient les pousser à déterrer les armes.

Pour Mukwege, la cohabitation est transfrontalière : « *Les populations congolaises et rwandaises se sont trouvées entraînées dans un conflit qui n'est pas le leur et qui ne profite qu'à ceux qui l'ont initié et savent qu'ils en retirent des dividendes. Tirant sur les cordes sensibles de l'appartenance ethnique et de l'apparence morphologique, les gouvernants*

instrumentalisent les gouvernés ; ils les détournent de leurs réelles préoccupations vitales auxquelles précisément, les dirigeants devraient apporter des solutions puisqu'ils ont été élus pour cela. » Observant cette « manipulation de l'opinion », le médecin relève que « le perdant, à court terme, c'est la population congolaise qui n'est pas protégée par son État et qui accepte que le théâtre de la violence se joue dans son salon, alors que le Rwanda pour sa part est en train de consolider son développement. À long terme, c'est une culture de la haine qui se profile à l'horizon. Voilà bien notre véritable adversaire... »

La frontière, comme une veine qui bat

« Le paradoxe, c'est que les Congolais qui ont besoin de ce gaz méthane pour leurs ménages sont contraints d'aller l'acheter au Rwanda et au
Burundi ! »

Ses gestes sauvent, sa parole aussi veut guérir. Les vérités qu'il assène sont tranchantes comme des bistouris, elles taillent dans les mensonges, réduisent à néant propagande et manipulations. L'homme dérange...
À Bukavu, comme à Goma, il suffit de se rendre sur la frontière pour mesurer à quel point l'idée d'un « mur de Berlin » qui séparerait le Congo et le Rwanda est irréaliste. Alors que du côté burundais, la frontière ferme à 18 heures, entre le Congo et le Rwanda elle reste ouverte 24 heures sur 24. Jusque tard dans la nuit, des piétons, des véhicules continuent à traverser, sans être autrement inquiétés. « *Et cela alors qu'en principe nos deux pays sont en guerre ! C'est un signe qui devrait inviter les populations des pays de la région des Grands Lacs à plus de vigilance afin qu'elles sachent effectivement distinguer leurs propres intérêts de ceux des politiciens véreux qui ont pour mission de prendre leurs compatriotes en otages... »*

Depuis la Botte, qui s'avance dans le lac Kivu comme un éperon vert, Mukwege aime se promener vers la frontière. Il y observe un trafic incessant, où hommes et femmes, comme des fourmis affairées, transportent des marchandises, se saluent, gagnent leur vie, jour après jour. Sur la frontière, on passe de tout : lait, légumes, patates douces, fretin appelé Sambaza, ignames, beignets, huile, savon, allumettes, braises... Les

femmes ici portent des charges plus lourdes qu'elles, les camionnettes sont surchargées, des vélos tanguent sous le poids des sacs. Les flux se dirigent dans les deux sens et quelquefois tournent en boucle. Mukwege n'est pas dupe : *« Si les Congolais se rendent régulièrement au Rwanda afin d'y acheter leurs provisions, le Rwanda n'est pas nécessairement producteur de ce qu'il exporte : des bananes plantain produites à Minova (Sud-Kivu) transitent par Goma pour être vendues au Rwanda, avant d'être revendues à Bukavu. Quant au lait vendu par les marchandes rwandaises, il provient quelquefois des territoires congolais de Masisi et de Rutshuru. Et la farine de maïs, communément appelée "semoule", que les Congolais achètent au Rwanda, elle est en grande partie produite dans la plaine de la Ruzizi, côté congolais. Et je ne parle même pas des minerais, dont la traçabilité demeure floue et sciemment brouillée par les seuls opérateurs mafieux du secteur minier et parfois par le sommet des États respectifs. »*

D'autres coopérations transfrontalières existent et sont appelées à se développer : l'exploitation de l'électricité produite grâce aux barrages sur la rivière Ruzizi, le gaz méthane qui gît au fond du lac Kivu et que le Rwanda a déjà commencé à extraire. *« Le paradoxe, c'est que les Congolais qui ont besoin de ce gaz méthane pour leurs ménages sont contraints d'aller l'acheter au Rwanda et au Burundi ! »*

Le médecin observe aussi les mouvements de la main-d'oeuvre : *« Les multiples chantiers du Nord et du Sud-Kivu absorbent de nombreux Rwandais au chômage, généralement des charpentiers, des maçons et leurs contremaîtres. Du côté congolais, ce sont des enseignants du secondaire et de l'université qui émigrent vers le Rwanda à la recherche d'emplois plus lucratifs, même si, depuis que Kigali a opté pour l'anglais comme langue d'enseignement, quelques enseignants qui n'ont pu s'adapter ont fait leur come-back au Congo. On a le sentiment que les Congolais, à l'instar des Grecs après la conquête romaine, ont colonisé intellectuellement le Rwanda. La fuite des cerveaux congolais au Rwanda a pris une telle ampleur que les enseignants ne sont plus seuls dans la course : infirmiers et médecins ont suivi à leur tour. »*

« Par ailleurs, poursuit le médecin, les élèves et les étudiants rwandais qui ont choisi Goma et Bukavu pour leurs études se comptent par milliers. Chaque matin, ils traversent les postes frontaliers et viennent étudier au Congo, d'autant plus qu'au Rwanda, les études universitaires coûtent très cher. Le long du lac ou traversant la rivière Ruzizi, des étudiants font chaque jour le trajet. Ils arrivent en bus mais aussi à pied ou en pirogue... Ce sont ces étudiants étrangers qui rendent viables certaines écoles ou petites universités du Grand-Kivu, car ils grossissent leurs effectifs mais aussi leurs finances. Nombre de cadres du Rwanda, anciens et actuels, ont été formés à l'école congolaise.

L'inverse est vrai également : nombreux sont les cadres politiques et militaires congolais qui ont été à l'école rwandaise et ougandaise, comme Congolais de la diaspora. Des milliers de Congolais ont toujours choisi le Rwanda comme pays d'accueil, que ce soit pour les études ou pour le business. Ces compatriotes ne sont presque jamais inquiétés, pour autant qu'ils ne se mêlent pas de querelles politiques ou politiciennes orchestrées au sommet des États. »

Mukwege, comme beaucoup de ses compatriotes, a été choqué par les manifestations anti-rwandaïses qui s'étaient produites à Goma, lorsque des motards s'en étaient pris à des étudiants à l'université et les avaient accompagnés sous la menace jusqu'à la frontière¹.

Au-delà des tensions politiques momentanées, Mukwege relève aussi « le mouvement singulier des Congolais qui ont décidé d'aller vivre au Rwanda : les villes rwandaïses de Kamembe et de Ruhengeri sont actuellement habitées par des Congolais qui, néanmoins, poursuivent leur vie professionnelle à Bukavu ou à Goma tout en préférant vivre au Rwanda, où l'électricité et l'eau sont fournies de manière stable. Les populations transfrontalières rwandaïses et congolaises maintiennent un climat d'entente et de bon voisinage qui facilite les échanges dans presque tous les secteurs vitaux. »

Sur le plan médical aussi, des échanges existent : « *J'ai personnellement constaté que des sujets rwandais n'hésitaient pas à venir en RDC pour des traitements médicaux tandis que des Congolais se rendent à Kigali pour y recevoir des soins spécialisés... Voici quelques années, je pratiquais à la Polyclinique Bioglody et 25 % des patients qui venaient me consulter étaient des Rwandais et des Rwandaises. À l'instar des populations de nos deux pays, qui ont toujours collaboré et cohabité, chaque fois que je me rends au Rwanda, dans les villes et les villages, il m'arrive toujours de retrouver des amis ou d'anciens patients... »*

S'il est indulgent à l'égard des simples citoyens, l'homme de terrain ne ménage pas les politiques : « *D'un côté, ils peuvent mettre sur pied des programmes de pacification pendant que de l'autre, ils vulgarisent des messages qui charrient le syndrome de la méfiance intercommunautaire. Dans ce pays, des rébellions et des guerres sont fabriquées de toutes pièces par des pêcheurs en eau trouble qui ont l'intention manifeste de distraire la population afin de mieux l'exploiter et l'appauvrir. Pour ce faire, ils peuvent recourir au mensonge, à la propagande, à la manipulation et à l'intoxication. Les populations ainsi incitées à la méfiance et à la haine peuvent alors se tromper de cible en prenant leurs voisins innocents pour ennemis et en oubliant de demander des comptes aux seigneurs de guerre qui maintiennent les paisibles citoyens dans l'instabilité politique et socio-économique. »*

On le constate : médecin durant ses longues heures de travail, Denis Mukwege n'oublie jamais qu'il est aussi pasteur. Ses gestes sauvent, sa parole aussi veut guérir. Les vérités qu'il assène sont tranchantes comme des bistouris, elles taillent dans les mensonges, réduisent à néant propagande et manipulations. L'homme dérange, des deux côtés de cette frontière qu'il traverse si souvent, car il a vu beaucoup, oublié très peu et n'a jamais eu peur de parler avec franchise, à toutes les tribunes qui lui ont été proposées. Il dérange aussi car son charisme est indéniable : il n'est pas seulement le *muganga*, le médecin qui tente de soulager la plus atroce des souffrances, il est aussi le citoyen qui réfléchit, qui témoigne et veut rester

aux côtés des siens. À chacun de ses visiteurs (et Dieu sait s'ils sont nombreux car Panzi devient quelquefois une étape obligée...), il parle vrai, propose son témoignage d'homme de terrain et assène sa foi.

Non, la haine n'est pas inscrite dans les gènes des peuples des Grands Lacs ; non, l'appartenance ethnique n'est pas le seul critère de l'identité ; non, le Congo n'est pas destiné, pour toujours, à connaître le chaos, la violence, la prédation. La paix est possible et ils sont une majorité de citoyens à la souhaiter. À l'instar du Rwanda qui s'est redressé et qui a retrouvé la voie du développement, la RDC elle aussi a sa chance, car les atouts s'accumulent : non seulement elle est dotée de ressources naturelles – souvent mais pas forcément synonymes de malédictions –, mais aussi elle peut compter sur le courage des hommes et des femmes, toujours prêts à défier l'adversité et à réinventer l'espoir. La reconstruction du pays peut aussi se fonder sur l'attachement de la population à la démocratie (la participation aux deux derniers scrutins l'a démontré) et surtout, sur le désir d'unité du pays, sur un patriotisme qu'aucune propagande séparatiste n'a pu étouffer jusqu'à présent.

Ce qui nourrit Mukwege, c'est la foi, cette main de Dieu qui l'accompagne depuis toujours. Mais c'est aussi la force de ces femmes qu'il soigne, qu'il réussit à guérir et qui repartent sur la colline, nanties d'un petit crédit, prêtes à se battre à nouveau pour nourrir leur famille et construire l'avenir.

Accompagner durant quelque temps cet homme de paix et de vérité, retracer son parcours et suivre sa pensée furent un bonheur. Mais surtout un honneur. Une grâce de la vie.

1. D'après des informations que nous avons pu recueillir sur place à l'époque, s'il est exact que la rébellion du M23 avait relancé les antagonismes ethniques et suscité des sentiments de méfiance, les manifestations des motards n'avaient rien de spontané : elles avaient été financées par des politiciens locaux mus par des raisons démagogiques. Elles avaient aussi pour objectif de renforcer le sentiment de victimisation des Tutsi congolais, afin de susciter de nouvelles adhésions au M23, au nom de la défense d'une communauté menacée et afin de raviver la sympathie internationale, toujours sensible à la résurgence de l'idéologie génocidaire. En réalité, nous avons pu constater sur le terrain, tant à Bukavu qu'à Goma, que des ordres explicites étaient venus de Kinshasa, interdisant

toute propagande dirigée contre les Tutsi et ordonnant aux autorités de mettre tout en oeuvre pour éviter tout dérapage ethnique. Ceci ne signifie pas que, malgré ces consignes venues d'en haut, des propos hostiles aux Tutsi n'aient pu être proférés. Il faut noter aussi qu'au risque d'être accusée de censurer la presse, l'autorité de régulation des médias a sanctionné à plusieurs reprises des journaux ou des émissions de télévision qui versaient dans la propagande ethnique.

Acronymes

ADP Alliance démocratique des peuples

AFDL Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo

ALIR Armée pour la libération du Rwanda

BVES Bureau des volontaires pour l'enfance et la santé

CNDP Conseil national pour la défense du peuple

CNRD Conseil national pour la résistance et la démocratie

FDLR Forces démocratiques pour la libération du Rwanda

FPR Front patriotique rwandais

FRELIMO Front de libération du Mozambique

HCR Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

MAF Mission Fellowship Association

MINUAR Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda

MLC Mouvement de libération du Congo

MONUC Mission des Nations unies en RDC

MONUSCO Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC

MPR Mouvement populaire de la révolution

NRA National Resistance Army

PNUD Programme des Nations unies pour le développement

RCD Rassemblement congolais pour la démocratie

RDC République démocratique du Congo

SARM Service d'action et de renseignement militaires

UDPS Union pour la démocratie et le progrès social

Fonds Dr Denis Mukwege-Hôpital Panzi
géré par la Fondation Roi Baudouin



Le Dr Denis Mukwege est le lauréat 2010-2011 du Prix Roi Baudouin pour le Développement. En le lui décernant, la Fondation Roi Baudouin a voulu récompenser l'action qu'il mène depuis de longues années pour restaurer la dignité de milliers de femmes victimes de violences sexuelles dans l'Est de la RDC, à travers des soins médicaux et un soutien social. Le Prix souligne le dévouement du Dr Mukwege et sa contribution à la mise en place d'un système de soins de santé intégré au Congo. Profondément engagé en faveur de son pays, il plaide sans relâche pour un retour à la paix dans une région où la terreur et la peur détruisent jusqu'à l'essence de la société.

Avec le montant du Prix, le Dr Mukwege a choisi de créer un Fonds au sein de la Fondation Roi Baudouin. Le Fonds Dr Denis Mukwege-Hôpital Panzi a pour objet de contribuer à restaurer la dignité de femmes victimes de violences sexuelles, la paix et l'accès à la santé en République démocratique du Congo, à travers des soins médicaux, un soutien social et le développement de projets culturels.

www.kbs-frb.be/mukwege-panzi.htm

Vous pouvez soutenir les activités
du Fonds Dr Denis Mukwege-Hôpital Panzi
en effectuant un don au compte
de la Fondation Roi Baudouin

IBAN: BE10 0000 0000 0404 - BIC: BPOTBEB1

avec la communication: ***191/3230/00060***

Les dons à la Fondation depuis la Belgique

sont fiscalement déductibles à partir de 40 euros.

Sur notre site www.kbs-frb.be, vous trouverez
des informations sur la déductibilité fiscale pour des dons
effectués depuis les États-Unis ou d'autres pays en Europe.



Le Prix Roi Baudouin pour le Développement en Afrique récompense des personnes ou des organisations qui contribuent de manière importante au développement en Afrique. Le Prix porte une attention particulière aux initiatives qui excellent dans leur domaine, améliorent sensiblement la qualité de vie des populations qu'elles servent, et permettent aux communautés locales de prendre leur développement en main.

Le Prix s'appuie sur les antécédents remarquables de son prédécesseur, le Prix International Roi Baudouin pour le Développement, institué en 1978 en vue de promouvoir le progrès social dans les pays en voie de développement. Après trois décennies de portée internationale, le Prix se concentre désormais sur l'Afrique, fidèle à son objectif de soutenir le développement dans les régions qui en ont le plus besoin.

D'une valeur de 150.000 euros, le Prix Roi Baudouin apporte à ses lauréats une opportunité unique d'accroître leur visibilité et de promouvoir leur cause auprès d'un public international.

www.kbprize.org

www.andreversailleediteur.com

www.grip.org



N° 143

En couverture : © Sven Torfinn/Panos.

Travail éditorial : Danièle Fayer-Stern et Marc Schmitz (GRIP)

Conception graphique, mise en page : Marc Schmitz

CATALOGUE DES EDITIONS ANDRE VERSAILLE

www.andreversailledeiteur.com

- [Couverture](#)
- [Plus d'informations sur notre site internet](#)
- [La présentation de l'éditeur](#)
- [Bonus, vidéos, articles](#)
- [L'auteur et le témoin](#)
- [Table des matières](#)
- [Avant-propos](#)
- [Introduction](#)
- [Les grands repères](#)
- [1. Comment on devient Muganga aux côtés d'un pasteur](#)
- [2. D'Angers à l'enfer de Goma](#)
- [3. Un naïf dans la guerre](#)
- [4. D'une rébellion à l'autre](#)
- [5. L'importation de la violence et de la guerre](#)
- [6. Le règne de la terreur](#)
- [7. Les femmes de Panzi](#)
- [8. Changer la douleur en pouvoir](#)
- [9. Le temps des doutes et des soupçons](#)
- [Vivre ensemble, c'est possible](#)
- [Acronymes](#)
- [Catalogue des éditions André Versaille](#)